

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(74)3271

Vol. 1974/0115

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat général

SEC(74) 3271

Bruxelles, le 23 août 1974

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Procédure écrite C/2344/74

Objet : rapport sur l'exécution du budget

J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de la Commission une proposition de M. CHEYSSON tendant à :

- 1°) approuver le projet de rapport trimestriel de la Commission sur l'exécution du budget prévu à l'article 35 du règlement financier du 25 avril 1973 (situation générale des recettes et des dépenses au 30 juin 1974) ;
- 2°) transmettre ce rapport au Parlement européen et au Conseil.

Ce rapport examine deux différents aspects de l'exécution budgétaire :

- 1.- contrôle de l'utilisation des avances de trésorerie,
- 2.- information sur l'exécution budgétaire ventilée suivant les différentes masses de dépenses distinctes entre crédits de l'exercice et reports de l'exercice précédent.

Par ailleurs, une ventilation par grande masse budgétaire du titre I à IV du budget est fournie en annexe pour mieux apprécier les dépenses administratives de la Commission.

A la demande de M. CHEYSSON, l'accord de la Commission est recherché par la procédure écrite.

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir faire connaître au Secrétariat général (à l'attention de M. WEHRENS (tél. 2362) ou de M. NUTTALL (tél. 5395), tél. secr. 2363, bureau BERL. 11-125) avant le mercredi 11 septembre 1974 - 12h. vos observations ou réserves éventuelles. Si aucune observation ni réserve n'a été formulée à cette date, la proposition sera réputée approuvée.

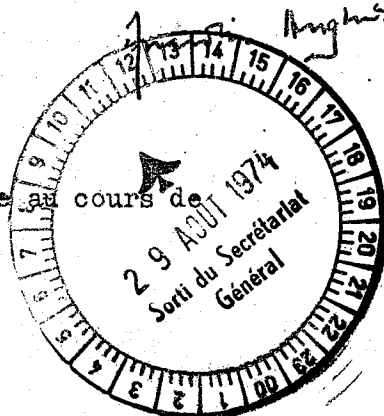
P. j. :

Copie à : M. VAN GRONSVELD

P. inf. : MM. MUCH, FACINI

N.B. - L'annexe calendrier sera diffusée au cours de la procédure écrite.

E. NOEL
Secrétaire général
p.o. M. HUGHES
Chef de Division



NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable

: BUDGETS

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION DE MONSIEUR CHEYSSON A LA COMMISSION

En application des dispositions de l'article 35 du Règlement financier du 25 avril 1973 applicable au Budget des Communautés européennes, la Commission est tenue de présenter quatre fois par an un rapport sur l'exécution du Budget.

Ce rapport, qui doit être soumis au Parlement européen et au Conseil, a été rédigé à la lumière des échanges de vues qui ont eu lieu notamment avec les experts financiers du Conseil en vue d'arrêter une interprétation commune des dispositions de l'article 35, soit pour la forme soit pour le contenu.

Bien que ce ne soit pas un document comptable et budgétaire dans le sens strict, ce rapport examine deux différents aspects de l'exécution budgétaire:

- 1) contrôle de l'utilisation des avances de trésorerie
- 2) information sur l'exécution budgétaire ventilée suivant les différentes masses de dépenses distinctes entre crédits de l'exercice et reports de l'exercice précédent.

Par ailleurs, une ventilation par grande masse budgétaire du titre I à IV du Budget est fournie en annexe pour mieux apprécier les dépenses administratives de la Commission.

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET PREVU A L'ARTICLE 35
DU REGLEMENT FINANCIER DU 25.4.1973

SITUATION GENERALE DES RECETTES ET DES DEPENSES
AU 30 JUIN 1974

Le présent document qui concerne le premier semestre de l'exercice 1974 se fonde sur les dispositions prévues à l'article 35 du règlement financier. Il ne s'agit donc pas d'un document à caractère budgétaire car son but principal est de retracer un panorama complet de l'exécution des dépenses et des recettes effectuées au cours d'un exercice.

Il est opportun de souligner à ce propos que la partie "a) Aspect de trésorerie" de chaque rubrique de ce rapport, se réfère plus spécialement au système de couverture des besoins de trésorerie des Communautés prévu aux articles 31 à 37 du règlement financier; dans cette partie les estimations mensuelles présentées par la Commission à l'appui de ses appels de fonds, sont comparées aux résultats effectifs de la gestion.

Néanmoins la structure actuellement retenue s'efforce de faire autant que possible et pour chacune des grandes masses de dépenses, une distinction des problèmes concernant :

- la situation budgétaire par l'analyse de l'utilisation des crédits de l'exercice et des reports de l'exercice précédent (partie b) de chaque rubrique);
- l'évolution possible des dépenses et recettes compte tenu des montants inscrits au budget et du rythme d'utilisation des différents crédits ou du recouvrement des recettes (partie c) de chaque rubrique).

Aux pages 13, 14 et 15 figurent des tableaux qui représentent respectivement :

- la situation de l'exécution de l'exercice 1974 au 30 juin 1974
- la situation des recettes de l'exercice 1974 au 30 juin 1974
- le détail des dépenses administratives de la Commission - situation au 30 juin 1974.

.../...

- 2 -

A. RECETTES1. RESSOURCES PROPRESa) Aspect de trésorerie

La couverture des dépenses d'un exercice, en ce qui concerne la trésorerie, est assurée partiellement par les ressources propres constatées à partir du mois d'octobre de l'exercice précédent (versées à la Commission en décembre) jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cause (versées à la Commission en novembre). Pour 1974 une somme de 621,4 MUC a été versée au titre des ressources propres pour la période octobre/décembre 1973 et 951,5 MUC au titre de celles de la période janvier/avril 1974 soit 1.572,9 MUC au total. Lors de l'établissement, le 25 avril 1974, de la prévision des besoins de trésorerie des Communautés jusqu'à la fin du mois de juin 74, les ressources propres encaissées à cette époque y étaient reprises pour 1.093,5 MUC; cette somme ne pouvait donc pas tenir compte des ressources propres constatées en mars (247 MUC) et en avril (232,4 MUC) qui ont été versées respectivement le 15.5 et le 15.6.1974.

b) Aspect budgétaire

Comme le prévoit la réglementation en vigueur, les ressources propres sont versées avec un certain décalage par rapport à la constatation; au moment de la rédaction de ce rapport les services de la Commission n'avaient reçu que les données concernant les constatations jusqu'au

.../...

mois d'avril. Les résultats de cette période sont les suivants :

	Prévisions de l'exercice	Résultats (const. au 30.4.1974)
Perceptions de droits de douane (1)	Muc. 9545	Muc. 3604,4
Droits de douane versés	Muc. 2489,5	Muc. 843,5
Prélèvements agricoles	Muc. 301,9	Muc. 75,9
Cotisations sucre	Muc. 152,3	Muc. 32,1
	Muc. 2943,7	Muc. 951,5 (2)

Au point de vue budgétaire il convient de constater que l'accroissement important des perceptions douanières de certains Etats membres, est susceptible de donner lieu dans ces Etats à une perception de ressources propres supérieure à la valeur de la part relative.

Comme cela a été signalé dans le rapport au 31.3.1974, cette situation existe déjà pour le Royaume-Uni et pour l'Irlande; elle résulte du niveau très élevé des perceptions douanières qui comprennent aussi des droits de nature fiscale. Le règlement financier prévoit que les versements mensuels de ces Etats membres soient limités au montant résultant de l'application de la part relative à la masse des dépenses prévues pour le mois en cause. Il est rappelé en outre que les perceptions de ressources propres des trois nouveaux Etats membres ne sont dues, dans tous les cas, qu'à concurrence de 56% en 1974.

- c) Les recettes relatives aux quatre premiers mois de l'exercice, permettent de constater des écarts assez importants entre les prévisions et les réalisations.

.../...

- (1) les droits de douane perçus par les Etats membres ne sont pas versés intégralement
- (2) ce montant ajouté aux 621,4 MUC provenant de l'exercice 1973 (versés pour le financement de 1974) constitue la somme de 1572,9 MUC citée au point A.1.a).

Si l'on prend comme référence le rythme des constatations mensuelles des deux années précédentes, on remarque que la plupart des Etats membres sont en train de réaliser des perceptions plus élevées que prévu; compte non tenu du Royaume-Uni et de l'Irlande dont les versements ne sont pas liés à la perception, les réalisations moyennes atteignent $\pm 115\%$ des prévisions. Cet accroissement est imputable essentiellement à la poussée inflationniste que nous connaissons actuellement et à l'augmentation de la consommation dans certains pays. On peut même estimer que l'accroissement des perceptions ira en s'accroissant au cours de l'exercice car il semble que les premiers mois de celui-ci n'aient pas subi entièrement les répercussions de la crise énergétique de la fin de 1973 sur les prix des marchandises.

En ce qui concerne les prélèvements agricoles par contre, les enseignements des quatre premiers mois de l'année conduisent à des résultats tout à fait opposés. Les perceptions globales des prélèvements agricoles sont en baisse (76% des prévisions inscrites au budget pour la même période) et les écarts entre les Etats, par rapport au taux indiqué, sont importants. La base de référence indiquée au premier alinéa ci-dessus toutefois, ne peut pas être prise en considération pour des prévisions mensualisées dans le domaine agricole où les répercussions des fluctuations des prix mondiaux, de la production et même de la situation monétaire sont tellement importantes qu'elles influent fortement déjà au niveau de la prévision annuelle. Les services de la Commission estiment toutefois que, sans tenir compte de la situation relative de chaque Etat membre,

.../...

au cours du deuxième semestre l'on devrait enregistrer un accroissement des perceptions agricoles.

En ce qui concerne les cotisations sucre, il est prévu que les cotisations à la production n'atteindront que 25% des prévisions en raison de la pénurie actuelle.

En résumé, on peut estimer à l'heure actuelle que les perceptions de droits de douane seront plus élevées d'environ 15%, les prélèvements agricoles ne devraient être recouvrés qu'à 80/85% des prévisions et les cotisations sucre à 60/65% des prévisions.

Les Etats membres qui versent des ressources propres à concurrence de la part relative appliquée aux dépenses n'étant pas pris en considération, en ce qui concerne les sept autres Etats membres, il est permis de prévoir que le total des versements des ressources propres dépassera de $\pm$ 150 MUC les prévisions.

2. CONTRIBUTIONS

Ainsi qu'il avait déjà été précisé dans le rapport au 31.3.1974, les contributions financières des Etats membres sont versées mensuellement sous forme d'avances de trésorerie complémentaires au versement des ressources propres en application du système de couverture des besoins de trésorerie des Communautés européennes prévu par les articles 31 à 37 du règlement financier du 25.4.1974.

Les considérations qui précèdent au sujet du niveau élevé des perceptions et du rythme lent des dépenses, expliquent le taux très bas d'utilisation des contributions; en effet, au 30 juin 1974 (couverture des besoins au 31.7.1974), les versements effectués par les Etats membres n'étaient que de $\pm$ 704 MUC contre les 2.073 prévus pour l'exercice. De plus, la somme indiquée a servi à couvrir aussi les dépenses sur reports qui s'élèvent à $\pm$ 150 MUC.

.../...

AUTRES RECETTES

Vu la modicité des montants dont il s'agit et la certitude du recouvrement en ce qui concerne les contributions versées selon des clés particulières, il n'y a pas lieu de reviser les prévisions en la matière.

La partie du prélèvement C.E.C.A. affectée au budget communautaire a été recouvrée à 100% (9 MUC - 1er semestre, 18 MUC pour l'année).

Quant aux contributions des Etats membres aux programmes complémentaires de recherches et d'investissement, 5,8 MUC ont été versées au titre des 7/12èmes de l'exercice au 30.6.1974. Un Etat membre n'a pas encore versé sa contribution et sera pénalisé, en application de l'article 34 du règlement financier, d'intérêts de retard; cette disposition par ailleurs a été déjà appliquée pour l'année 1974 à d'autres Etats membres qui ont versé leur quote-part en dehors des délais prévus.

Le montant des recettes diverses de la Commission au 30.6.1974 est de 13,94 MUC dont 2,16 pour celles liées aux activités de la CEEA.

B. DEPENSES

1. DEPENSES ADMINISTRATIVES ET OPERATIONNELLES

a) Aspect de trésorerie

Les paiements de la Commission au 30.6.1974 pour les titres 1 à 4 du budget, sont de l'ordre de 110 MUC sur les crédits de l'exercice et de 11,4 MUC pour les reports; les besoins au 30.6.1974 estimés par la Commission en avril, étaient de 116,3 MUC pour l'ensemble des dépenses; les avances aux autres institutions évaluées à la même époque à 38,8 MUC, ont été exécutées à concurrence d'un montant de 38,1 MUC. Ceci démontre que la pratique consistant à tenir compte d'une mensualité

.../...

supplémentaire pour ces estimations et pour ce genre de dépenses, s'est révélée très utile car, malgré celle-ci, les besoins effectifs ont dépassé légèrement les prévisions.

b) Aspect budgétaire

Les crédits de l'exercice pour les titres 1 à 4 s'élèvent, compte tenu de certains virements effectués et en ce qui concerne la Commission, à 296 MUC; ce montant ne comprend ni les chapitres 29 et 33, ni les crédits non affectés et les crédits de réserve (chapitres 98 et 99), soit 22,3 MUC. Les engagements au 30.6.1974, sont de 209,5 MUC. En ce qui concerne les paiements au 30.6.1974, le coefficient d'utilisation le plus élevé, connu par le passé, est celui du titre 1 "dépenses concernant les personnes liées à l'institution" et du titre 4 "aides, subventions et participations" (voir tableau page 15).

Pour les dépenses relatives au chapitre 33, la prévision du mois d'avril pour la couverture des besoins de trésorerie au 30.6.1974, est sensiblement égale (40,2 MUC) à la réalisation (40,3 MUC); le principe d'une mensualité supplémentaire vaut aussi dans ce cas.

c) Prévisions

Pour le titre 1, l'utilisation en paiement est de 45,20 % pour le 1er semestre ce qui permet de prévoir, compte tenu des recrutements qui auront lieu au cours du deuxième semestre et de la révision des rémunérations, un taux d'utilisation très voisin de 100%; pour les titres 2 et 3 le rythme des dépenses qui est généralement lent en début d'exercice s'est accru au cours du deuxième trimestre (voir foot-note 2 du tableau de la page 15); cette progression devrait se poursuivre au 2ème semestre bien qu'il ne soit pas possible de faire des prévisions sur les crédits pour

.../...

les projets communautaires dans le secteur des hydrocarbures qui représentent $\pm 30\%$ des dotations du titre 3. Pour le titre 4 enfin, sur les 48 MUC de crédits, 35,6 MUC sont réservés aux subventions aux populations victimes de catastrophes, dont 33,6 ont été engagés et 13,6 dépensés au 30.6; sur le reste, 9 MUC sont destinés aux écoles européennes et dépensés à 50% au 30.6. Globalement on peut estimer que l'utilisation de ces crédits est normale à l'heure actuelle.

2. DEPENSES DU FONDS SOCIAL EUROPEEN

a) Aspect de trésorerie

Les prévisions de dépenses au 30.6 estimaient à 100 MUC les besoins du Fonds Social européen; par contre, les paiements réalisés s'élèvent à ± 50 MUC, ils n'ont donc pas subi de modification au cours du 2ème trimestre. Le paiement d'une somme de ± 27 MUC prévu pour cette période fait encore l'objet de contrôles; le paiement d'une autre tranche d'environ 20 MUC sera effectué dans les prochains jours. L'exécution de ces dernières opérations qui était esperée pour avant la fin du mois de juin, a été une nouvelle fois retardée par la lenteur avec laquelle sont introduites les demandes des intéressés à la Direction générale des Affaires Sociales.

b) Aspect budgétaire

Les paiements intervenus au cours du premier semestre se répartissent de la façon suivante : 1,41 MUC sur crédits de l'exercice, 48,68 MUC sur reports.

c) Prévisions

Quant au niveau des paiements pour le reste de l'exercice, il est prévu d'utiliser dans la plus large mesure les crédits reportés. Leur utilisation n'est fonction que de la rapidité avec laquelle sont introduites les demandes de paiement; les services compétents de la Direction

générale des Affaires Sociales ont adressé une nouvelle requête aux Etats membres pour que soient prises toutes les dispositions nécessaires permettant d'utiliser la plus grande partie des crédits reportés.

3. F.E.O.G.A.

GARANTIE

a) Aspect de trésorerie

Les avances versées jusqu'au 30.6.1974 soit 1.744,8 MUC, couvrent aussi les besoins du mois de juillet des services et organismes payeurs du F.E.O.G.A. Pour la même période les services de la Commission avaient estimé les besoins à 1.735,5 MUC; dans ce domaine également les paiements correspondent quasiment aux prévisions et donc aux possibilités de trésorerie.

b) Aspect budgétaire

En application de la réglementation existante les crédits de l'exercice, soit 3.510,1 MUC⁽¹⁾ ont été engagés à concurrence des avances octroyées au 30.6.1974. Contrairement à ce qui avait été constaté au cours de l'exercice écoulé, les organismes payeurs du F.E.O.G.A. ne devraient pas avoir eu des sommes importantes dans leur trésorerie à la fin de 1973. Ceci signifie que les avances octroyées en 1974 doivent correspondre aux dépenses qui seront comptabilisées au cours du même exercice. Les imputations définitives relatives à un exercice donné sont effectuées, sur base des éléments fournis par les Etats membres, jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les sommes qui ne peuvent pas être imputées avant la date citée, sont considérées comme des reports et régularisées au cours de l'exercice suivant.

.../...

(1) Compte non tenu des réinscriptions à financer selon une clé particulière ni d'un virement de 20 MUC en faveur de l'Aide alimentaire

c) Prévisions

Ainsi qu'il est indiqué aux points a) et b) de la page 9, les avances octroyées au 30.6 et qui couvrent les dépenses du mois de juillet, se sont élevées à $\pm$ 1.745 MUC auxquels s'ajoutent, au point de vue des paiements effectués par les organismes habilités, environ 17,8 MUC détenus par les mêmes organismes à la fin de l'exercice 1973.

A l'occasion du Comité du FEOGA du 17 juillet 1974, les Etats membres ont présenté leurs besoins pour les mois d'août et septembre prochains qui s'élèvent respectivement à 242,1 MUC et 269,6 MUC.

Une récente estimation des services de la Commission qui tient compte des répercussions des décisions relatives à la viande bovine, fait monter à 3.465 MUC les besoins de la section Garantie du FEOGA pour l'exercice 1974, montant qui reste compris dans les crédits inscrits au budget. De ce qui précède il découle :

avances octroyées (1.745 + 17,8) au 30.6	1.762,8
besoins août	242,1
besoins septembre	269,6
avances pour la couverture des besoins au 30.9 (versement au 31.8)	2.274,5

Les besoins du dernier trimestre pour atteindre le montant de l'estimation précitée serait donc de 1.190 MUC ce qui correspondrait à une dépense moyenne pour les mois d'octobre, novembre et décembre de l'ordre de 400 MUC.

ORIENTATION

a) Aspect de trésorerie

Les paiements de la section Orientation concernent :

- des périodes antérieures à 1971 pour lesquelles les Etats membres versent à la Commission des contributions "ad hoc" appelées en dehors du système instauré par les articles 31 à 37 du règlement financier;
- des périodes postérieures à 1971, pour lesquelles le financement est compris dans le système des ressources propres.

Pour les périodes antérieures à 1971, les Etats membres effectuent périodiquement et sur demande de la Commission, des versements à valoir sur les anciennes contributions dues. Le dernier de ces versements de 50 MUC est intervenu à la fin de 1973; un deuxième appel d'un même montant sera effectué avant la fin du mois de juillet. Au cours du 1er semestre 1974, 21,4 MUC ont été dépensés à ce titre; la situation globale au 30.6.1974 est la suivante :

Contributions versées	525,24 MUC
Dépenses effectuées	495,78 MUC
Disponible	29,46 MUC

Pour les périodes postérieures à 1971, 20,8 MUC ont été dépensées uniquement sur les reports (engagements existants).

b) Aspect budgétaire

A l'heure actuelle aucun montant n'a été dépensé ni engagé sur les crédits de l'exercice.

c) Prévisions

Pour le deuxième semestre les prévisions de dépenses sont les suivantes :

	Périodes antérieures à 1971	Périodes posté- rieures à 1971
- Projets individuels	80 MUC	14 MUC
- mesures particulières	-	24,4 MUC
- actions communes	-	31,4 MUC
	<u>80 MUC</u>	<u>69,8 MUC</u>

4. AIDE ALIMENTAIRE

a) Aspect de trésorerie

Les paiements pour les opérations d'aide alimentaire au 30.6.1974, atteignent 58,95 MUC alors que les prévisions des besoins de trésorerie, à la même date, envisageaient une dépense de 67,5 MUC. Les avances pour le mois de juillet ont été de 6,5 MUC au lieu des 15 MUC qui avaient été prévus.

b) Aspect budgétaire

Comme pour le F.E.O.G.A. - Garantie, les crédits de l'exercice

sont engagés au fur et mesure des avances octroyées aux Etats membres; la régularisation et l'imputation définitives de celles-ci intervenant plus tard. Les services compétents de la Direction générale de l'Agriculture procèdent à ces imputations en utilisant en priorité les crédits les plus anciens (reports) dans le tableau de la page 13 il apparait que les reports sont épuisés dès maintenant.

Au stade actuel il est prévu que les crédits pour l'aide alimentaire seront insuffisants; à cette fin une proposition de virement destinée à renforcer de 20 MUC les crédits de l'aide alimentaire, vient d'être transmise au Conseil.

c) Prévisions

La cadence des paiements d'aide alimentaire devrait rester soutenue dans les prochains mois; en effet les décisions en cette matière interviennent régulièrement et leur mise en oeuvre est désormais réalisée dans des délais très brefs.

5. REMBOURSEMENT FORFAITAIRE 10% RESSOURCES PROPRES

a) Aspect de trésorerie

Ces paiements sont liés au niveau de la perception des ressources propres; les considérations faites pour les unes valent pour les autres notamment en ce qui concerne les prévisions.

b) Aspect budgétaire

Du fait du décalage dans le versement des ressources propres et de celui qui s'y ajoute pour le paiement du 10% aux Etats membres (15 jours à un mois), les dépenses imputées au cours du premier semestre sur les crédits de l'exercice, s'élèvent à 59,86 MUC; elles concernent les constatations du premier trimestre parmi lesquelles celles du mois de mars n'ont été versées que le 15 mai. Une somme de 58,9 MUC a été dépensée sur les reports de 1973.

Ainsi qu'il a été précisé sous a) ces dépenses sont intimement liées aux perceptions de ressources propres; dès lors, si les prévisions de recettes (voir point A.1. c)), sont effectivement supérieures aux prévisions initiales, il s'ensuivra un dépassement de crédits en ce qui concerne le chapitre 29.

	C R E D I T S		E N G A G E M E N T S		P A I E M E N T S		Pourcentage d'exécution	
	de l'exercice	reports (1)	exercice	reports (2)	exercice	reports	e / a	f/b
	a	b	c	d	e	f	g	h
1. Dépenses administratives et opérationnelles Commission								
a) Titres 1 à 4 et chapitres 98 et 99 (sauf chapitres 29 et 33)	318.190.013	22.451.406	207.154.722	21.089.855	109.990.301	11.359.389	34,57%	50,60%
b) Autres institutions	79.833.320	5.675.423	- (3)	- (3)	38.010.386	- (3)	44,45%(4)	-
2. Dépenses de recherches et investissement (chapitre 33)	85.823.819	9.147.595	- (3)	- (3)	40.806.546	2.463.338	47,55%	26,93%
3. Fonds social européen	327.800.000	261.976.321	66.416.476	221.263.989	1.410.902	48.682.938	0,43%	18,80%
4. F.E.O.G.A.								
a) Garantie	3.510.100.000	684.849.734	1.744.800.000	684.849.734	1.744.780.000	(684.849.734)(5)	49,71%(5)	100, -%
b) Orientation	325.000.000	178.002.465	- (3)	168.349.004	- (3)(7)	20.843.898	-	6,42%
		(146.532.813)(6)						
5. Aide alimentaire	135.000.000	8.098.687	59.338.933	8.098.687	50.851.313	8.098.687	37,67%	100 %
6. 10% ressources propres (chap.29)	294.368.771	62.203.454	59.855.217	62.203.454	59.855.217	58.854.622	20,33%	44,62%
Total financement système ressources propres	5.076.115.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		
Dépenses financées par des contributions "ad hoc" :								
- solde Garantie période 1966/67	3.000.000	-	-	-	-	-		
- travailleurs mines de soufre	350.000	-	-	-	-	-		
T o t a l g é n é r a l	5.079.465.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		

- (1) Comprend les reports non automatiques
 (2) Uniquement reports automatiques
 (3) Données non disponibles à l'heure actuelle
 (4) Pourcentage calculé sur les crédits de l'exercice et sur les reports

- (5) Les reports FEOGA-Garantie de la colonne 6 correspondent aux avances octroyées aux organismes avant la fin de 1973 et non apurées; leur valeur dans la rubrique "paiements", colonne "f" ne correspond pas à des paiements de l'exercice et n'est pas reprise dans le total de la colonne
 (6) La somme entre parenthèses représente les reports Orientation de 1972
 (7) Les paiements concernent tant les reports de 1972 que ceux de 1973

SITUATION DES RECETTES DE L'EXERCICE 1974
(au 30.6.1974)

Page 14

(en UC)

1. Recettes diverses:
 - liées aux activités de la CEEA
 - autres
2. Prélèvements C.E.C.A.
3. Contributions C.E.F.A. (programmes complémentaires)
4. Versements des Etats membres :
 - Ressources propres 1973(octobre/décembre)
 - avances de trésorerie (décembre/février) 415.781.520
 - mars : avances de trésorerie 94.189.117,-
 - ress. propres janvier 245.439.583,-
 - avril :avances de trésorerie 96.467.645,-
 - ress. propres février 226.709.060,-
 - mai : avances de trésorerie 98.345.800,-
 - ress. propres mars 246.959.756,-
 - juin : avances de trésorerie 0
 - ress. propres avril 232.387.151,-
- Contributions
- Avances de trésorerie
- Ressources propres

Recettes prévues	Recouvrements	% de recouvrement
a	b	c
5.366.000	2.158.295 (1)	40,22 %
25.703.830	11.780.802 (2)	45,83 %
18.000.000	9.000.000	50 %
9.929.610	5.803.723	58,45 %
	621.361.109	
2.073.428.771	704.784.082	33,99 %
2.943.687.712	951.495.550	32,32 % (3)
5.076.115.923	2.306.383.561	
	2.196.007.537	
	110.376.024	

T o t a l dépenses (page - colonne d+e)

Différence au 30 juin 1974

(1) Ne tient pas compte des recettes diverses du C.C.R.

(2) Ne tient pas compte des recettes diverses des autres institutions

(3) Le faible pourcentage est dû au décalage avec lequel sont versées les ressources propres; les tendances actuelles au contraire laissent prévoir un dépassement des prévisions initiales.

		Crédits de l'exercice	Engagements	% b/a	Paielements	% c/a
		a	b		c	d
Titre 1	Dépenses concernant les personnes liées à l'institution ⁽¹⁾	160.278.400	134.347.629	83,82 %	72.449.199	45,20 %
Titre 2	Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement (sans chapitre 29)	55.437.213	30.924.423	55,78 %	15.926.543	28,73 %
Titre 3	Dépenses résultant de l'exercice par l'institution de missions spécifiques (sans chapitre 33) (2)	32.100.500	2.261.294	7,04 %	805.104	2,51 %
Titre 4	Aides, subventions et participations	48.231.000	42.068.881	87,22 %	20.810.019	43,15 %
T o t a l des titres 1 à 4		296.047.113	209.602.227	70,80 %	109.990.865	37,15 %

- (1) Le pourcentage des engagements par rapport aux crédits de l'exercice dépend des engagements provisionnels
- (2) Le titre trois comprend un crédit de 25 MUC pour les projets communautaires dans le secteur de l'exploitation des hydrocarbures; sans ce montant, qui n'a pas encore été engagé, les pourcentages indiqués au titre 3 deviennent dans l'ordre 31,85 % et 11,34 %.

BERICHT ÜBER DIE AUSFÜHRUNG DES HAUSHALTSPLANS GEMÄSS ARTIKEL 35
DER HAUSHALTSORDNUNG VOM 25.4.1973
ÜBERSICHT ÜBER DIE EINNAHMEN UND AUSGABEN
ZUM 30. JUNI 1974

Der vorliegende Bericht über die erste Hälfte des Haushaltsjahres 1974 wird auf Grund von Artikel 35 der Haushaltsordnung erstellt. Er ist kein Haushaltsdokument, sondern soll in erster Linie einen vollständigen Überblick über die im Verlauf eines Haushaltsjahres getätigten Ausgaben und Einnahmen geben.

Der Abschnitt "a) Kassenmäßiger Aspekt" der einzelnen Teile dieses Berichts betrifft die Deckung des Kassenbedarfs der Gemeinschaften gemäß Artikel 31 bis 37 der Haushaltsordnung. In diesem Abschnitt werden die von der Kommission zur Begründung der Mittelanforderungen monatlich vorgelegten Schätzungen mit den tatsächlichen Ergebnissen der Verwaltung der Mittel verglichen.

Der Bericht ist in der Weise gegliedert, daß bei den einzelnen großen Ausgabemassen nach Möglichkeit

- der Stand der Ausführung des Haushaltsplans (Analyse der Inanspruchnahme der Mittel des Haushaltsjahres und der aus dem vorhergehenden Haushaltsjahr übertragenen Mittel - Abschnitt b) der einzelnen Teile), sowie
- die mögliche Entwicklung der Ausgaben und Einnahmen (unter Berücksichtigung der Haushaltsansätze sowie des Rhythmus der Inanspruchnahme der Mittel und der Annahme der Einnahmen - Abschnitt c) der einzelnen Teile) zu ersehen sind.

Die Tabellen auf den Seiten 13, 14 und 15 betreffen

- den Stand der Ausführung des Haushaltsplans 1974 zum 30. Juni 1974
- den Stand der Einnahmen des Haushaltsjahrs 1974 zum 30. Juni 1974
- die Aufgliederung der Verwaltungsausgaben der Kommission zum 30. Juni 1974.

A. EINNAHMEN

1. EIGENE MITTEL

a) Kassenmäßiger Aspekt

Die Ausgaben eines Haushaltsjahres werden kassenmäßig teilweise durch die (im Dezember an die Kommission abgeführten) ab Oktober des vorangegangenen Haushaltsjahres bis September des laufenden Haushaltsjahres festgestellten (und im November an die Kommission abgeführten) eigenen Mittel gedeckt. Für 1974 ist an eigenen Mitteln für den Zeitraum Oktober/Dezember 1973 ein Betrag von 621,4 Mio RE und für den Zeitraum Januar/April 1974 ein Betrag von 951,5 Mio RE, also insgesamt 1.572,9 Mio RE gezahlt worden. Als am 25. April 1974 der Kassenmittelbedarf der Gemeinschaften bis Ende Juni 1974 veranschlagt wurde, waren die bis dahin vereinnahmten eigenen Mittel mit 1.093,5 Mio RE aufgeführt worden; in diesem Betrag konnten also die im März (247 Mio RE) und April (232,4 Mio RE) festgestellten eigenen Mittel noch nicht berücksichtigt werden, die erst am 15. Mai bzw. 15. Juni 1974 überwiesen wurden.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Entsprechend den geltenden Bestimmungen werden die eigenen Mittel mit einer gewissen zeitlichen Verzögerung gegenüber der Feststellung abgeführt; bei Abfassung dieses Berichts waren der Kommission lediglich die Daten über die bis April festge-

.../...

stellten eigenen Mittel zugegangen. Die Ergebnisse dieses Zeitraums lauten:

	Soll-Einnahmen des Haushaltsjahres		Ist-Einnahmen (festgestellt zum 30.3.74)
Voreinnahme Zölle (1)	9.545	Mio RE	3.604,4 Mio RE
Abgeführte Zölle	2.489,5	Mio RE	843,5 Mio RE
Agrarabschöpfungen	301,9	Mio RE	75,9 Mio RE
Zuckerabgaben	152,3	Mio RE	32,1 Mio RE
	2.943,7	Mio RE	951,5 Mio RE (2)

Vom haushaltsmäßigen Gesichtspunkt ist festzustellen, daß der beträchtliche Anstieg der Zolleinnahmen in manchen Mitgliedstaaten dazu führen könnte, daß die vereinnahmten eigenen Mittel den Wert des Anteils dieser Mitgliedstaaten überschreiten. Wie in dem Bericht vom 31.3.1974 erwähnt wurde, ist diese Situation schon heute beim Vereinigten Königreich und bei Irland gegeben; sie ist eine Folge der sehr hohen Zolleinnahmen, zu denen auch Finanzzölle gehören. Nach der Haushaltsordnung sind die monatlich von diesen Mitgliedstaaten abzuführenden Summen auf den Betrag beschränkt, der dem Verhältnis ihres Anteils zum Gesamtbetrag der für den betreffenden Monat vorgesehenen Ausgaben entspricht. Ferner sei daran erinnert, daß die eigenen Mittel von den drei neuen Mitgliedstaaten 1974 in jedem Falle nur in Höhe von 56 % zu leisten sind.

- c) Bei den Einnahmen der ersten vier Monate des Haushaltsjahres fällt auf, daß die Soll- und Ist-Zahlen recht erheblich auseinanderklaffen.

- (1) Die von den Mitgliedstaaten vereinnahmten Zölle werden nicht vollständig abgeführt.
- (2) Dieser Betrag zuzüglich zu den 621,4 Mio RE aus dem Haushaltsjahr 1973 (die zur Finanzierung von 1974 abgeführt wurden) ergibt den unter Punkt A.1.a genannten Betrag von 1.572,9 Mio RE.

.../...

Geht man vom Tempo der monatlichen Feststellungen während der beiden letzten Jahre aus, so stellt man fest, daß bei den meisten Mitgliedstaaten die tatsächlichen Einnahmen über die Soll-Zahlen hinausgehen. Läßt man das Vereinigte Königreich und Irland außer acht, deren Zahlungen nicht an die Eingänge gebunden sind, so erreichen die Ist-Zahlen im Durchschnitt rund 115 % der Vorausschätzungen. Diese Mehreinnahmen haben ihre Ursache hauptsächlich in der inflationären Entwicklung, die wir gegenwärtig erleben, und in der Zunahme des Verbrauchs in einigen Ländern. Es ist sogar anzunehmen, daß die Vereinnahmungen im Verlauf des Haushaltsjahres noch stärker zunehmen werden, da sich die Auswirkungen der Energiekrise von Ende 1973 auf die Warenpreise in den ersten Monaten des Jahres offenbar noch nicht voll bemerkbar gemacht haben.

Bei den Agrarabschöpfungen hingegen führen die Erfahrungen während der ersten vier Monate des Jahres zu völlig entgegengesetzten Ergebnissen. Die Gesamteingänge aus den Agrarabschöpfungen gehen zurück (76 % der Haushaltsansätze für den betreffenden Zeitraum), und die Abweichungen zwischen den einzelnen Staaten im Vergleich zu dem angegebenen Prozentsatz sind beträchtlich. Die oben im ersten Absatz genannte Bezugsgrundlage kann allordings nicht für die monatlichen Vorausschätzungen im Agrarbereich herangezogen werden, wo sich die Schwankungen der Weltmarktpreise, der Produktion und selbst der Währungssituation derart stark auswirken, da sie selbst die Vorausschätzungen für das ganze Jahr stark beeinflussen. Die Kommissionsdienststellen meinen allerdings, daß - ungeachtet der relativen Situation der einzelnen Mitgliedstaaten - im zweiten Halbjahr ein Anstieg der Agrareinnahmen zu verzeichnen sein dürfte.

.../...

Bei den Zuckerabgaben rechnet man damit, daß die Produktionsabgaben wegen der derzeitigen Mangellage nur 25 % der vorausgeschätzten Höhe erreichen werden.

Abschließend kann gegenwärtig angenommen werden, daß die Zolleinnahmen die Vorausschätzungen um rund 15 % übersteigen werden, daß die Agrarabschöpfungen nur zu 30 bis 85 % und die Zuckerabgaben nur zu 60 bis 65 % der veranschlagten Höhe erhoben werden dürften.

Da die Mitgliedstaaten, die eigene Mittel in Höhe ihres Anteils im Verhältnis zu den Ausgaben abführen, hierbei außer Betracht geblieben sind, ist bei den übrigen sieben Mitgliedstaaten damit zu rechnen, daß die Gesamtzahlungen an eigenen Mitteln die Soll-Zahlen um rund 150 Mio RE übersteigen werden.

2. FINANZBEITRÄGE

Wie bereits in dem Bericht zum 31. März 1974 erwähnt, werden die Finanzbeiträge der Mitgliedstaaten monatlich in Form von Kassenvorschüssen zur Ergänzung der Abführungen von eigenen Mitteln gezahlt, und zwar in Anwendung des in den Artikeln 31 bis 37 der Haushaltsordnung vom 25. April 1974 festgelegten Systems zur Deckung des Kassemittelbedarfs der Gemeinschaften.

Die obigen Bemerkungen zum großen Umfang der Eingänge und langsamen Fluß der Ausgaben erklären, weshalb die Verwendungsquote der Beiträge nur sehr gering ist. Zum 30. Juni 1974 (Deckung des Bedarfs zum 31. Juli 1974) beliefen sich die Abführungen der Mitgliedstaaten auf nur rund 704 Mio RE gegenüber den für das Haushaltsjahr ursprünglich vorgesehenen 2.073 Mio RE. Außerdem konnten aus diesem Betrag auch die Ausgaben aus Übertragungen in Höhe von rund 150 Mio RE gedeckt werden.

.../...

SONSTIGE EINNAHMEN

Da es sich hierbei nur um geringfügige Beträge handelt und die Erhebung der nach besonderen Aufbringungsschlüsseln abgeführten Beiträge gesichert ist, liegt keine Veranlassung zur Revidierung der entsprechenden Voranschläge vor.

Der an den Gemeinschaftshaushalt abzuführende Teil der EGKS-Unlage ist zu 100 % erhoben worden (9 Mio RE im ersten Halbjahr, 18 Mio RE für das gesamte Jahr).

Von den Beiträgen der Mitgliedstaaten zu den Ergänzenden Forschungs- und Investitionsprogrammen sind bis zum 30. Juni 1974 5,8 Mio RE als "sieben Zwölftel" des Haushaltsjahres gezahlt worden. Ein Mitgliedstaat hat seinen Beitrag noch nicht abgeführt und muß deshalb in Anwendung von Artikel 34 der Haushaltsordnung Verzugszinsen zahlen; diese Bestimmung ist übrigens für 1974 bereits gegenüber anderen Mitgliedstaaten angewandt worden, die ihren Anteil nicht fristgemäß abgeführt haben.

Die "verschiedenen Einnahmen" der Kommission zum 30. Juni 1974 belaufen sich auf 13,94 Mio RE, wovon 2,16 auf Einnahmen entfallen, die mit den EAG-Tätigkeiten zusammenhängen.

B. AUSGABEN

1. VERWALTUNGS- UND OPERATIONELLE AUSGABEN

a) Kassenmäßiger Aspekt

Die Zahlungen der Kommission zum 30. Juni 1974 für die Titel 1 bis 4 des Haushaltsplans belaufen sich auf 110 Mio RE aus Mitteln des Haushaltsjahres und auf 11,4 Mio RE aus Übertragungen; der Bedarf bis zum 30. Juni 1974 war von der Kommission im April auf 116,3 Mio RE für sämtliche Ausgaben geschätzt worden; die zum gleichen Zeitpunkt auf 38,8 Mio RE veranschlagten Vorschüsse an die übrigen Organe wurden in Höhe von 38,1 Mio RE überwiesen. Dies beweist, daß sich die Praxis, bei diesen Schätzungen und dieser Art

von Ausgaben einen zusätzlichen Monatsbetrag zu berücksichtigen, als sehr nützlich erwiesen hat, denn der tatsächliche Bedarf lag dennoch geringfügig über den Vorausschätzungen.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Die Haushaltsmittel für die Titel 1 bis 4 belaufen sich unter Berücksichtigung verschiedener Übertragungen von Kapitel zu Kapitel für die Kommission auf 296 Mio RE; in diesem Betrag sind weder die Kapitel 29 und 33 noch die nicht zweckgebundenen Mittel und die Reservemittel (Kapitel 98 und 99) in Höhe von 22,3 Mio RE enthalten. Bis zum 30. Juni 1974 beliefen sich die Mittelbindungen auf 209,6 Mio RE. Bei den Zahlungen zum 30. Juni 1974 wurde der bisher höchste Mittelverwendungskoeffizient bei Titel 1 "Ausgaben für das Personal des Organs" und Titel 4 "Beihilfen, Zuschüsse und Zuwendungen" erreicht (s. Übersicht auf Seite 15).

Bei den Ausgaben für Kapitel 33 entspricht der im April zur Deckung des Kassennittelbedarfs bis zum 30. Juni 1974 voranschlagte Betrag (40,2 Mio RE) in etwa den Ist-Zahlen (40,8 Mio RE); auch in diesem Fall hat sich der Grundsatz eines zusätzlichen Monatsbetrags bewährt.

c) Vorausschätzungen

Die Mittel von Titel 1 wurden im ersten Halbjahr zu 45,20 % durch Zahlungen in Anspruch genommen, so daß also in Anbetracht der Einstellungen während des zweiten Halbjahrs und der Neufestsatzung der Gehälter die Mittelverwendungsquote sehr nahe bei 100 % liegen dürfte. Bei den Titeln 2 und 3 hat sich das Ausgabentempo, das zu Beginn des Haushaltsjahres im allgemeinen langsam ist, während des zweiten Quartals beschleunigt (siehe Fußnote 2 zu der Übersicht auf Seite 15); diese Beschleunigung dürfte auch im zweiten Halbjahr anhalten, obgleich sich die Mittel für die Gemeinschaftsvorhaben im Bereich der Kohlenwasserstoffe nicht vorausschätzen lassen, die rund 80 % der

.../...

Gesamtansätze des Titels 3 ausmachen. Von den für Titel 4 bereitgestellten 48 Mio RE schließlich sind 35 6 Mio RE für die Gemeinschaftshilfe zugunsten der Bevölkerung von Katastrophengebieten vorgesehen, wovon bis zum 30. Juni 33,6 % gebunden und 13,6 gezahlt waren; vom Restbetrag sind 9 Mio RE für die Europäischen Schulen bestimmt, wovon bis zum 30. Juni 50 % ausgegeben waren. Insgesamt ist anzunehmen, daß diese Mittel bis jetzt in normalem Maße verwendet worden sind.

2. AUSGABEN DES EUROPÄISCHEN SOZIALFONDS

a) Kassenmäßiger Aspekt

In den Ausgabenvorausschätzungen zum 30. Juni war der Bedarf des Europäischen Sozialfonds auf 100 Mio RE geschätzt worden, während sich die tatsächlichen Zahlungen auf rund 50 Mio RE belaufen; es ist also im zweiten Vierteljahr keine Änderung eingetreten. Die Zahlung eines für diesen Zeitraum vorgesehenen Betrags von rund 27 Mio RE wird zur Zeit noch geprüft; eine andere Tranche von rund 20 Mio RE soll in den nächsten Tagen gezahlt werden. Man hatte gehofft, diese Zahlungen noch vor Ende Juni vornehmen zu können, doch wurde ihre Ausführung erneut dadurch verzögert, daß die Anträge der Betroffenen bei der Generaldirektion Soziale Angelegenheiten nur sehr schleppend eingehen.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Die im ersten Halbjahr getätigten Zahlungen verteilen sich wie folgt: 1,41 Mio RE aus Mitteln des Haushaltsjahres, 48,68 Mio RE aus Übertragungen.

c) Vorausschätzungen

Bei den Zahlungen während des restlichen Haushaltsjahres soll möglichst weitgehender Gebrauch von den übertragenen Mitteln gemacht werden. Dies hängt allein von der Schnelligkeit ab, mit der die Zahlungsanträge gestellt werden. Die zuständigen Dienststellen der

Generaldirektion Soziale Angelegenheiten haben die Mitgliedstaaten erneut ersucht, alle erforderlichen Vorkehrungen zu treffen, damit der größte Teil der übertragenen Mittel verwendet werden kann.

3. EAGFL

GARANTIE

a) Kassenmäßiger Aspekt

Die bis zum 30. Juni 1974 gezahlten Vorschüsse in Höhe von 1.744,8 Mio RE decken auch den Bedarf der Zahlstellen des EAGFL für den Monat Juli, der von den Dienststellen der Kommission für diesen Zeitraum auf 1.735,5 Mio RE geschätzt worden war. Auch auf diesem Gebiet entsprechen die Zahlungen ungefähr den Vorausschätzungen und damit den kassenmäßigen Möglichkeiten.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

In Anwendung der geltenden Bestimmungen wurden die Mittel des Haushaltsjahres (3.510,1 Mio RE) (1) bis zur Höhe der bis zum 30. Juni 1974 gezahlten Vorschüsse gebunden. Anders als im vergangenen Haushaltsjahr dürften die Zahlstellen des EAGFL Ende 1973 keine großen Kassenbeträge mehr gehabt haben, was bedeutet, daß die 1974 zu zahlenden Vorschüsse den Ausgaben entsprechen müssen, die im Haushaltsjahr 1974 verbucht werden. Die endgültigen Verbuchungen eines Haushaltsjahres sind unter Zugrundelegung der von den Mitgliedstaaten gelieferten Unterlagen bis zum 31. März des folgenden Jahres vorzunehmen. Die Beträge, die vor dem genannten Zeitpunkt nicht verbucht werden können, werden als Übertragungen betrachtet und im Verlauf des folgenden Haushaltsjahrs abgerechnet.

(1) Nicht berücksichtigt sind die nach einem besonderen Schlüssel zu finanzierenden Wiedereinsetzungen sowie eine Mittelübertragung von 20 Mio RE zugunsten der Nahrungsmittelhilfe.

c) Vorausschätzungen

Wie aus den Abschnitten a) und b) auf Seite 9 hervorgeht, betrugen die zur Deckung der Ausgaben des Monats Juli bestimmten Vorschüsse zum 30. Juni rund 1.745 Mio RE. Hinzu kommen rund 17,8 Mio RE, die sich beim Abschluß des Haushaltsjahres 1973 im Besitz der ermächtigten Zahlstellen befanden und von diesen ausgezahlt wurden.

Auf der Sitzung des EAGFL-Ausschusses am 17. Juli 1974 haben die Mitgliedstaaten ihren Bedarf für die Monate August und September angemeldet. Er beläuft sich auf 242,1 Mio RE bzw. 269,6 Mio RE.

Nach einer neuen Schätzung der Dienststellen der Kommission, in der die Auswirkungen der Beschlüsse über das Rindfleisch schon berücksichtigt sind, steigt der Bedarf der Abteilung Garantie des EAGFL für das Haushaltsjahr 1974 auf 3.465 Mio RE. Dieser Betrag ist in den Haushaltsmitteln enthalten. Es ergibt sich daher folgender Stand:

zum 30. Juni gezahlte Vorschüsse (1.745 + 17,8)	1.762,8
Bedarf August	242,1
Bedarf September	269,6
Vorschüsse zur Deckung des Bedarfs zum 30. September (Zahlung am 31. August)	<u>2.274,5</u>

Nach der oben erwähnten Schätzung würde sich der Bedarf des letzten Vierteljahrs also auf 1.190 Mio RE oder eine durchschnittliche Ausgabe in den Monaten Oktober, November und Dezember in Höhe von 400 Mio RE ergeben.

AUSRICHTUNG

a) Kassenmäßiger Aspekt

Die Zahlungen der Abteilung Ausrichtung betreffen:

- Zeiträume vor 1971, für die die Mitgliedstaaten der Kommission ad-hoc-Beiträge zahlen, die außerhalb des in den Artikeln 31 bis 37 der Haushaltsordnung festgelegten Systems angefordert werden;
- Zeiträume nach 1971, deren Finanzierung im System der eigenen Mittel inbegriffen ist.

.../...

Für die Zeiträume vor 1971 leisten die Mitgliedstaaten periodisch auf Antrag der Kommission Zahlungen, die auf die geschuldeten früheren Beiträge angerechnet werden. Die letzte dieser Zahlungen in Höhe von 50 Mio RE wurde Ende 1973 vorgenommen. Eine zweite Mittelanforderung in gleicher Höhe wird noch vor Ende Juli ergehen. Im ersten Halbjahr 1974 wurden hierfür 21,4 Mio RE verausgabt. Der Stand zum 30. Juni 1974 ist folgender:

Abgeführte Beiträge	525,24 Mio RE
Geleistete Ausgaben	495,78 Mio RE
Verfügbar	29,46 Mio RE

Für die Zeiträume nach 1971 wurden 20,8 Mio RE ausschließlich zu Lasten der Übertragungen (Mittelbindungen vorhanden) verausgabt.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Bis jetzt wurden die Mittel des Haushaltsjahres weder verausgabt noch gebunden.

c) Vorausschätzungen

Die Ausgabenvorausschätzungen für das zweite Halbjahr sind folgende:

	Zeiträume vor 1971	Zeiträume nach 1971
- Einzelvorhaben	30 Mio RE	14 Mio RE
- Mittel für besondere Zwecke	-	24,4 Mio RE
- Gemeinsame Aktionen	-	31,4 Mio RE
	80 Mio RE	69,8 Mio RE

NAHRUNGSMITTELHILFE

a) Kassenmäßiger Aspekt

Die Zahlungen für die Maßnahmen der Nahrungsmittelhilfe betrugen zum 30. Juni 1974 58,95 Mio RE. In den Vorausschätzungen für den Kassenbedarf bis zum gleichen Zeitpunkt waren Ausgaben in Höhe von 67,5 Mio RE vorgesehen. Die Vorschüsse für den Monat Juli betrugen 6,5 Mio RE statt der vorgesehenen 15 Mio RE.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Wie beim EAGFL - Abteilung Garantie werden die Mittel des Haushaltsjahrs nach und nach in Höhe der von den Mitgliedstaaten gezahlten Vorschüsse gebunden. Die Verrechnung und endgültige Verbuchung erfolgt

.../...

später. Die zuständigen Dienststellen der Generaldirektion Landwirtschaft gehen bei dieser Verbuchung in der Weise vor, daß sie zuerst die ältesten Mittel (Übertragungen) verwenden. Die Tabelle auf Seite 13 zeigt, daß die übertragenen Mittel nunmehr erschöpft sind.

Da nach dem derzeitigen Stand der Dinge damit zu rechnen ist, daß die Mittel für die Nahrungsmittelhilfe nicht ausreichend sein werden, ist dem Rat ein Antrag auf Mittelübertragung zur Verstärkung der Mittel der Nahrungsmittelhilfe um 20 Mio RE zugeleitet worden.

c) Vorausschätzungen

Der Rhythmus der Zahlungen der Nahrungsmittelhilfe dürfte sich in den kommenden Monaten kaum ändern, da die einschlägigen Beschlüsse regelmäßig gefaßt und von nun an innerhalb sehr kurzer Fristen durchgeführt werden.

5. PAUSCHALERSTATTUNG IN HÖHE VON 10 % DER EIGENEN MITTEL

a) Kassenmäßiger Aspekt

Diese Zahlungen hängen von der Höhe der eigenen Mittel ab. Für sie gelten daher die gleichen Erwägungen wie für die eigenen Mittel, insbesondere bezüglich der Vorausschätzungen.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Infolge der zeitlichen Verschiebung bei der Abführung der eigenen Mittel sowie des noch hinzukommenden Zeitraums bis zur Zahlung der 10 % an die Mitgliedstaaten (15 Tage bis zu einem Monat) belaufen sich die im ersten Halbjahr zu Lasten der Mittel des Haushaltsjahrs verbuchten Ausgaben auf 59,86 Mio RE. Sie betreffen die Feststellungen des ersten Vierteljahrs, von denen die im März festgestellten Beträge erst am 15. Mai abgeführt wurden. Zu Lasten der Übertragungen aus 1973 wurden 58,9 Mio RE verausgabt.

Wie unter a) ausgeführt, hängen diese Ausgaben eng mit der Erhebung der eigenen Mittel zusammen. Würden also die Einnahmenvorausschätzungen (siehe Abschnitt A.1.c)) tatsächlich über den ursprünglichen Vorausschätzungen liegen, so wäre eine Mittelüberschreitung bei Kapitel 29 die Folge.

in RE

	MITTEL		MITTELBINDUNGEN		ZAHLUNGEN		Ausführung in Prozent	
	Haushalts-jahr 1974	Übertragungen (1)	Haushalts-jahr 1974	Übertragungen (2)	Haushalts-jahr 1974	Übertragungen	e/a	f/b
	a	b	c	d	e	f	g	h
1. Verwaltungsausgaben und operationelle Ausgaben d. Kommission								
a) Titel 1 bis 4 und Kap. 98 und 99 (außer Kap. 29 und 33)	318.190.013	22.451.406	207.154.722	21.089.855	109.990.301	11.359.389	34,57%	50,60%
b) Sonstige Organe	79.833.320	5.675.423	- (3)	- (3)	38.010.386	- (3)	44,45% (4)	-
2. Forschungs- und Investitionsausgaben (Kapitel 33)	85.823.819	9.147.595	- (3)	- (3)	40.806.546	2.463.338	47,55%	26,93%
3. Europäischer Sozialfonds	327.800.000	261.976.321	66.416.476	221.263.989	1.410.902	48.682.939	0,43%	18,60%
4. EAGFL								
a) Garantie	3.510.100.000	684.849.734	1.744.800.000	684.849.734	1.744.780.000	(684.849.734) (5)	49,71% (5)	100,-%
b) Ausrichtung	325.000.000	178.002.465 (146.532.813) (6)	- (3)	168.349.004	- (3) (7)	20.843.898	-	6,42%
5. Nahrungsmittelhilfe	135.000.000	8.098.687	59.338.933	8.098.687	50.851.313	8.178.687	37,67%	100 %
6. 10 % der eigenen Mittel (Kapitel 29)	294.368.771	62.203.454	59.855.217	62.203.454	59.855.217	58.854.622	20,33%	94,62%
Finanzierung System Eigene Mittel insgesamt	5.076.115.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		
Aus Ad-hoc-Beiträgen finanzierte Ausgaben:								
- Restbetrag Garantie Zeitraum 1966/67	3.000.000	-	-	-	-	-		
- Arbeiter im Schwefelbergbau	350.000	-	-	-	-	-		
Gesamtbetrag	5.079.465.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		

- (1) Nichtautomatische Übertragungen einbegriffen.
 (2) Ausschließlich automatische Übertragungen.
 (3) Angaben zur Zeit nicht verfügbar.
 (4) Unter Zugrundelegung der Mittel des Haushaltsjahres und der Übertragungen berechneter Prozentsatz.

- (5) Die Übertragungen EAGFL-Garantie der Spalte 6 entsprechen den den Zahlstellen vor Ende 1973 gezahlten und nicht abgerechneten Verschüssen; der Betrag in der Rubrik "Zahlungen", Spalte "f" entspricht nicht den Zahlungen des Haushaltsjahres und ist in dem Gesamtbetrag der Spalte nicht enthalten.
 (6) Die Übertragungen Ausrichtung aus 1972 sind in Klammern angegeben
 (7) Die Zahlungen betreffen die Übertragungen aus 1972 und aus 1973.

STAND DER EINNAHMEN DES HAUSHALTSJAHRS 1974

Seite 14

zum 30.6.1974

(in RE)

1. Verschiedene Einnahmen	
- im Zusammenhang mit der Tätigkeit der EAG	
- sonstige	
2. Umlagen ECKS	
3. Beiträge EAG (Ergänzungsprogramme)	
4. Zahlungen der Mitgliedstaaten	
- eigene Mittel 1973 (Oktober/Dezember)	
- Kassenvorschüsse (Dezember/Februar) 415.781.520	
- März: Kassenvorschüsse 94.189.117,-	
eigene Mittel Januar 245.439.583,-	
- April: Kassenvorschüsse 96.467.645,-	
eigene Mittel Februar 226.709.060,-	
- Mai: Kassenvorschüsse 98.345.800,-	
eigene Mittel März 246.959.756,-	
- Juni: Kassenvorschüsse 0	
eigene Mittel April 232.387.151,-	
Beiträge	
Kassenvorschüsse	
Eigene Mittel	

Vorausgeschätzte Einnahmen	Erhebungen	Erhebungen in %
a	b	c
5.366.000	2.158.295 (1)	40,22 %
25.703.830	11.780.802 (2)	45,83 %
18.000.000	9.000.000	50 %
9.929.610	5.803.723	58,45 %
	621.361.109	
2.073.428.771		
2.943.687.712	704.784.082	33,99 %
	951.495.550	32,32 % (3)
5.076.115.923	2.306.383.561	
	2.196.007.537	
	110.376.024	

Ausgaben insgesamt (Seite - Spalte d+e)

Unterschiedsbetrag zum 30. Juni 1974

- (1) Nicht einbegriffen sind die verschiedenen Einnahmen der Gemeinsamen Kernforschungsstelle.
- (2) Nicht einbegriffen sind die verschiedenen Einnahmen der sonstigen Organe.
- (3) Der geringe Prozentsatz ist auf die zeitliche Verschiebung bei der Abführung der eigenen Mittel zurückzuführen. Nach der derzeitigen Entwicklung ist jedoch mit einer Überschreitung der ursprünglichen Vorausschätzungen zu rechnen.

Stand zum 30.6.1974

	Mittel des Haushaltsjahrs	Mittelbindun- gen	% b/a	Zahlungen	% c/a
	a	b		c	d
Titel 1 <u>Ausgaben für das Personal des Organs (1)</u>	160.278.400	134.347.629	83,82 %	72.449.199	45,20 %
Titel 2 <u>Gebäude, Material und verschie- dene Sachausgaben (ohne Kapi- tel 29)</u>	55.437.213	30.924.423	55,78 %	15.926.543	28,73 %
Titel 3 <u>Ausgaben im Zusammenhang mit der Durchführung spezifischer Auf- gaben durch das Organ (ohne Ka- pitel 33) (2)</u>	32.100.500	2.261.294	7,04 %	805.104	2,51 %
Titel 4 <u>Beihilfen, Zuschüsse und Zu- wendungen</u>	48.231.000	42.068.881	87,22 %	20.810.019	43,15 %
Titel 1 bis 4 insgesamt	296.047.113	209.602.227	70,80 %	109.990.865	37,15 %

- (1) Der Prozentsatz der Mittelbindungen im Verhältnis zu den Mitteln des Haushaltsjahrs hängt von den vorläufigen Mittelbindungen ab.
- (2) Titel 3 enthält Mittel in Höhe von 25 Mio RE für die Vorhaben der Gemeinschaft auf dem Kohlenwasserstoffsektor. Ohne diesen Betrag, der noch nicht gebunden worden ist, betrügen die Sätze bei Titel 3 31,85 % bzw. 11,34 %.

REPORT ON THE IMPLEMENTATION OF THE BUDGET PURSUANT TO ARTICLE 35
OF THE FINANCIAL REGULATION OF 25 APRIL 1973

GENERAL STATEMENT OF REVENUE AND EXPENDITURE

AS AT 30 JUNE 1974

This document, which covers the first half of the financial year 1974, was drafted pursuant to Article 35 of the Financial Regulation. It is therefore not a budgetary document, as its principal aim is to give an overall picture of expenditure and revenue during one financial year.

It must be pointed out in this connection that Part (a), Cash aspect, of each section of this report relates more particularly to the system of covering the Communities' cash requirements set out in Articles 31 to 37 of the Financial Regulation; in that Part, the monthly estimates presented by the Commission as the basis for its calls for funds are compared with the actual outturn.

However, the present system seeks to make a distinction, whenever possible, in each of the large blocks of expenditure, between matters relating to:

- (i) the budget situation, by analysing the use of the appropriations for the current financial year and of the sums carried forward from the previous financial year (Part (b) of each section); and
- (ii) likely trends in expenditure and revenue, assessed on the basis of the amounts entered in the budget and the rate at which appropriations are utilized or revenue is collected (Part (c) of each section).

On pages 14, 15 and 16 are tables giving:

- (i) the statement regarding the implementation of the budget for the financial year 1974 as at 30 June 1974
- (ii) the statement of revenue for the financial year 1974 as at 30 June 1974
- (iii) the breakdown of the Commission's administrative expenditure as at 30 June 1974.

A. REVENUE

1. OWN RESOURCES

(a) Cash aspect

The cash element of the expenditure for a financial year is covered in part out of own resources recorded as from October of the previous financial year (paid to the Commission in December) up to September of the current financial year (paid to the Commission in November). For 1974 the sum of 621.4 M u.a. has been paid in own resources for the period October/December 1973 and 951.5 M u.a. for the period January/April 1974, i.e., a total of 1 572.9 M u.a. The estimates for the Communities' cash requirements until the end of June 1974 as established on 25 April 1974, showed revenue from own resources to the amount of 1 093.5 M u.a. This sum therefore does not include the own resources recorded in March (247 M u.a.) and April (232.4 M u.a.), which were paid in on 15 May and 15 June 1974 respectively.

(b) Budgetary aspect

As provided for in the existing regulations, the Community's own resources are paid to the Commission some time after they have been recorded; when this report was being drafted, the departments of the Commission had only received information on own resources recorded up to and including April. The results for that period are as follows:

	Estimates for the financial year	Results (recorded on 30 April 1974)
Customs duties levied ¹	9 545 M u.a.	3 604.4 M u.a.
Customs duties paid to the Commission	2 489.5 M u.a.	843.5 M u.a.
Agricultural levies	301.9 M u.a.	75.9 M u.a.
Sugar levies	152.3 M u.a.	32.1 M u.a.
	2 943.7 M u.a.	951.5 M u.a. ²

When considering the budgetary aspect it must be noted that the great increase in the amount of customs duties levied in certain Member States could mean that those States will gather own resources to a sum greater than their relative share.

As indicated in the report of 31 March 1974, this is already the situation in the United Kingdom and Ireland; it is the result of the very large amount of customs duties levied, which also include duties of a fiscal nature. The Financial Regulation provides that the monthly payments made by these Member States should be no greater than their theoretical relative share of the total expenditure for the month concerned. It should be remembered, furthermore, that only 56% of the own resources levied by each of the three new Member States must be paid to the Commission in 1974.

- (c) The revenue for the first four months of the financial year reveals quite considerable differences between forecasts and outturn.

¹Not all of the customs duties levied by the Member States are paid to the Commission.

²This amount plus the 621.4 M u.a. from the financial year 1973 (paid for financing expenditure in 1974) together make up the sum of 1 572.9 M u.a. referred to under point A.1.(a).

If the trend in monthly recordings of own resources during the previous two years is taken as a basis for reference, it will be observed that most of the Member States are obtaining more revenue from levies than forecast; leaving aside the United Kingdom and Ireland, whose payments are not related to the amount of levies collected, the average results are +115% of the forecasts. This increase can be attributed mainly to current inflationary pressure and to the increase in consumption in certain countries. The sums collected can even be expected to increase more sharply during the course of the financial year, as it would seem that in the first few months the energy crisis which arose at the end of 1973 was not reflected fully in the price of goods.

In the case of agricultural levies, on the other hand, the results of the first four months of the year show quite the opposite trend. The total revenue from agricultural levies is declining (76% of the forecasts entered in the budget for the same period) and the differences between the States are considerably greater than forecast. The basis for reference suggested in the preceding paragraph would not, however, apply for the monthly forecasts in agricultural levies, where the impact of the fluctuations in world market prices, in the level of production itself and even in the monetary situation is so great that even the annual forecasts are heavily affected. However, the Commission staff consider that, irrespective of the relative situation in each Member State, the income from agricultural levies should increase during the second half of the year.

In the case of the sugar levies, production levies are not expected to exceed 25% of the forecasts because of the current shortage.

In conclusion, it is currently expected that the amount of customs duties collected will exceed the estimates by approximately 15%, and that agricultural levies will amount to no more than 80 to 85% and sugar levies to only 60 to 65% of the estimates.

Disregarding those Member States which pay the Commission own resources to a sum corresponding to their relative share of expenditure, the total payments of own resources from the other seven Member States will exceed the forecasts by +150 M u.a.

2. CONTRIBUTIONS

As indicated in the report of 31 March 1974, the financial contributions from the Member States are paid every month in the form of advances supplementary to the payment of own resources under the system for covering the European Communities' cash requirements provided for in Articles 31 to 37 of the Financial Regulation of 25 April 1973.

The remarks made above concerning the large amounts collected and the slow rate of expenditure explain the very low rate of use of the contributions; as at 30 June 1974 (covering of requirements at 31 July 1974), the payments made by the Member States amounted to only +704 M u.a., compared with the 2 073 M u.a. forecast for the financial year. Furthermore, the amount quoted was also used to cover expenditure from appropriations carried forward which amounted to +150 M u.a.

OTHER REVENUE

As the amounts concerned are very small and as the contributions due in accordance with special scales, are sure to be paid in, forecasts of such revenue need not be revised.

The entire amount of the ECSC levy applied to the Community Budget was collected (9 M u.a. for the first half of the year, 18 M u.a. for the whole year).

Of the contributions from the Member States for the supplementary research and investment programmes, 5.8 M u.a. (7/12ths of the amount for the entire financial year) were paid on 30 June 1974. One Member State has not yet paid its contribution; and will be penalized under Article 34 of the Financial Regulation, by an interest charge for delay; this measure has already been applied for the year 1974 to other Member States who failed to pay their contributions by the deadlines set.

The total sundry revenue of the Commission as at 30 June 1974 stands at 13.94 M u.a., including 2.16 M u.a. in connection with Euratom activities.

B. EXPENDITURE

1. ADMINISTRATIVE AND OPERATING EXPENDITURE

(a) Cash aspect

On 30 June 1974 the Commission's payments under Titles 1 to 4 of the Budget amounted to approximately 110 M u.a. against the appropriations for the current financial year and 11.4 M u.a. against appropriations carried forward; cash requirements as at 30 June 1974 were estimated by the Commission in April at 116.3 M u.a. to cover all expenditure; advances to the other institutions, which, in April, were estimated at 38.8 M u.a., actually amounted to 38.1 M u.a.

This shows that the practice of taking into account an additional monthly payment when forecasting such expenditure can be very useful as the actual needs nevertheless exceeded the estimates to a small extent.

(b) Budgetary aspect

Taking into account certain transfers which have been made, the Commission's appropriations for Titles 1 to 4 amount to 296 M u.a.; this amount does not include the appropriations allocated under Chapters 29 and 44, or the provisional appropriations not allocated or the expenditure not specifically provided for (Chapters 98 and 99), i.e., 22.3 M u.a. Commitments as at 30 June 1974 amounted to 209.6 M u.a. In the case of payments as at 30 June 1974, the highest utilization coefficient, as in the past, was that for Title 1, "Expenditure in respect of persons working for the Institution" and Title 4, "Aids, subsidies and financial contributions" (see table on page 16).

In the case of expenditure under Chapter 33, the forecast (40.2 M u.a.) made in April of the cash requirements which would be covered as at 30 June 1974 was much the same as the amount actually required (40.8 M u.a.); the principle of a supplementary monthly payment applies in this case too.

(c) Estimates

For Title 1, 45.20% of the appropriations were paid out in the first half of the year, which means that, taking into account the new staff to be recruited during the second half of the year and salary adjustments, a utilization rate of almost 100% can be forecast; in the case of Titles 2 and 3, the rate of expenditure, which is generally slow at the beginning of the financial year, speeded up during the second quarter (see footnote 2 of the table on page 16; this trend will probably continue during the second half of the year, but it is not possible to make any forecasts with regard

to the appropriations for Community projects in the hydrocarbons sector, which represent +80% of the appropriations under Title 3. Finally, in the case of Title 4, the 48 M u.a. of appropriations include 35.6 M u.a. which are reserved for aid to disaster victims, of which 33.6 M u.a. had been committed and 13.6 M u.a. spent by 30 June 1974; the remainder includes 9 M u.a. for the European Schools, 50% of which had already been spent by 30 June 1974. The utilization rate for these appropriations, taken as a whole, can be considered normal up to now.

2. EXPENDITURE ON THE EUROPEAN SOCIAL FUND

(a) Cash aspect

The requirements of the European Social Fund up to 30 June 1974 were estimated at 100 M u.a.; however, payments actually made amount to +50 M u.a., and therefore no change was recorded in the second quarter. The question of the payment of +27 M u.a. forecast for this period is still in the checking stage: a further instalment of approximately 20 M u.a. will be paid during the next few days. These operations, which should have been effected before the end of June, were again delayed because the persons concerned are very slow in submitting their applications to the Directorate-General for Social Affairs.

(b) Budgetary aspect

The payments made during the first half of the year can be broken down as follows: 1.41 M u.a. against the appropriations for the current financial year, 46.48 M u.a. against appropriations carried forward.

(c) Estimates

Payments for the remainder of the financial year are to be made, as far as possible, from appropriations carried forward. The rate at which these appropriations are used depends entirely on the promptness with which the applications for

payment are submitted; the departments concerned in the Directorate-General for Social Affairs have sent a further request to the Member States that they make all the necessary arrangements to enable the majority of the carry-overs to be used.

3. EAGGF

GUARANTEE SECTION

(a) Cash aspect

The advances paid up to 30 June 1974, i.e. 1 735.5 M u.a., also cover the requirements for July of the departments and bodies responsible for payments from the EAGGF. The departments of the Commission had estimated requirements at 1 735.5 M u.a. for the same period; here too, the payments actually made were almost identical to the forecasts and therefore to the amount of cash available.

(b) Budgetary aspect

Pursuant to the rules in force, the appropriations for the current financial year, i.e., 3 510.1 M u.a.¹, were committed up to the amount of the advances granted as at 30 June 1974. Contrary to what had been observed in the previous financial year, the bodies responsible for payments from the EAGGF cannot have had large amounts in their exchequer at the end of 1973. This means that the advances granted in 1974 must correspond to the expenditure which will be put through the books during the same financial year. Final charging-up relating to a given financial year can be carried out on the basis of information supplied by the Member States, up to 31 March of the following year. The amounts which cannot be charged up by that date are regarded as carry-overs and regularized during the following financial year.

¹Excluding re-entries to be financed according to a special scale and a transfer of 20 M u.a. for expenditure on food aid.

(c) Estimates

As indicated under points (a) and (b) on page 9, the advances granted as at 30 June 1974 to cover the expenditure incurred in July amounted to 1 745 M u.a., to which must be added, as payments effected by the authorized bodies, approximately 17.8 M u.a. held by those bodies at the end of the financial year 1973.

At the meeting of the EAGGF Committee on 17 July 1974, the Member States presented statements of their requirements for August and September 1974, which amount to 242.1 M u.a. and 269.6 M u.a. respectively.

A recent estimate made by Commission staff, which takes into account the effects of the decisions relating to beef and veal, suggests that the requirements of the Guarantee Section of the EAGGF for 1974 will amount to 3 465 M u.a.; this amount does not exceed the appropriations entered in the budget. This can be broken down as follows:

advances granted (1 745 + 17.8)	1 762.8
as at 30 June	
requirements for August	242.1
requirements for September	269.6
advances to cover requirements as at 30 September (payment on 31 August)	2 274.5

Taking the amount given above as a basis, the requirements for the final quarter will be 1 190 M u.a., or an average monthly expenditure of 400 M u.a. for October, November and December.

GUIDANCE SECTION

(a) Cash aspect

Payments from the Guidance Section relate to:

- periods before 1971, in respect of which the Member States make "ad hoc" contributions to the Commission outside the system introduced by Articles 31 to 37 of the Financial Regulation;

periods after 1971, the financing of which is included in the system of own resources.

For the pre-1971 periods, the Member States make periodic payments, at the Commission's request, which are set against former contributions due. The last of such payments, amounting to 50 M u.a., was effected at the end of 1973; a second request for the same amount will be made before the end of July. During the first half of 1974, expenditure from this source amounted to 21.4 M u.a.; the general situation as at 30 June 1974 is as follows:

Contributions paid	525.24 M u.a.
Expenditure effected	495.78 M u.a.
Balance in hand	29.46 M u.a.

For the post-1971 periods, 20.8 M u.a. have been spent solely against carry-overs (existing commitments).

(b) Budgetary aspect

So far no expenditure or commitments have been made against the appropriations for the current financial year.

(c) Estimates

The estimated expenditure for the second half of the year is as follows:

	Periods before 1971	Periods after 1971
Individual projects	80 M u.a.	14 M u.a.
Special measures	-	24.4 M u.a.
Joint projects	-	31.4 M u.a.
	80 M u.a.	69.8 M u.a.

4. FOOD AID

(a) Cash aspect

Payments for food aid as at 30 June 1974 amount to 58.95 M u.a., whereas the estimates of cash requirements as at the same date amounted to 67.5 M u.a. The advances for July amounted to 6.5 M u.a. instead of the 15 M u.a. which had been estimated.

(b) Budgetary aspect

As in the case of the Guarantee Section of the EAGGF, the appropriations for the current financial year are committed in step with the advances granted to the Member States, and are regularized and finally charged up later. When charging up these sums, the departments in the Directorate-General for Agriculture first of all use the earliest appropriations (carry-overs); from the table on page 14 it appears that the carry-overs have now been exhausted.

According to current forecasts the appropriations for food aid will be insufficient; a proposal for a transfer to increase the appropriations for food aid by 20 M u.a. has just been transmitted to the Council.

(c) Estimates

The rate of food aid payments should remain steady during the coming months; decisions in this connection are made regularly and are then implemented very rapidly.

5. FLAT-RATE REPAYMENT OF 10% OF OWN RESOURCES

(a) Cash aspect

These payments are linked to the amount of own resources collected; considerations relating to the one also apply to the other, particularly as regards the estimates.

(b) Budgetary aspect

Because of the time which elapses before own resources are paid to the Commission and also before the 10% flat-rate payment is made to the Member States (two weeks to one month), the expenditure charged up during the first half of the year against the appropriations for the current financial year amounts to 59.86 M u.a.; the expenditure relates to own resources recorded during the first quarter, including those for March which were not paid until 15 May. The sum of 58.9 M u.a. has been expended against carry-overs from 1973.

As stated under (a), such expenditure is very closely tied to the own resources actually received; consequently, if the estimated revenue (see point A.1.(c)) is actually higher than the initial estimates, the appropriations for Chapter 29 will be exceeded.

Statement regarding the implementation of the budget
for the financial year 1974
Statement of expenditure as at 30 June 1974

in u.a.

	Appropriations		Commitments		Payments		Percentage used	
	for the financial year	carry-overs ¹	financial year	carry-overs ²	financial year	carry-overs	e/a	f/b
	a	b	c	d	e	f	g	h
1. Commission administrative and operating expenditure (a) Titles 1-4 and Chapters 98 and 99 (except Chapters 29 and 33)	318 190 013	22 451 406	207 154 722	21 089 855	109 990 301	11 359 389	34.57%	50.60%
(b) Other Institutions	79 833 320	5 675 423	- (3)	- (3)	38 010 386	- (3)	44.45%	(4)-
2. Research and investment expenditure (Chapter 33)	85 823 819	9 147 595	- (3)	- (3)	40 806 546	2 463 338	47.55%	26.93%
3. European Social Fund	327 800 000	261 976 321	66 416 476	221 263 989	1 410 902	48 682 938	0.43%	18.60%
4. EAGGF								
(a) Guarantee Section	3 510 100 000	684 849 734	1 744 800 000	684 849 734	1 744 780 000	(684 849 734)(5)	49.71%	(5)100%
(b) Guidance Section	325 000 000	178 002 465 (146 532 813)(6)	- (3)	168 349 004	- (3)(7)	20 843 898	-	6.42%
5. Food aid	135 000 000	8 098 687	59 338 933	8 098 687	50 851 313	8 098 687	37.67%	100%
6. 10% own resources (Chapter 29)	294 368 771	62 203 454	59 855 217	62 203 454	59 855 217	58 854 622	20.33%	94.62%
Total - own resources system	5 076 115 923	1 232 405 085	2 137 565 348	1 165 854 723	2 045 704 665	150 302 872		
Expenditure financed by "ad hoc" contributions:								
- Balance-Guarantee period 1966/67	3 000 000	-	-	-	-	-		
- Sulphur-mine workers	350 000	-	-	-	-	-		
General total	5 079 465 923	1 232 405 085	2 137 565 348	1 165 854 723	2 045 704 665	150 302 872		

¹Includes non-automatic carry-overs.

²Only automatic carry-overs.

³Statistics not yet available.

⁴Percentage calculated on the appropriations for the current financial year on the carry-overs.

⁵The carry-overs for the Guarantee Section of the EAGGF correspond to the advances granted to the paying bodies before the end of 1973 the accounts for which have not been finally discharged; the value indicated in column "f" under "payments" does not correspond to the payments made during the financial year and is not included in the total for the column.

⁶The figure in brackets shows the carry-overs from 1972 for the Guidance Section.

⁷The payments involve carry-overs from both 1972 and 1973.

Statement of revenue for the financial year 1974

(as at 30 June 1974)

in u.a.

	Estimated revenue	Collection	Percentage collection
	a	b	c
1. Sundry revenue			
- connected with Euratom activities	5 366 000	2 158 295 ¹	40.22%
- other	25 703 830	11 780 802 ²	45.83%
2. ECSC levies	18 000 000	9 000 000	50 %
3. Euratom contributions (supplementary programmes)	9 929 610	5 803 723	58.45%
4. Payments by the Member States:			
- own resources 1973 (October/December)		621 361 109	
- cash advances (December/February)	415 781 520		
- March: cash advances	94 189 117		
own resources January	245 439 583		
- April: cash advances	96 467 645		
own resources February	226 709 060		
- May : cash advances	98 345 800		
own resources March	246 959 756		
- June : cash advances	0		
own resources April	232 387 151		
Contributions	2 073 428 771		
Cash advances		704 784 082	33.99% ³
Own resources	2 943 687 712	951 495 550	32.32%
	5 076 115 923	2 306 383 561	
Total expenditure (page - columns d+e)		2 196 007 537	
Difference as at 30 June 1974		110 376 024	

¹Excluding sundry revenue from the JRC.

²Excluding sundry revenue from the other institutions.

³The low percentage is due to the time interval in the payment of own resources to the Commission; the present contrary trend would indicate that the initial estimates will be exceeded.

Breakdown of the Commission's administrative expenditure

Situation as at 30 June 1974

	Appropriations for the financial year	Commitments	% b/a	Payments	% c/a
	a	b		c	d
Title 1 Expenditure in respect of persons working with the Institution ¹	160 278 400	134 347 629	83.82%	72 449 199	45.20%
Title 2 Buildings, equipment and miscellaneous operating expenditure (excluding Chapter 29)	55 437 213	30 924 423	55.78%	15 926 543	28.73%
Title 3 Expenditure resulting from the Institution carrying out special functions (excluding Chapter 33) ²	32 100 500	2 261 294	7.04%	805 104	2.51%
Title 4 Aids, subsidies and financial contributions	48 231 000	42 068 881	87.22%	20 810 019	43.15%
Total for Titles 1-4	296 047 113	209 602 227	70.80%	109 990 865	37.15%

¹The percentage of commitments in the appropriations for the current financial year depends on the amount of provisional commitments.

²Title 3 includes an appropriation of 25 M u.a. for Community projects in the hydrocarbons operations sector; without this amount, which has not yet been committed, the percentages given in Title 3 amount to approximately 31.85 and 11.34.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Bruxelles, le 26 septembre 1974

Secrétariat général
SEC(74) 3271/2

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Objet: rapport sur l'exécution du budget

Approbation par la procédure écrite C/ 2344/74

Par note en date du 23 août 1974 - sous la réf. SEC(74) 3271 - le Secrétariat général a soumis à la Commission, en vue de son approbation par la procédure écrite, une proposition relative au rapport sur l'exécution du budget.

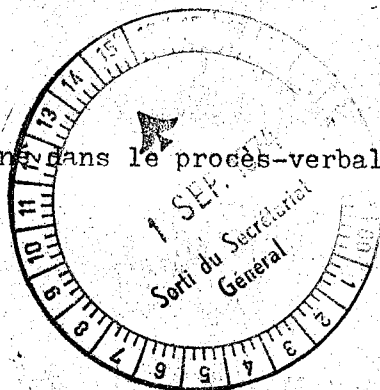
Je donne acte qu'à l'expiration du délai fixé (11 septembre 1974 : aucune observation ni réserve n'a été formulée à l'encontre de cette proposition.

En conséquence, la Commission a, en date du 11 septembre 1974 :

- adopté le rapport trimestriel de la Commission dont le projet figure à la note SEC(74) 3271 sur l'exécution du budget prévu à l'article 35 du règlement financier du 25 avril 1973 (situation générale des recettes et des dépenses au 30 juin 1974);
- dans le texte du doc. SEC(74) 3271 final qui sera repris en annexe P.E. d'un prochain procès-verbal de la Commission;
- décidé de transmettre ce rapport au Parlement européen et au Conseil.

Acte de cette décision sera donné dans le procès-verbal d'une prochaine réunion de la Commission.

Copie à: MM. VAN GRONSVELD,
MUCH, FACINI

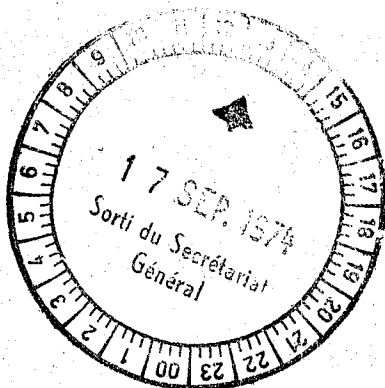


E. NOEL
Secrétaire général

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(74) 3271 final

Bruxelles, le 11 septembre 1974



RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET PREVU A
L'ARTICLE 35 DU REGLEMENT FINANCIER DU
25.4.1973

SITUATION GENERALE DES RECETTES ET DES
DEPENSES AU 30 JUIN 1974

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET PREVU A L'ARTICLE 35
DU REGLEMENT FINANCIER DU 25.4.1973

SITUATION GENERALE DES RECETTES ET DES DEPENSES
AU 30 JUIN 1974

Le présent document qui concerne le premier semestre de l'exercice 1974 se fonde sur les dispositions prévues à l'article 35 du règlement financier. Il ne s'agit donc pas d'un document à caractère budgétaire car son but principal est de retracer un panorama complet de l'exécution des dépenses et des recettes effectuées au cours d'un exercice.

Il est opportun de souligner à ce propos que la partie "a) Aspect de trésorerie" de chaque rubrique de ce rapport, se réfère plus spécialement au système de couverture des besoins de trésorerie des Communautés prévu aux articles 31 à 37 du règlement financier; dans cette partie les estimations mensuelles présentées par la Commission à l'appui de ses appels de fonds, sont comparées aux résultats effectifs de la gestion.

Néanmoins la structure actuellement retenue s'efforce de faire autant que possible et pour chacune des grandes masses de dépenses, une distinction des problèmes concernant :

- la situation budgétaire par l'analyse de l'utilisation des crédits de l'exercice et des reports de l'exercice précédent (partie b) de chaque rubrique);
- l'évolution possible des dépenses et recettes compte tenu des montants inscrits au budget et du rythme d'utilisation des différents crédits ou du recouvrement des recettes (partie c) de chaque rubrique).

Aux pages 13, 14 et 15 figurent des tableaux qui représentent respectivement :

- la situation de l'exécution de l'exercice 1974 au 30 juin 1974
- la situation des recettes de l'exercice 1974 au 30 juin 1974
- le détail des dépenses administratives de la Commission - situation au 30 juin 1974.

A. RECETTES1. RESSOURCES PROPRESa) Aspect de trésorerie

La couverture des dépenses d'un exercice, en ce qui concerne la trésorerie, est assurée partiellement par les ressources propres constatées à partir du mois d'octobre de l'exercice précédent (versées à la Commission en décembre) jusqu'au mois de septembre de l'exercice en cause (versées à la Commission en novembre). Pour 1974 une somme de 621,4 MUC a été versée au titre des ressources propres pour la période octobre/décembre 1973 et 951,5 MUC au titre de celles de la période janvier/avril 1974 soit 1.572,9 MUC au total. Lors de l'établissement, le 25 avril 1974, de la prévision des besoins de trésorerie des Communautés jusqu'à la fin du mois de juin 74, les ressources propres encaissées à cette époque y étaient reprises pour 1.093,5 MUC; cette somme ne pouvait donc pas tenir compte des ressources propres constatées en mars (247 MUC) et en avril (232,4 MUC) qui ont été versées respectivement le 15.5 et le 15.6.1974.

b) Aspect budgétaire

Comme le prévoit la réglementation en vigueur, les ressources propres sont versées avec un certain décalage par rapport à la constatation; au moment de la rédaction de ce rapport les services de la Commission n'avaient reçu que les données concernant les constatations jusqu'au

.../...

mois d'avril. Les résultats de cette période sont les suivants :

	Prévisions de l'exercice	Résultats (const. au 30.4.1974)
Perceptions de droits de douane (1)	Muc. 9545	Muc. 3604,4
Droits de douane versés	Muc. 2489,5	Muc. 843,5
Prélèvements agricoles	Muc. 301,9	Muc. 75,9
Cotisations sucre	Muc. 152,3	Muc. 32,1
	Muc. 2943,7	Muc. 951,5 (2)

Au point de vue budgétaire il convient de constater que l'accroissement important des perceptions douanières de certains Etats membres, est susceptible de donner lieu dans ces Etats à une perception de ressources propres supérieure à la valeur de la part relative.

Comme cela a été signalé dans le rapport au 31.3.1974, cette situation existe déjà pour le Royaume-Uni et pour l'Irlande; elle résulte du niveau très élevé des perceptions douanières qui comprennent aussi des droits de nature fiscale. Le règlement financier prévoit que les versements mensuels de ces Etats membres soient limités au montant résultant de l'application de la part relative à la masse des dépenses prévues pour le mois en cause.

Il est rappelé en outre que les perceptions de ressources propres des trois nouveaux Etats membres ne sont dues, dans tous les cas, qu'à concurrence de 56% en 1974.

- c) Les recettes relatives aux quatre premiers mois de l'exercice, permettent de constater des écarts assez importants entre les prévisions et les réalisations.

.../...

- (1) les droits de douane perçus par les Etats membres ne sont pas versés intégralement
- (2) ce montant ajouté aux 621,4 MUC provenant de l'exercice 1973 (versés pour le financement de 1974) constitue la somme de 1572,9 MUC citée au point A.1.a).

Si l'on prend comme référence le rythme des constatations mensuelles des deux années précédentes, on remarque que la plupart des Etats membres sont en train de réaliser des perceptions plus élevées que prévu; compte non tenu du Royaume-Uni et de l'Irlande dont les versements ne sont pas liés à la perception, les réalisations moyennes atteignent $\pm 115\%$ des prévisions. Cet accroissement est imputable essentiellement à la poussée inflationniste que nous connaissons actuellement et à l'augmentation de la consommation dans certains pays. On peut même estimer que l'accroissement des perceptions ira en s'accroissant au cours de l'exercice car il semble que les premiers mois de celui-ci n'aient pas subi entièrement les répercussions de la crise énergétique de la fin de 1973 sur les prix des marchandises.

En ce qui concerne les prélèvements agricoles par contre, les enseignements des quatre premiers mois de l'année conduisent à des résultats tout à fait opposés. Les perceptions globales des prélèvements agricoles sont en baisse (76% des prévisions inscrites au budget pour la même période) et les écarts entre les Etats, par rapport au taux indiqué, sont importants. La base de référence indiquée au premier alinéa ci-dessus toutefois, ne peut pas être prise en considération pour des prévisions mensualisées dans le domaine agricole où les répercussions des fluctuations des prix mondiaux, de la production et même de la situation monétaire sont tellement importantes qu'elles influent fortement déjà au niveau de la prévision annuelle. Les services de la Commission estiment toutefois que, sans tenir compte de la situation relative de chaque Etat membre,

.../...

au cours du deuxième semestre l'on devrait enregistrer un accroissement des perceptions agricoles.

En ce qui concerne les cotisations sucre, il est prévu que les cotisations à la production n'atteindront que 25% des prévisions en raison de la pénurie actuelle.

En résumé, on peut estimer à l'heure actuelle que les perceptions de droits de douane seront plus élevées d'environ 15%, les prélèvements agricoles ne devraient être recouverts qu'à 80/85% des prévisions et les cotisations sucre à 60/65% des prévisions.

Les Etats membres qui versent des ressources propres à concurrence de la part relative appliquée aux dépenses n'étant pas pris en considération, en ce qui concerne les sept autres Etats membres, il est permis de prévoir que le total des versements des ressources propres dépassera de $\pm$ 150 MUC les prévisions.

*2. CONTRIBUTIONS

Ainsi qu'il avait déjà été précisé dans le rapport au 31.3.1974, les contributions financières des Etats membres sont versées mensuellement sous forme d'avances de trésorerie complémentaires au versement des ressources propres en application du système de couverture des besoins de trésorerie des Communautés européennes prévu par les articles 31 à 37 du règlement financier du 25.4.1974.

Les considérations qui précèdent au sujet du niveau élevé des perceptions et du rythme lent des dépenses, expliquent le taux très bas d'utilisation des contributions; en effet, au 30 juin 1974 (couverture des besoins au 31.7.1974), les versements effectués par les Etats membres n'étaient que de $\pm$ 704 MUC contre les 2.073 prévus pour l'exercice. De plus, la somme indiquée a servi à couvrir aussi les dépenses sur reports qui s'élèvent à $\pm$ 150 MUC.

.../...

AUTRES RECETTES

Vu la modicité des montants dont il s'agit et la certitude du recouvrement en ce qui concerne les contributions versées selon des clés particulières, il n'y a pas lieu de reviser les prévisions en la matière.

La partie du prélèvement C.E.C.A. affectée au budget communautaire a été recouvrée à 100% (9 MUC - 1er semestre, 18 MUC pour l'année).

Quant aux contributions des Etats membres aux programmes complémentaires de recherches et d'investissement, 5,8 MUC ont été versées au titre des 7/12èmes de l'exercice au 30.6.1974. Un Etat membre n'a pas encore versé sa contribution et sera pénalisé, en application de l'article 34 du règlement financier, d'intérêts de retard; cette disposition par ailleurs a été déjà appliquée pour l'année 1974 à d'autres Etats membres qui ont versé leur quote-part en dehors des délais prévus.

Le montant des recettes diverses de la Commission au 30.6.1974 est de 13,94 MUC dont 2,16 pour celles liées aux activités de la CEEA.

B. DEPENSES

1. DEPENSES ADMINISTRATIVES ET OPERATIONNELLES

a) Aspect de trésorerie

Les paiements de la Commission au 30.6.1974 pour les titres 1 à 4 du budget, sont de l'ordre de 110 MUC sur les crédits de l'exercice et de 11,4 MUC pour les reports; les besoins au 30.6.1974 estimés par la Commission en avril, étaient de 116,3 MUC pour l'ensemble des dépenses; les avances aux autres institutions évaluées à la même époque à 38,8 MUC, ont été exécutées à concurrence d'un montant de 38,1 MUC. Ceci démontre que la pratique consistant à tenir compte d'une mensualité

.../...

supplémentaire pour ces estimations et pour ce genre de dépenses, s'est révélée très utile car, malgré celle-ci, les besoins effectifs ont dépassé légèrement les prévisions.

b) Aspect budgétaire

Les crédits de l'exercice pour les titres 1 à 4 s'élèvent, compte tenu de certains virements effectués et en ce qui concerne la Commission, à 296 MUC; ce montant ne comprend ni les chapitres 29 et 33, ni les crédits non affectés et les crédits de réserve (chapitres 98 et 99), soit 22,3 MUC. Les engagements au 30.6.1974, sont de 209,6 MUC. En ce qui concerne les paiements au 30.6.1974, le coefficient d'utilisation le plus élevé, connu par le passé, est celui du titre 1 "dépenses concernant les personnes liées à l'institution" et du titre 4 "aides, subventions et participations" (voir tableau page 15).

Pour les dépenses relatives au chapitre 33, la prévision du mois d'avril pour la couverture des besoins de trésorerie au 30.6.1974, est sensiblement égale (40,2 MUC) à la réalisation (40,8 MUC); le principe d'une mensualité supplémentaire vaut aussi dans ce cas.

c) Prévisions

Pour le titre 1, l'utilisation en paiement est de 45,20 % pour le 1er semestre ce qui permet de prévoir, compte tenu des recrutements qui auront lieu au cours du deuxième semestre et de la révision des rémunérations, un taux d'utilisation très voisin de 100%; pour les titres 2 et 3 le rythme des dépenses qui est généralement lent en début d'exercice s'est accru au cours du deuxième trimestre (voir foot-note 2 du tableau de la page 15); cette progression devrait se poursuivre au 2ème semestre bien qu'il ne soit pas possible de faire des prévisions sur les crédits pour

.../...

les projets communautaires dans le secteur des hydrocarbures qui représentent $\pm 30\%$ des dotations du titre 3. Pour le titre 4 enfin, sur les 48 MUC de crédits, 35,6 MUC sont réservés aux subventions aux populations victimes de catastrophes, dont 33,6 ont été engagés et 13,6 dépensés au 30.6; sur le reste, 9 MUC sont destinés aux écoles européennes et dépensés à 50% au 30.6. Globalement on peut estimer que l'utilisation de ces crédits est normale à l'heure actuelle.

2. DEPENSES DU FONDS SOCIAL EUROPEEN

a) Aspect de trésorerie

Les prévisions de dépenses au 30.6 estimaient à 100 MUC les besoins du Fonds Social européen; par contre, les paiements réalisés s'élèvent à ± 50 MUC, ils n'ont donc pas subi de modification au cours du 2ème trimestre. Le paiement d'une somme de ± 27 MUC prévu pour cette période fait encore l'objet de contrôles; le paiement d'une autre tranche d'environ 20 MUC sera effectué dans les prochains jours. L'exécution de ces dernières opérations qui était esperée pour avant la fin du mois de juin, a été une nouvelle fois retardée par la lenteur avec laquelle sont introduites les demandes des intéressés à la Direction générale des Affaires Sociales.

b) Aspect budgétaire

Les paiements intervenus au cours du premier semestre se répartissent de la façon suivante : 1,41 MUC sur crédits de l'exercice, 48,68 MUC sur reports.

c) Prévisions

Quant au niveau des paiements pour le reste de l'exercice, il est prévu d'utiliser dans la plus large mesure les crédits reportés. Leur utilisation n'est fonction que de la rapidité avec laquelle sont introduites les demandes de paiement; les services compétents de la Direction

.../...

générale des Affaires Sociales ont adressé une nouvelle requête aux Etats membres pour que soient prises toutes les dispositions nécessaires permettant d'utiliser la plus grande partie des crédits reportés.

3. F.E.O.G.A.

GARANTIE

a) Aspect de trésorerie

Les avances versées jusqu'au 30.6.1974 soit 1.744,8 MUC, couvrent aussi les besoins du mois de juillet des services et organismes payeurs du F.E.O.G.A. Pour la même période les services de la Commission avaient estimé les besoins à 1.735,5 MUC; dans ce domaine également les paiements correspondent quasiment aux prévisions et donc aux possibilités de trésorerie.

b) Aspect budgétaire

En application de la réglementation existante les crédits de l'exercice, soit 3.510,1 MUC⁽¹⁾ ont été engagés à concurrence des avances octroyées au 30.6.1974. Contrairement à ce qui avait été constaté au cours de l'exercice écoulé, les organismes payeurs du F.E.O.G.A. ne devraient pas avoir eu des sommes importantes dans leur trésorerie à la fin de 1973. Ceci signifie que les avances octroyées en 1974 doivent correspondre aux dépenses qui seront comptabilisées au cours du même exercice. Les imputations définitives relatives à un exercice donné sont effectuées, sur base des éléments fournis par les Etats membres, jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les sommes qui ne peuvent pas être imputées avant la date citée, sont considérées comme des reports et régularisées au cours de l'exercice suivant.

.../...

(1) Compte non tenu des réinscriptions à financer selon une clé particulière ni d'un virement de 20 MUC en faveur de l'Aide alimentaire

c) Prévisions

Ainsi qu'il est indiqué aux points a) et b) de la page 9, les avances octroyées au 30.6 et qui couvrent les dépenses du mois de juillet, se sont élevées à $\pm$ 1.745 MUC auxquels s'ajoutent, au point de vue des paiements effectués par les organismes habilités, environ 17,8 MUC détenus par les mêmes organismes à la fin de l'exercice 1973.

A l'occasion du Comité du FEOGA du 17 juillet 1974, les Etats membres ont présenté leurs besoins pour les mois d'août et septembre prochains qui s'élèvent respectivement à 242,1 MUC et 269,6 MUC.

Une récente estimation des services de la Commission qui tient compte des répercussions des décisions relatives à la viande bovine, fait monter à 3.465 MUC les besoins de la section Garantie du FEOGA pour l'exercice 1974, montant qui reste compris dans les crédits inscrits au budget. De ce qui précède il découle :

avances octroyées (1.745 + 17,8) au 30.6	1.762,8
besoins août	242,1
besoins septembre	269,6
avances pour la couverture des besoins au 30.9 (versement au 31.8)	2.274,5

Les besoins du dernier trimestre pour atteindre le montant de l'estimation précitée serait donc de 1.190 MUC ce qui correspondrait à une dépense moyenne pour les mois d'octobre, novembre et décembre de l'ordre de 400 MUC.

ORIENTATION

a) Aspect de trésorerie

Les paiements de la section Orientation concernent :

- des périodes antérieures à 1971 pour lesquelles les Etats membres versent à la Commission des contributions "ad hoc" appelées en dehors du système instauré par les articles 31 à 37 du règlement financier;
- des périodes postérieures à 1971, pour lesquelles le financement est compris dans le système des ressources propres.

Pour les périodes antérieures à 1971, les Etats membres effectuent périodiquement et sur demande de la Commission, des versements à valoir sur les anciennes contributions dues. Le dernier de ces versements de 50 MUC est intervenu à la fin de 1973; un deuxième appel d'un même montant sera effectué avant la fin du mois de juillet. Au cours du 1er semestre 1974, 21,4 MUC ont été dépensés à ce titre; la situation globale au 30.6.1974 est la suivante :

Contributions versées	525,24 MUC
Dépenses effectuées	495,78 MUC
Disponible	29,46 MUC

Pour les périodes postérieures à 1971, 20,8 MUC ont été dépensées uniquement sur les reports (engagements existants).

b) Aspect budgétaire

A l'heure actuelle aucun montant n'a été dépensé ni engagé sur les crédits de l'exercice.

c) Prévisions

Pour le deuxième semestre les prévisions de dépenses sont les suivantes :

	Périodes antérieures à 1971	Périodes posté- rieures à 1971
- Projets individuels	80 MUC	14 MUC
- mesures particulières	-	24,4 MUC
- actions communes	-	31,4 MUC
	80 MUC	69,8 MUC

4. AIDE ALIMENTAIRE

a) Aspect de trésorerie

Les paiements pour les opérations d'aide alimentaire au 30.6.1974, atteignent 58,95 MUC alors que les prévisions des besoins de trésorerie, à la même date, envisageaient une dépense de 67,5 MUC. Les avances pour le mois de juillet ont été de 6,5 MUC au lieu des 15 MUC qui avaient été prévus.

b) Aspect budgétaire

Comme pour le F.E.O.G.A. - Garantie, les crédits de l'exercice

sont engagés au fur et mesure des avances octroyées aux Etats membres, la régularisation et l'imputation définitives de celles-ci intervenant plus tard. Les services compétents de la Direction générale de l'Agriculture procèdent à ces imputations en utilisant en priorité les crédits les plus anciens (reports); dans le tableau de la page 13 il apparait que les reports sont épuisés dès maintenant.

Au stade actuel il est prévu que les crédits pour l'aide alimentaire seront insuffisants; à cette fin une proposition de virement destinée à renforcer de 20 MUC les crédits de l'aide alimentaire, vient d'être transmise au Conseil.

c) Prévisions

La cadence des paiements d'aide alimentaire devrait rester soutenue dans les prochains mois; en effet les décisions en cette matière interviennent régulièrement et leur mise en oeuvre est désormais réalisée dans des délais très brefs.

5. REMBOURSEMENT FORFAITAIRE 10% RESSOURCES PROPRES

a) Aspect de trésorerie

Ces paiements sont liés au niveau de la perception des ressources propres; les considérations faites pour les unes valent pour les autres notamment en ce qui concerne les prévisions.

b) Aspect budgétaire

Du fait du décalage dans le versement des ressources propres et de celui qui s'y ajoute pour le paiement du 10% aux Etats membres (15 jours à un mois), les dépenses imputées au cours du premier semestre sur les crédits de l'exercice, s'élèvent à 59,86 MUC; elles concernent les constatations du premier trimestre parmi lesquelles celles du mois de mars n'ont été versées que le 15 mai. Une somme de 58,9 MUC a été dépensée sur les reports de 1973.

Ainsi qu'il a été précisé sous a) ces dépenses sont intimement liées aux perceptions de ressources propres; dès lors, si les prévisions de recettes (voir point A.1. c)), sont effectivement supérieures aux prévisions initiales, il s'ensuivra un dépassement de crédits en ce qui concerne le chapitre 29.

en UC

	C R E D I T S		E N G A G E M E N T S		P A I E M E N T S		Pourcentage d'exécution	
	de l'exercice	reports (1)	exercice	reports (2)	exercice	reports	e /a	f/b
	a	b	c	d	e	f	g	h
1. Dépenses administratives et opérationnelles Commission								
a) Titres 1 à 4 et chapitres 98 et 99 (sauf chapitres 29 et 33)	318.190.013	22.451.406	207.154.722	21.089.855	109.990.301	11.359.389	34,57%	50,60%
b) Autres institutions	79.833.320	5.675.423	- (3)	- (3)	38.010.386	- (3)	44,45% (4)	-
2. Dépenses de recherches et investissement (chapitre 33)	85.823.819	9.147.595	- (3)	- (3)	40.806.546	2.463.338	47,55%	26,93%
3. Fonds social européen	327.800.000	261.976.321	66.416.476	221.263.989	1.410.902	48.682.938	0,43%	13,80%
4. F.E.O.G.A.								
a) Garantie	3.510.100.000	684.849.734	1.744.800.000	684.849.734	1.744.780.000	(684.849.734) (5)	49,71% (5)	100, -
b) Orientation	325.000.000	178.002.465	- (3)	168.349.004	- (3) (7)	20.843.898	-	6,42%
		(146.532.813) (6)						
5. Aide alimentaire	135.000.000	8.098.687	59.338.933	8.098.687	50.851.313	8.098.687	37,67%	100 %
6. 10% ressources propres (chap.29)	294.368.771	62.203.454	59.855.217	62.203.454	59.855.217	58.854.622	20,33%	94,62%
Total financement système ressources propres	5.076.115.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		
Dépenses financées par des contributions "ad hoc" :								
- solde Garantie période 1966/67	3.000.000	-	-	-	-	-		
- travailleurs mines de soufre	350.000	-	-	-	-	-		
T o t a l général	5.079.465.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		

(1) Comprend les reports non automatiques

(2) Uniquement reports automatiques

(3) Données non disponibles à l'heure actuelle

(4) Pourcentage calculé sur les crédits de l'exercice et sur les reports

(5) Les reports FEOGA-Garantie de la colonne 6 correspondent aux avances octroyées aux organismes avant la fin de 1973 et non apurées; leur valeur dans la rubrique "paiements", colonne "f" ne correspond pas à des paiements de l'exercice et n'est pas reprise dans le total de la colonne

(6) La somme entre parenthèses représente les reports Orientation de 1972

(7) Les paiements concernent tant les reports de 1972 que ceux de 1973

SITUATION DES RECETTES DE L'EXERCICE 1974
(au 30.6.1974)

Page 14

(en UC)

1. Recettes diverses:

- liées aux activités de la CEEA
- autres

2. Prélèvements C.E.C.A.

3. Contributions C.E.E.A. (programmes complémentaires

4. Versements des Etats membres :

- Ressources propres 1973(octobre/décembre)
- avances de trésorerie (décembre/février) 415.781.520
- mars : avances de trésorerie 94.189.117,-
- ress. propres janvier 245.439.583,-
- avril :avances de trésorerie 96.467.645,-
- ress. propres février 226.709.060,-
- mai : avances de trésorerie 98.345.800,-
- ress. propres mars 246.959.756,-
- juin : avances de trésorerie 0
- ress. propres avril 232.387.151,-

Contributions

Avances de trésorerie

Ressources propres

T o t a l dépenses (page - colonne d+e)

Différence au 30 juin 1974

Recettes prévues	Recouvrements	% de recouvrement
a	b	c
5.366.000	2.158.295 (1)	40,22 %
25.703.830	11.780.802 (2)	45,83 %
18.000.000	9.000.000	50 %
9.929.610	5.803.723	58,45 %
	621.361.109	
2.073.428.771		
2.943.687.712	704.784.082	33,99 %
	951.495.550	32,32 % (3)
5.076.115.923	2.306.383.561	
	2.196.007.537	
	110.376.024	

(1) Ne tient pas compte des recettes diverses du C.C.R.

(2) Ne tient pas compte des recettes diverses des autres institutions

(3) Le faible pourcentage est dû au décalage avec lequel sont versées les ressources propres; les tendances actuelles au contraire laissent prévoir un dépassement des prévisions initiales.

Situation au 30.6.1974

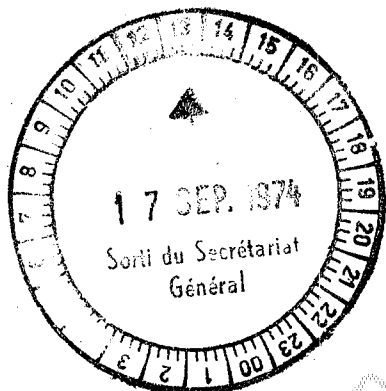
		Crédits de l'exercice	Engagements	% b/a	Paielements	% c/a
		a	b		c	d
Titre 1	Dépenses concernant les personnes liées à l'institution(1)	160.278.400	134.347.629	83,82 %	72.449.199	45,20 %
Titre 2	Immeubles, matériel et dépenses diverses de fonctionnement (sans chapitre 29)	55.437.213	30.924.423	55,78 %	15.926.543	28,73 %
Titre 3	Dépenses résultant de l'exercice par l'institution de missions spécifiques (sans chapitre 33) (2)	32.100.500	2.261.294	7,04 %	805.104	2,51 %
Titre 4	Aides, subventions et participations	48.231.000	42.068.881	87,22 %	20.810.019	43,15 %
T o t a l des titres 1 à 4		296.047.113	209.602.227	70,80 %	109.990.865	37,15 %

- (1) Le pourcentage des engagements par rapport aux crédits de l'exercice dépend des engagements provisionnels
- (2) Le titre trois comprend un crédit de 25 MUC pour les projets communautaires dans le secteur de l'exploitation des hydrocarbures; sans ce montant, qui n'a pas encore été engagé, les pourcentages indiqués au titre 3 deviennent dans l'ordre 31,85 % et 11,34 %.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

SEK(74) 3271 endg.

Brüssel, den 11. September 1974



BERICHT ÜBER DIE AUSFÜHRUNG DES HAUSHALTSPLANS GEMÄSS

ARTIKEL 35 DER HAUSHALTSORDNUNG VOM 25. APRIL 1973

ÜBERSICHT ÜBER DIE EINNAHMEN UND AUSGABEN ZUM

30. JUNI 1974

BERICHT ÜBER DIE AUSFÜHRUNG DES HAUSHALTSPLANS GEMÄSS ARTIKEL 35
DER HAUSHALTSORDNUNG VOM 25.4.1973
ÜBERSICHT ÜBER DIE EINNAHMEN UND AUSGABEN
ZUM 30. JUNI 1974

Der vorliegende Bericht über die erste Hälfte des Haushaltsjahres 1974 wird auf Grund von Artikel 35 der Haushaltsordnung erstellt. Er ist kein Haushaltsdokument, sondern soll in erster Linie einen vollständigen Überblick über die im Verlauf eines Haushaltsjahres getätigten Ausgaben und Einnahmen geben.

Der Abschnitt "a) Kassenmäßiger Aspekt" der einzelnen Teile dieses Berichts betrifft die Deckung des Kassenbedarfs der Gemeinschaften gemäß Artikel 31 bis 37 der Haushaltsordnung. In diesem Abschnitt werden die von der Kommission zur Begründung der Mittelanforderungen monatlich vorgelegten Schätzungen mit den tatsächlichen Ergebnissen der Verwaltung der Mittel verglichen.

Der Bericht ist in der Weise gegliedert, daß bei den einzelnen großen Ausgabemassen nach Möglichkeit

- der Stand der Ausführung des Haushaltsplans (Analyse der Inanspruchnahme der Mittel des Haushaltsjahres und der aus dem vorhergehenden Haushaltsjahr übertragenen Mittel - Abschnitt b) der einzelnen Teile), sowie
- die mögliche Entwicklung der Ausgaben und Einnahmen (unter Berücksichtigung der Haushaltsansätze sowie des Rhythmus der Inanspruchnahme der Mittel und der Annahme der Einnahmen - Abschnitt c) der einzelnen Teile) zu ersehen sind.

Die Tabellen auf den Seiten 13, 14 und 15 betreffen

- den Stand der Ausführung des Haushaltsplans 1974 zum 30. Juni 1974
- den Stand der Einnahmen des Haushaltsjahrs 1974 zum 30. Juni 1974
- die Aufgliederung der Verwaltungsausgaben der Kommission zum 30. Juni 1974.

.../...

A. EINNAHMEN

1. EIGENE MITTEL

a) Kassenmäßiger Aspekt

Die Ausgaben eines Haushaltsjahres werden kassenmäßig teilweise durch die (im Dezember an die Kommission abgeführten) ab Oktober des vorangegangenen Haushaltsjahres bis September des laufenden Haushaltsjahres festgestellten (und im November an die Kommission abgeführten) eigenen Mittel gedeckt. Für 1974 ist an eigenen Mitteln für den Zeitraum Oktober/Dezember 1973 ein Betrag von 621,4 Mio RE und für den Zeitraum Januar/April 1974 ein Betrag von 951,5 Mio RE, also insgesamt 1.572,9 Mio RE gezahlt worden. Als am 25. April 1974 der Kassenmittelbedarf der Gemeinschaften bis Ende Juni 1974 veranschlagt wurde, waren die bis dahin vereinnahmten eigenen Mittel mit 1.093,5 Mio RE aufgeführt worden; in diesem Betrag konnten also die im März (247 Mio RE) und April (232,4 Mio RE) festgestellten eigenen Mittel noch nicht berücksichtigt werden, die erst am 15. Mai bzw. 15. Juni 1974 überwiesen wurden.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Entsprechend den geltenden Bestimmungen werden die eigenen Mittel mit einer gewissen zeitlichen Verzögerung gegenüber der Feststellung abgeführt; bei Abfassung dieses Berichts waren der Kommission lediglich die Daten über die bis April festge-

.../...

stellten eigenen Mittel zugegangen. Die Ergebnisse dieses Zeitraums lauten:

	Soll-Einnahmen des Haushaltsjahres	Ist-Einnahmen (festgestellt zum 30.4.74)
Vereinnahmte Zölle (1)	9.545 Mio RE	3.604,4 Mio RE
Abgeführte Zölle	2.489,5 Mio RE	843,5 Mio RE
Agrarabschöpfungen	301,9 Mio RE	75,9 Mio RE
Zuckerabgaben	152,3 Mio RE	32,1 Mio RE
	2.943,7 Mio RE	951,5 Mio RE (2)

Vom haushaltsmäßigen Gesichtspunkt ist festzustellen, daß der beträchtliche Anstieg der Zolleinnahmen in manchen Mitgliedstaaten dazu führen könnte, daß die vereinnahmten eigenen Mittel den Wert des Anteils dieser Mitgliedstaaten überschreiten. Wie in dem Bericht vom 31.3.1974 erwähnt wurde, ist diese Situation schon heute beim Vereinigten Königreich und bei Irland gegeben; sie ist eine Folge der sehr hohen Zolleinnahmen, zu denen auch Finanzaufschläge gehören. Nach der Haushaltsordnung sind die monatlich von diesen Mitgliedstaaten abzuführenden Summen auf den Betrag beschränkt, der dem Verhältnis ihres Anteils zum Gesamtbetrag der für den betreffenden Monat vorgesehenen Ausgaben entspricht. Ferner sei daran erinnert, daß die eigenen Mittel von den drei neuen Mitgliedstaaten 1974 in jedem Falle nur in Höhe von 56 % zu leisten sind.

- c) Bei den Einnahmen der ersten vier Monate des Haushaltsjahres fällt auf, daß die Soll- und Ist-Zahlen recht erheblich auseinanderklaffen.

- (1) Die von den Mitgliedstaaten vereinnahmten Zölle werden nicht vollständig abgeführt.
- (2) Dieser Betrag zuzüglich zu den 621,4 Mio RE aus dem Haushaltsjahr 1973 (die zur Finanzierung von 1974 abgeführt wurden) ergibt den unter Punkt A.1.a genannten Betrag von 1.572,9 Mio RE.

.../...

Geht man vom Tempo der monatlichen Feststellungen während der beiden letzten Jahre aus, so stellt man fest, daß bei den meisten Mitgliedstaaten die tatsächlichen Einnahmen über die Soll-Zahlen hinausgehen. Läßt man das Vereinigte Königreich und Irland außer acht, deren Zahlungen nicht an die Eingänge gebunden sind, so erreichen die Ist-Zahlen im Durchschnitt rund 115 % der Vorausschätzungen. Diese Mehreinnahmen haben ihre Ursache hauptsächlich in der inflationären Entwicklung, die wir gegenwärtig erleben, und in der Zunahme des Verbrauchs in einigen Ländern. Es ist sogar anzunehmen, daß die Vereinnahmungen im Verlauf des Haushaltsjahres noch stärker zunehmen werden, da sich die Auswirkungen der Energiekrise von Ende 1973 auf die Warenpreise in den ersten Monaten des Jahres offenbar noch nicht voll bemerkbar gemacht haben.

Bei den Agrarabschöpfungen hingegen führen die Erfahrungen während der ersten vier Monate des Jahres zu völlig entgegengesetzten Ergebnissen. Die Gesamteingänge aus den Agrarabschöpfungen gehen zurück (76 % der Haushaltsansätze für den betreffenden Zeitraum), und die Abweichungen zwischen den einzelnen Staaten im Vergleich zu dem angegebenen Prozentsatz sind beträchtlich. Die oben im ersten Absatz genannte Bezugsgrundlage kann allerdings nicht für die monatlichen Vorausschätzungen im Agrarbereich herangezogen werden, wo sich die Schwankungen der Weltmarktpreise, der Produktion und selbst der Währungssituation derart stark auswirken, da sie selbst die Vorausschätzungen für das ganze Jahr stark beeinflussen. Die Kommissionsdienststellen meinen allerdings, daß - ungeachtet der relativen Situation der einzelnen Mitgliedstaaten - im zweiten Halbjahr ein Anstieg der Agrareinnahmen zu verzeichnen sein dürfte.

.../...

Bei den Zuckerabgaben rechnet man damit, daß die Produktionsabgaben wegen der derzeitigen Mangellage nur 25 % der vorausgeschätzten Höhe erreichen werden.

Abschließend kann gegenwärtig angenommen werden, daß die Zolleinnahmen die Vorausschätzungen um rund 15 % übersteigen werden, daß die Agrarabschöpfungen nur zu 80 bis 85 % und die Zuckerabgaben nur zu 60 bis 65 % der veranschlagten Höhe erhoben werden dürften.

Da die Mitgliedstaaten, die eigene Mittel in Höhe ihres Anteils im Verhältnis zu den Ausgaben abführen, hierbei außer Betracht geblieben sind, ist bei den übrigen sieben Mitgliedstaaten damit zu rechnen, daß die Gesamtzahlungen an eigenen Mitteln die Soll-Zahlen um rund 150 Mio RE übersteigen werden.

2. FINANZBEITRÄGE

Wie bereits in dem Bericht zum 31. März 1974 erwähnt, werden die Finanzbeiträge der Mitgliedstaaten monatlich in Form von Kassenvorschüssen zur Ergänzung der Abführungen von eigenen Mitteln gezahlt, und zwar in Anwendung des in den Artikeln 31 bis 37 der Haushaltsordnung vom 25. April 1974 festgelegten Systems zur Deckung des Kassenmittelbedarfs der Gemeinschaften.

Die obigen Bemerkungen zum großen Umfang der Eingänge und langsamen Fluß der Ausgaben erklären, weshalb die Verwendungsquote der Beiträge nur sehr gering ist. Zum 30. Juni 1974 (Deckung des Bedarfs zum 31. Juli 1974) beliefen sich die Abführungen der Mitgliedstaaten auf nur rund 704 Mio RE gegenüber den für das Haushaltsjahr ursprünglich vorgesehenen 2.073 Mio RE. Außerdem konnten aus diesem Betrag auch die Ausgaben aus Übertragungen in Höhe von rund 150 Mio RE gedeckt werden.

.../...

SONSTIGE EINNAHMEN

Da es sich hierbei nur um geringfügige Beträge handelt und die Erhebung der nach besonderen Aufbringungsschlüsseln abgeführten Beiträge gesichert ist, liegt keine Veranlassung zur Revidierung der entsprechenden Voranschläge vor.

Der an den Gemeinschaftshaushalt abzuführende Teil der EGKS-Umlage ist zu 100 % erhoben worden (9 Mio RE im ersten Halbjahr, 18 Mio RE für das gesamte Jahr).

Von den Beiträgen der Mitgliedstaaten zu den Ergänzenden Forschungs- und Investitionsprogrammen sind bis zum 30. Juni 1974 5,8 Mio RE als "sieben Zwölftel" des Haushaltsjahres gezahlt worden. Ein Mitgliedstaat hat seinen Beitrag noch nicht abgeführt und muß deshalb in Anwendung von Artikel 34 der Haushaltsordnung Verzugszinsen zahlen; diese Bestimmung ist übrigens für 1974 bereits gegenüber anderen Mitgliedstaaten angewandt worden, die ihren Anteil nicht fristgemäß abgeführt haben.

Die "verschiedenen Einnahmen" der Kommission zum 30. Juni 1974 belaufen sich auf 13,94 Mio RE, wovon 2,16 auf Einnahmen entfallen, die mit den EAG-Tätigkeiten zusammenhängen.

B. AUSGABEN

1. VERWALTUNGS- UND OPERATIONELLE AUSGABEN

a) Kassenmäßiger Aspekt

Die Zahlungen der Kommission zum 30. Juni 1974 für die Titel 1 bis 4 des Haushaltsplans belaufen sich auf 110 Mio RE aus Mitteln des Haushaltsjahres und auf 11,4 Mio RE aus Übertragungen; der Bedarf bis zum 30. Juni 1974 war von der Kommission im April auf 116,3 Mio RE für sämtliche Ausgaben geschätzt worden; die zum gleichen Zeitpunkt auf 38,8 Mio RE veranschlagten Vorschüsse an die übrigen Organe wurden in Höhe von 38,1 Mio RE überwiesen. Dies beweist, daß sich die Praxis, bei diesen Schätzungen und dieser Art

.../...

von Ausgaben einen zusätzlichen Monatsbetrag zu berücksichtigen, als sehr nützlich erwiesen hat, denn der tatsächliche Bedarf lag dennoch geringfügig über den Vorausschätzungen.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Die Haushaltsmittel für die Titel 1 bis 4 belaufen sich unter Berücksichtigung verschiedener Übertragungen von Kapitel zu Kapitel für die Kommission auf 296 Mio RE; in diesem Betrag sind weder die Kapitel 29 und 33 noch die nicht zweckgebundenen Mittel und die Reservemittel (Kapitel 98 und 99) in Höhe von 22,3 Mio RE enthalten. Bis zum 30. Juni 1974 beliefen sich die Mittelbindungen auf 209,6 Mio RE. Bei den Zahlungen zum 30. Juni 1974 wurde der bisher höchste Mittelverwendungskoeffizient bei Titel 1 "Ausgaben für das Personal des Organs" und Titel 4 "Beihilfen, Zuschüsse und Zuwendungen" erreicht (s. Übersicht auf Seite 15).

Bei den Ausgaben für Kapitel 33 entspricht der im April zur Deckung des Kassennittelbedarfs bis zum 30. Juni 1974 veranschlagte Betrag (40,2 Mio RE) in etwa den Ist-Zahlen (40,8 Mio RE); auch in diesem Fall hat sich der Grundsatz eines zusätzlichen Monatsbetrags bewährt.

c) Vorausschätzungen

Die Mittel von Titel 1 wurden im ersten Halbjahr zu 45,20 % durch Zahlungen in Anspruch genommen, so daß also in Anbetracht der Einstellungen während des zweiten Halbjahrs und der Neufestsetzung der Gehälter die Mittelverwendungsquote sehr nahe bei 100 % liegen dürfte. Bei den Titeln 2 und 3 hat sich das Ausgabentempo, das zu Beginn des Haushaltsjahres im allgemeinen langsam ist, während des zweiten Quartals beschleunigt (siehe Fußnote 2 zu der Übersicht auf Seite 15); diese Beschleunigung dürfte auch im zweiten Halbjahr anhalten, obgleich sich die Mittel für die Gemeinschaftsvorhaben im Bereich der Kohlenwasserstoffe nicht vorausschätzen lassen, die rund 80 % der

.../...

Gesamtansätze des Titels 3 ausmachen. Von den für Titel 4 bereitgestellten 48 Mio RE schließlich sind 35 6 Mio RE für die Gemeinschaftshilfe zugunsten der Bevölkerung von Katastrophengebieten vorgesehen, wovon bis zum 30. Juni 33,6 % gebunden und 13,6 gezahlt waren; vom Restbetrag sind 9 Mio RE für die Europäischen Schulen bestimmt, wovon bis zum 30. Juni 50 % ausgegeben waren. Insgesamt ist anzunehmen, daß diese Mittel bis jetzt in normalem Maße verwendet worden sind.

2. AUSGABEN DES EUROPÄISCHEN SOZIALFONDS

a) Kassenmäßiger Aspekt

In den Ausgabenvorausschätzungen zum 30. Juni war der Bedarf des Europäischen Sozialfonds auf 100 Mio RE geschätzt worden, während sich die tatsächlichen Zahlungen auf rund 50 Mio RE belaufen; es ist also im zweiten Vierteljahr keine Änderung eingetreten. Die Zahlung eines für diesen Zeitraum vorgesehenen Betrags von rund 27 Mio RE wird zur Zeit noch geprüft; eine andere Tranche von rund 20 Mio RE soll in den nächsten Tagen gezahlt werden. Man hatte gehofft, diese Zahlungen noch vor Ende Juni vornehmen zu können, doch wurde ihre Ausführung erneut dadurch verzögert, daß die Anträge der Betroffenen bei der Generaldirektion Soziale Angelegenheiten nur sehr schleppend eingehen.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Die im ersten Halbjahr getätigten Zahlungen verteilen sich wie folgt: 1,41 Mio RE aus Mitteln des Haushaltsjahres, 48,68 Mio RE aus Übertragungen.

c) Vorausschätzungen

Bei den Zahlungen während des restlichen Haushaltsjahres soll möglichst weitgehender Gebrauch von den übertragenen Mitteln gemacht werden. Dies hängt allein von der Schnelligkeit ab, mit der die Zahlungsanträge gestellt werden. Die zuständigen Dienststellen der

Generaldirektion Soziale Angelegenheiten haben die Mitgliedstaaten erneut ersucht, alle erforderlichen Vorkehrungen zu treffen, damit der größte Teil der übertragenen Mittel verwendet werden kann.

3. EAGFL

GARANTIE

a) Kassenmäßiger Aspekt

Die bis zum 30. Juni 1974 gezahlten Vorschüsse in Höhe von 1.744,8 Mio RE decken auch den Bedarf der Zahlstellen des EAGFL für den Monat Juli, der von den Dienststellen der Kommission für diesen Zeitraum auf 1.735,5 Mio RE geschätzt worden war. Auch auf diesem Gebiet entsprechen die Zahlungen ungefähr den Vorausschätzungen und damit den kassenmäßigen Möglichkeiten.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

In Anwendung der geltenden Bestimmungen wurden die Mittel des Haushaltsjahres (3.510,1 Mio RE) (1) bis zur Höhe der bis zum 30. Juni 1974 gezahlten Vorschüsse gebunden. Anders als im vergangenen Haushaltsjahr dürften die Zahlstellen des EAGFL Ende 1973 keine großen Kassenbeträge mehr gehabt haben, was bedeutet, daß die 1974 zu zahlenden Vorschüsse den Ausgaben entsprechen müssen, die im Haushaltsjahr 1974 verbucht werden. Die endgültigen Verbuchungen eines Haushaltsjahres sind unter Zugrundelegung der von den Mitgliedstaaten gelieferten Unterlagen bis zum 31. März des folgenden Jahres vorzunehmen. Die Beträge, die vor dem genannten Zeitpunkt nicht verbucht werden können, werden als Übertragungen betrachtet und in Verlauf des folgenden Haushaltsjahrs abgerechnet.

(1) Nicht berücksichtigt sind die nach einem besonderen Schlüssel zu finanzierenden Wiedereinsetzungen sowie eine Mittelübertragung von 20 Mio RE zugunsten der Nahrungsmittelhilfe.

c) Vorausschätzungen

Wie aus den Abschnitten a) und b) auf Seite 9 hervorgeht, betrugen die zur Deckung der Ausgaben des Monats Juli bestimmten Vorschüsse zum 30. Juni rund 1.745 Mio RE. Hinzu kommen rund 17,8 Mio RE, die sich beim Abschluß des Haushaltsjahres 1973 im Besitz der ermächtigten Zahlstellen befanden und von diesen ausgezahlt wurden.

Auf der Sitzung des EAGFL-Ausschusses am 17. Juli 1974 haben die Mitgliedstaaten ihren Bedarf für die Monate August und September angemeldet. Er beläuft sich auf 242,1 Mio RE bzw. 269,6 Mio RE.

Nach einer neuen Schätzung der Dienststellen der Kommission, in der die Auswirkungen der Beschlüsse über das Rindfleisch schon berücksichtigt sind, steigt der Bedarf der Abteilung Garantie des EAGFL für das Haushaltsjahr 1974 auf 3.465 Mio RE. Dieser Betrag ist in den Haushaltsmitteln enthalten. Es ergibt sich daher folgender Stand:

zum 30. Juni gezahlte Vorschüsse (1.745 + 17,8)	1.762,8
Bedarf August	242,1
Bedarf September	269,6
Vorschüsse zur Deckung des Bedarfs zum 30. September (Zahlung am 31. August)	<u>2.274,5</u>

Nach der oben erwähnten Schätzung würde sich der Bedarf des letzten Vierteljahrs also auf 1.190 Mio RE oder eine durchschnittliche Ausgabe in den Monaten Oktober, November und Dezember in Höhe von 400 Mio RE ergeben.

AUSRICHTUNG

a) Kassennütziger Aspekt

Die Zahlungen der Abteilung Ausrichtung betreffen:

- Zeiträume vor 1971, für die die Mitgliedstaaten der Kommission ad-hoc-Beiträge zahlen, die außerhalb des in den Artikeln 31 bis 37 der Haushaltsordnung festgelegten Systems angefordert werden;
- Zeiträume nach 1971, deren Finanzierung im System der eigenen Mittel inbegriffen ist.

.../...

Für die Zeiträume vor 1971 leisten die Mitgliedstaaten periodisch auf Antrag der Kommission Zahlungen, die auf die geschuldeten früheren Beiträge angerechnet werden. Die letzte dieser Zahlungen in Höhe von 50 Mio RE wurde Ende 1973 vorgenommen. Eine zweite Mittelanforderung in gleicher Höhe wird noch vor Ende Juli ergehen. Im ersten Halbjahr 1974 wurden hierfür 21,4 Mio RE verausgabt. Der Stand zum 30. Juni 1974 ist folgender:

Abgeführte Beiträge	525,24 Mio RE
Geleistete Ausgaben	495,78 Mio RE
Verfügbar	29,46 Mio RE

Für die Zeiträume nach 1971 wurden 20,8 Mio RE ausschließlich zu Lasten der Übertragungen (Mittelbindungen vorhanden) verausgabt.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Bis jetzt wurden die Mittel des Haushaltsjahres weder verausgabt noch gebunden.

c) Vorausschätzungen

Die Ausgabenvorausschätzungen für das zweite Halbjahr sind folgende:

	Zeiträume vor 1971	Zeiträume nach 1971
- Einzelvorhaben	80 Mio RE	14 Mio RE
- Mittel für besondere Zwecke	-	24,4 Mio RE
- Gemeinsame Aktionen	-	31,4 Mio RE
	<u>80 Mio RE</u>	<u>69,8 Mio RE</u>

NAHRUNGSMITTELHILFE

a) Kassenmäßiger Aspekt

Die Zahlungen für die Maßnahmen der Nahrungsmittelhilfe betrugen zum 30. Juni 1974 58,95 Mio RE. In den Vorausschätzungen für den Kassenbedarf bis zum gleichen Zeitpunkt waren Ausgaben in Höhe von 67,5 Mio RE vorgesehen. Die Vorschüsse für den Monat Juli betrugen 6,5 Mio RE statt der vorgesehenen 15 Mio RE.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Wie beim EAGFL - Abteilung Garantie werden die Mittel des Haushaltsjahrs nach und nach in Höhe der von den Mitgliedstaaten gezahlten Vorschüsse gebunden. Die Verrechnung und endgültige Verbuchung erfolgt

.../...

später. Die zuständigen Dienststellen der Generaldirektion Landwirtschaft gehen bei dieser Verbuchung in der Weise vor, daß sie zuerst die ältesten Mittel (Übertragungen) verwenden. Die Tabelle auf Seite 13 zeigt, daß die übertragenen Mittel nunmehr erschöpft sind.

Da nach dem derzeitigen Stand der Dinge damit zu rechnen ist, daß die Mittel für die Nahrungsmittelhilfe nicht ausreichend sein werden, ist dem Rat ein Antrag auf Mittelübertragung zur Verstärkung der Mittel der Nahrungsmittelhilfe um 20 Mio RE zugeleitet worden.

c) Vorausschätzungen

Der Rhythmus der Zahlungen der Nahrungsmittelhilfe dürfte sich in den kommenden Monaten kaum ändern, da die einschlägigen Beschlüsse regelmäßig gefaßt und von nun an innerhalb sehr kurzer Fristen durchgeführt werden.

5. PAUSCHALERSTATTUNG IN HÖHE VON 10 % DER EIGENEN MITTEL

a) Kassenmäßiger Aspekt

Diese Zahlungen hängen von der Höhe der eigenen Mittel ab. Für sie gelten daher die gleichen Erwägungen wie für die eigenen Mittel, insbesondere bezüglich der Vorausschätzungen.

b) Haushaltsmäßiger Aspekt

Infolge der zeitlichen Verschiebung bei der Abführung der eigenen Mittel sowie des noch hinzukommenden Zeitraums bis zur Zahlung der 10 % an die Mitgliedstaaten (15 Tage bis zu einem Monat) belaufen sich die im ersten Halbjahr zu Lasten der Mittel des Haushaltsjahrs verbuchten Ausgaben auf 59,86 Mio RE. Sie betreffen die Feststellungen des ersten Vierteljahrs, von denen die im März festgestellten Beträge erst am 15. Mai abgeführt wurden. Zu Lasten der Übertragungen aus 1973 wurden 58,9 Mio RE verausgabt.

Wie unter a) ausgeführt, hängen diese Ausgaben eng mit der Erhebung der eigenen Mittel zusammen. Würden also die Einnahmenvorausschätzungen (siehe Abschnitt A.1.c)) tatsächlich über den ursprünglichen Vorausschätzungen liegen, so wäre eine Mittelüberschreitung bei Kapitel 29 die Folge.

Stand der Ausgaben zum 30. Juni 1974

in RE

	MITTEL		MITTELBINDUNGEN		ZAHLUNGEN		Ausführung in Prozent	
	Haushalts-jahr 1974	Übertragungen (1)	Haushalts-jahr 1974	Übertragungen (2)	Haushalts-jahr 1974	Übertragungen	e/a	f/b
	a	b	c	d	e	f	g	h
1. Verwaltungsausgaben und operationelle Ausgaben d. Kommission								
a) Titel 1 bis 4 und Kap. 98 und 99 (außer Kap. 29 und 33)	318.190.013	22.451.406	207.154.722	21.089.855	109.990.301	11.359.389	34,57%	50,60%
b) Sonstige Organe	79.833.320	5.675.423	- (3)	- (3)	38.010.386	- (3)	44,45% (4)	-
2. Forschungs- und Investitionsausgaben (Kapitel 33)	85.823.819	9.147.595	- (3)	- (3)	40.806.546	2.463.338	47,55%	26,93%
3. Europäischer Sozialfonds	327.800.000	261.976.321	66.416.476	221.263.989	1.410.902	48.682.939	0,43%	18,60%
4. EAGFL								
a) Garantie	3.510.100.000	684.849.734	1.744.800.000	684.849.734	1.744.780.000	(684.849.734) (5)	49,71% (5)	100,-%
b) Ausrichtung	325.000.000	178.002.465 (146.532.813) (6)	- (3)	168.349.004	- (3) (7)	20.843.898	-	6,42%
5. Nahrungsmittelhilfe	135.000.000	8.098.687	59.338.933	8.098.687	50.851.313	8.098.687	37,67%	100 %
6. 10 % der eigenen Mittel (Kapitel 29)	294.368.771	62.203.454	59.855.217	62.203.454	59.855.217	58.854.622	20,33%	94,62%
Finanzierung System Eigene Mittel insgesamt	5.076.115.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		
Aus Ad-hoc-Beiträgen finanzierte Ausgaben:								
- Restbetrag Garantie Zeitraum 1966/67	3.000.000	-	-	-	-	-		
- Arbeiter im Schwefelbergbau	350.000	-	-	-	-	-		
Gesamtbetrag	5.079.465.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		

(1) Nichtautomatische Übertragungen einbegriffen.

(2) Ausschließlich automatische Übertragungen.

(3) Angaben zur Zeit nicht verfügbar.

(4) Unter Zugrundelegung der Mittel des Haushaltsjahres und der Übertragungen berechneter Prozentsatz.

(5) Die Übertragungen EAGFL-Garantie der Spalte 6 entsprechen den den Zahlstellen vor Ende 1973 gezahlten und nicht abgerechneten Vorschüssen; der Betrag in der Rubrik "Zahlungen", Spalte "f" entspricht nicht den Zahlungen des Haushaltsjahres und ist in dem Gesamtbetrag der Spalte nicht enthalten.

(6) Die Übertragungen Ausrichtung aus 1972 sind in Klammern angegeben

(7) Die Zahlungen betreffen die Übertragungen aus 1972 und aus 1973.

STAND DER EINNAHMEN DES HAUSHALTSJAHRS 1974

zum 30.6.1974

Seite 14

(in RE)

- 1. Verschiedene Einnahmen
 - im Zusammenhang mit der Tätigkeit der EAG
 - sonstige
- 2. Umlagen EGKS
- 3. Beiträge EAG (Ergänzungsprogramme)
- 4. Zahlungen der Mitgliedstaaten
 - eigene Mittel 1973 (Oktober/Dezember)
 - Kassenvorschüsse (Dezember/Februar) 415.781.520
 - März: Kassenvorschüsse 94.189.117,-
 - eigene Mittel Januar 245.439.583,-
 - April: Kassenvorschüsse 96.467.645,-
 - eigene Mittel Februar 226.709.060,-
 - Mai: Kassenvorschüsse 98.345.800,-
 - eigene Mittel März 246.959.756,-
 - Juni: Kassenvorschüsse 0
 - eigene Mittel April 232.387.151,-
- Beiträge
- Kassenvorschüsse
- Eigene Mittel

Vorausgeschätzte Einnahmen	Erhebungen	Erhebungen in %
a	b	c
5.366.000	2.158.295 (1)	40,22 %
25.703.830	11.780.802 (2)	45,83 %
18.000.000	9.000.000	50 %
9.929.610	5.803.723	58,45 %
	621.361.109	
2.073.428.771		
2.943.687.712	704.784.082	33,99 %
	951.495.550	32,32 % (3)
5.076.115.923	2.306.383.561	
	2.196.007.537	
	110.376.024	

Ausgaben insgesamt (Seite - Spalte d+e)

Unterschiedsbetrag zum 30. Juni 1974

- (1) Nicht einbegriffen sind die verschiedenen Einnahmen der Gemeinsamen Kernforschungsstelle.
- (2) Nicht einbegriffen sind die verschiedenen Einnahmen der sonstigen Organe.
- (3) Der geringe Prozentsatz ist auf die zeitliche Verschiebung bei der Abführung der eigenen Mittel zurückzuführen. Nach der derzeitigen Entwicklung ist jedoch mit einer Überschreitung der ursprünglichen Vorausschätzungen zu rechnen.

AUFGLIEDERUNG DER VERWALTUNGS-AUSGABEN DER KOMMISSION

Seite 15

Stand zum 30.6.1974

	Mittel des Haushaltsjahrs	Mittelbindun- gen	% b/a	Zahlungen	% c/a
	a	b		c	d
Titel 1 <u>Ausgaben für das Personal des Organs (1)</u>	160.278.400	134.347.629	83,82 %	72.449.199	45,20 %
Titel 2 <u>Gebäude, Material und verschie- dene Sachausgaben (ohne Kapi- tel 29)</u>	55.437.213	30.924.423	55,78 %	15.926.543	28,73 %
Titel 3 <u>Ausgaben im Zusammenhang mit der Durchführung spezifischer Auf- gaben durch das Organ (ohne Ka- pitel 33) (2)</u>	32.100.500	2.261.294	7,04 %	805.104	2,51 %
Titel 4 <u>Beihilfen, Zuschüsse und Zu- wendungen</u>	48.231.000	42.068.881	87,22 %	20.810.019	43,15 %
Titel 1 bis 4 insgesamt	296.047.113	209.602.227	70,80 %	109.990.865	37,15 %

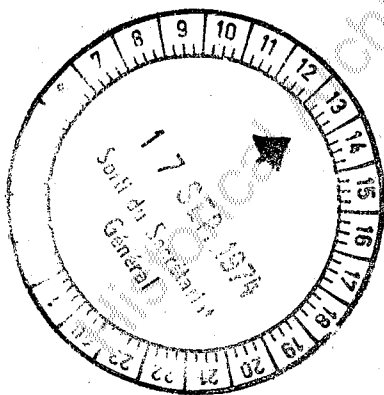
- (1) Der Prozentsatz der Mittelbindungen im Verhältnis zu den Mitteln des Haushaltsjahrs hängt von den vorläufigen Mittelbindungen ab.
- (2) Titel 3 enthält Mittel in Höhe von 25 Mio RE für die Vorhaben der Gemeinschaft auf dem Kohlenwasserstoffsektor. Ohne diesen Betrag, der noch nicht gebunden worden ist, betrügen die Sätze bei Titel 3 31,85 % bzw. 11,34 %.

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

SEC(74) 3271 def.

Bruxelles, 11 settembre 1974

RELAZIONE SULL'ESECUZIONE DEL BILANCIO PREVISTA DALL'ARTICOLO 35
DEL REGOLAMENTO FINANZIARIO DEL 25.4.1973
SITUAZIONE GENERALE DELLE ENTRATE E DELLE SPESE AL 30 GIUGNO 1974



RELAZIONE SULL'ESECUZIONE DEL BILANCIO PREVISTA DALL'ARTICOLO 35 DEL
REGOLAMENTO FINANZIARIO DEL 25.4.1973

SITUAZIONE GENERALE DELLE ENTRATE E DELLE SPESE AL 30 GIUGNO 1974

Il presente documento, riguardante il primo semestre dell'esercizio 1974, si basa sulle disposizioni dell'articolo 35 del regolamento finanziario. Non si tratta quindi di un documento a carattere finanziario, dato che si prefigge principalmente di fornire un panorama completo dell'esecuzione delle spese e delle entrate nel corso di un esercizio.

E' opportuno sottolineare a questo riguardo che la parte "a) Aspetto di tesoreria" di ciascuna rubrica della presente relazione si riferisce in special modo al sistema di copertura del fabbisogno di tesoreria delle Comunità di cui agli articoli 31-37 del regolamento finanziario; in questa parte, le valutazioni mensili presentate dalla Commissione a sostegno delle richieste di fondi sono confrontate con i risultati effettivi della gestione.

Tuttavia, la struttura attualmente prescelta cerca di distinguere, per quanto possibile, per ciascuna delle grandi masse di spese, problemi che riguardano:

- la situazione di bilancio, mediante l'analisi dell'utilizzazione degli stanziamenti dell'esercizio e dei riporti dall'esercizio precedente (parte b) di ciascuna rubrica;
- il possibile andamento delle spese e delle entrate, tenendo conto degli importi iscritti nel bilancio e del ritmo di utilizzazione dei vari stanziamenti o della riscossione delle entrate (parte c) di ciascuna rubrica.

A pag. 13, 14 e 15 figurano tabelle che riportano rispettivamente:

- la situazione dell'esecuzione dell'esercizio 1974 al 30 giugno 1974;
- la situazione delle entrate dell'esercizio 1974 al 30 giugno 1974;
- la ripartizione particolareggiata delle spese amministrative della Commissione - situazione al 30 giugno 1974.

A. ENTRATE

1. RISORSE PROPRIE

a) Aspetto di tesoreria

Le spese di un esercizio, dal punto di vista della tesoreria, vengono parzialmente coperte mediante le risorse proprie accertate a decorrere dal mese di ottobre dell'esercizio precedente (versate alla Commissione in dicembre) fino al mese di settembre dell'esercizio in questione (versate alla Commissione nel mese di novembre). Per il 1974, è stata versata a titolo di risorse proprie per il periodo ottobre-dicembre 1973 una somma di 621,4 milioni di UC e un'altra somma di 951,5 milioni di UC a titolo di quelle del periodo gennaio-aprile 1974, per un totale di 1.572,9 milioni di UC. Il 25 aprile 1974, data di elaborazione della previsione del fabbisogno di tesoreria delle Comunità sino alla fine del giugno 1974, le risorse proprie incassate in quel periodo vi figuravano per un totale di 1.093,5 milioni di UC; questa somma non poteva quindi tener conto delle risorse proprie accertate nel marzo (247 milioni di UC) e nell'aprile (232,4 milioni di UC), che sono state versate rispettivamente il 15.5 e il 15.6.1974.

b) Aspetto di bilancio

Come previsto dalla vigente regolamentazione, le risorse proprie sono versate con un certo ritardo rispetto all'accertamento; al momento della redazione della presente relazione, i servizi della Commissione avevano ricevuto unicamente i dati riguardanti gli accertamenti fino al mese di aprile. I risultati di questo periodo sono i seguenti:

	Previsioni del l'esercizio	Risultati (accert. al 30.4.1974)
Riscossioni di dazi doganali (1)	Milioni di UC 9545	Milioni di UC 3604,4
Dazi doganali versati	M di UC 2489,5	M di UC 843,5
Prelievi agricoli	M di UC 301,9	M di UC 75,9
Contributi zucchero	M di UC 152,3	M di UC 32,1
	M di UC 2943,7	M di UC 951,5 (2)

Dal punto di vista del bilancio, è opportuno osservare che il sensibile aumento delle riscossioni doganali di taluni Stati membri potrebbe dar luogo in tali Stati ad una riscossione di risorse proprie superiore al valore della parte relativa.

Come segnalato nella relazione del 31.3.1974, questa situazione esiste già per il Regno Unito e per l'Irlanda; essa risulta dal livello molto elevato delle riscossioni doganali, che comprendono anche diritti di natura fiscale. Il regolamento finanziario prevede che i versamenti mensili di detti Stati membri vengano limitati all'importo risultante dall'applicazione della parte relativa alla massa delle spese previste per il mese in questione. Si ricorda inoltre che nel 1974 le risorse proprie dei tre nuovi Stati membri da riscuotere sono comunque dovute solo a concorrenza del 56%.

- c) Le entrate relative ai primi quattro mesi dell'esercizio mostrano scarti abbastanza sensibili fra le previsioni e le entrate effettive.

.../...

(1) I dazi doganali riscossi dagli Stati membri non sono versati integralmente.

(2) Questo importo, aggiunto ai 621,4 milioni di UC provenienti dall'esercizio 1973 (versati per il finanziamento del 1974), costituisce la somma di 1.572,9 milioni di UC di cui al punto A.1.a).

Se si prende come riferimento il ritmo degli accertamenti mensili dei due anni precedenti, si osserva che la maggior parte degli Stati membri sta realizzando riscossioni più elevate del previsto; non tenendo conto del Regno Unito e dell'Irlanda, i cui versamenti non sono vincolati alla riscossione, le entrate medie raggiungono il 115% circa delle previsioni. Questo incremento dipende essenzialmente dall'attuale pressione inflazionistica e dall'aumento del consumo in taluni paesi. Si può prevedere che l'incremento delle riscossioni continuerà ad accentuarsi durante l'esercizio, poiché non sembra che la crisi energetica della fine del 1973 abbia influito interamente sui prezzi delle merci nei primi mesi del presente esercizio.

Per quanto riguarda invece i prelievi agricoli, le esperienze dei primi quattro mesi dell'anno rivelano risultati completamente opposti. Le riscossioni complessive dei prelievi agricoli sono in diminuzione (76% delle previsioni iscritte nel bilancio per lo stesso periodo) e gli scarti fra gli Stati membri sono considerevoli rispetto ai tassi indicati. La base di riferimento indicata al primo comma precedente non può tuttavia essere presa in considerazione per previsioni a carattere mensile nel settore agricolo, in cui le ripercussioni delle fluttuazioni dei prezzi mondiali, della produzione ed anche della situazione monetaria sono talmente forti da incidere considerevolmente già a livello della previsione annua. I servizi della Commissione ritengono tuttavia che, prescindendo dalla situazione relativa di ciascuno Stato membro, nel

secondo semestre dovrebbe registrarsi un aumento delle riscossioni agricole.

Quanto ai contributi zucchero, si prevede che i contributi alla produzione ammonteranno soltanto al 25% delle previsioni, data l'attuale penuria.

Riassumendo, al momento attuale si può ritenere che le riscossioni di dazi doganali saranno più elevate del 15% circa, i prelievi agricoli dovrebbero essere riscossi solo nella misura dell'80-85% delle previsioni e i contributi zucchero del 60-65% delle previsioni.

Poiché non sono presi in considerazione gli Stati membri che versano risorse proprie a concorrenza della parte relativa applicata alle spese, per quanto riguarda gli altri sette Stati membri, è lecito prevedere che il totale dei versamenti delle risorse proprie supererà di circa 150 milioni di UC le previsioni.

2. CONTRIBUTI

Come già precisato nella relazione del 31.3.1974, i contributi finanziari degli Stati membri vengono versati mensilmente sotto forma di anticipi di tesoreria complementari al versamento delle risorse proprie, in applicazione del sistema di copertura del fabbisogno di tesoreria delle Comunità europee, di cui agli articoli 31-37 del regolamento finanziario del 25.4.1974.

Le precedenti osservazioni sull'elevato livello delle riscossioni e sulla lentezza del ritmo delle spese, spiegano la bassissima percentuale di utilizzazione dei contributi; infatti, al 30 giugno 1974 (copertura del fabbisogno al 31.7.1974), i versamenti effettuati dagli Stati membri ammontavano solo a circa 704 milioni di UC contro i 2.073 previsti per l'esercizio. Inoltre, la somma indicata è servita a coprire anche le spese su riporti che ammontavano a circa 150 milioni di UC.

ALTRE ENTRATE

Visto che gli importi in questione sono modesti e che la riscossione dei contributi versati secondo criteri particolari è sicura, non c'è motivo per rivedere le previsioni in materia.

La parte del prelievo CECA destinata al bilancio comunitario è stata riscossa al 100% (9 milioni di UC - primo semestre, 18 milioni di UC per l'anno).

Per quanto riguarda i contributi degli Stati membri ai programmi complementari di ricerca e di investimenti al 30.6.1974, sono stati versati 5,8 milioni di UC a titolo del 7/12 dell'esercizio. Uno Stato membro che non ha ancora versato il suo contributo dovrà corrispondere gli interessi di mora in applicazione dell'articolo 34 del regolamento finanziario; questa disposizione è stata peraltro applicata nel 1974 ad altri Stati membri che hanno versato la loro quota in ritardo rispetto ai termini previsti.

L'ammontare delle entrate varie della Commissione, al 30.6.1974, è di 13,94 milioni di UC, di cui 2,16 riguardano quelle connesse con le attività della CEEA.

B. SPESE

1. SPESE AMMINISTRATIVE ED OPERAZIONALI

a) Aspetto di tesoreria

I pagamenti effettuati dalla Commissione al 30.6.1974 per i titoli 1-4 del bilancio ammontano a 110 milioni di UC sugli stanziamenti dell'esercizio ed a 11,4 milioni di UC per i riporti; il fabbisogno al 30.6.1974, valutato dalla Commissione in aprile, era di 116,3 milioni di UC per il complesso delle spese; gli anticipi alle altre istituzioni, valutati nello stesso periodo a 38,8 milioni di UC, sono stati versati in ragione di 38,1 milioni di UC. Quanto precede dimostra che la prassi consistente nel tenere conto di una

mensilità supplementare per queste valutazioni e per questo tipo di spese è risultata oltremodo utile in quanto, nonostante quest'ultima, il fabbisogno effettivo ha lievemente superato le previsioni.

b) Aspetto di bilancio

Gli stanziamenti dell'esercizio per i titoli 1-4 ammontano, tenendo conto di taluni storni effettuati e per quanto riguarda la Commissione, a 296 milioni di UC; questo importo non comprende né i capitoli 29 e 33 né gli stanziamenti non assegnati e gli stanziamenti di riserva (capitoli 98 e 99), ossia 22,3 milioni di UC. Gli impegni al 30.6.1974 sono di 209,6 milioni di UC. Quanto ai pagamenti al 30.6.1974, il coefficiente di utilizzazione più elevato, registrato in passato, è quello del titolo 1 "Spese concernenti le persone facenti parte dell'istituzione" e del titolo 4 "Aiuti, sovvenzioni e partecipazioni" (cfr. tabella pag. 15).

Per le spese relative al capitolo 33, la previsione del mese di aprile per la copertura del fabbisogno di tesoreria al 30.6.1974 è praticamente uguale (40,2 milioni di UC) all'esecuzione (40,8 milioni di UC); anche in questo caso vale il principio di una mensilità supplementare.

c) Previsioni

Per il titolo 1, l'utilizzazione per i pagamenti è pari al 45,20% per il primo semestre: ciò consente di prevedere, tenuto conto delle assunzioni che verranno effettuate nel secondo semestre e della revisione delle retribuzioni, un tasso d'utilizzazione molto vicino al 100%; per i titoli 2 e 3, il ritmo delle spese, che generalmente è lento all'inizio dell'esercizio, è progredito nel secondo trimestre (cfr. nota 2 in calce alla tabella di pagina 15); questa progressione dovrebbe persistere nel 2° semestre, benché non sia possibile formulare previsioni sugli stanziamenti destinati ai

progetti comunitari nel settore degli idrocarburi, che rappresentano l'80% circa delle dotazioni del titolo 3. Infine, dei 48 milioni di UC di stanziamenti del titolo 4, 35,6 milioni di UC sono riservati alle sovvenzioni alle popolazioni vittime di catastrofi, di cui 33,6 sono stati impegnati e 13,6 spesi al 30.6; quanto al resto, 9 milioni di UC sono destinati alle Scuole europee e spesi nella misura del 50% al 30.6. Complessivamente, si può giudicare attualmente normale l'utilizzazione di questi stanziamenti.

2. SPESE DEL FONDO SOCIALE EUROPEO

a) Aspetto di tesoreria

Le previsioni delle spese al 30.6 valutavano a 100 milioni di UC il fabbisogno del Fondo sociale europeo; i pagamenti eseguiti ammontavano invece a circa 50 milioni di UC, praticamente senza aver subito modifiche durante il secondo trimestre. Il pagamento di una somma di circa 27 milioni di UC prevista per questo periodo è ancora sotto controllo; il pagamento di un'altra somma di circa 20 milioni di UC sarà effettuato nei prossimi giorni. L'esecuzione di queste ultime operazioni, prevista entro giugno, è stata nuovamente ritardata dalla lentezza con la quale gli interessati presentano la loro domanda alla Direzione generale degli Affari sociali.

b) Aspetto di bilancio

I pagamenti effettuati nel primo semestre si suddividono nel modo seguente: 1,41 milioni di UC su stanziamenti dell'esercizio, 48,68 milioni di UC su riporti.

c) Previsioni

Per quanto riguarda il livello dei pagamenti per il resto dell'esercizio, si prevede di utilizzare al massimo gli stanziamenti riportati. La loro utilizzazione dipende unicamente dalla rapidità con la quale vengono presentate le domande di pagamento; i servizi competenti della Direzione generale degli Affari sociali hanno rivolto

una nuova richiesta agli Stati membri affinché vengano prese tutte le necessarie disposizioni per utilizzare la maggior parte degli stanziamenti riportati.

3. F.E.A.O.G.

GARANZIA

a) Aspetto di tesoreria

Gli anticipi versati fino al 30.6.1974, cioè 1.744,8 milioni di UC, coprono anche il fabbisogno di luglio dei servizi e degli organismi pagatori del F.E.A.O.G. Per lo stesso periodo i servizi della Commissione avevano valutato il fabbisogno a 1.735,5 milioni di UC; anche in questo settore il pagamento corrisponde quasi perfettamente alle previsioni e quindi alle possibilità di tesoreria.

b) Aspetto di bilancio

In applicazione della vigente regolamentazione, gli stanziamenti dell'esercizio, pari a 3.510,1 milioni di UC (1) sono stati impegnati a concorrenza degli anticipi concessi al 30.6.1974. Contrariamente a quanto era stato accertato durante l'esercizio trascorso, gli organismi pagatori del F.E.A.O.G. non dovrebbero aver avuto somme rilevanti nella loro tesoreria alla fine del 1973. Ciò significa che gli anticipi concessi nel 1974 devono corrispondere alle spese che saranno contabilizzate durante lo stesso esercizio. Le imputazioni definitive relative ad un dato esercizio sono effettuate, sulla base di elementi forniti dagli Stati membri, fino al 31 marzo dell'anno successivo. Le somme che non possono essere imputate prima della data citata, vengono considerate riporti e regolarizzate durante l'esercizio successivo.

.../...

(1) Non tenendo conto delle reiscrizioni da finanziare secondo un criterio particolare né di uno storno di 20 milioni di UC a favore degli aiuti alimentari.

c) Previsioni

Come riportato ai punti a) e b) di pag. 9, gli anticipi concessi al 30.6.1974, che coprono le spese di luglio, ammontano a circa 1.745 milioni di UC ai quali si aggiungono, dal punto di vista dei pagamenti effettuati dagli organismi abilitati, circa 17,8 milioni di UC in possesso di tali organismi alla fine dell'esercizio 1973.

In occasione del Comitato del F.E.A.O.G. del 17 luglio 1974, gli Stati membri hanno presentato il loro fabbisogno per i mesi di agosto e settembre, che ammonta rispettivamente a 242,1 milioni di UC e a 269,6 milioni di UC.

Una recente stima dei servizi della Commissione, che tiene conto delle ripercussioni delle decisioni relative alla carne bovina, fa ammontare a 3.465 milioni di UC il fabbisogno della sezione Garanzia del F.E.A.O.G. per l'esercizio 1974, importo che rientra negli stanziamenti iscritti in bilancio. Da quanto precede risulta:

anticipi concessi (1.745 + 17,8) al 30.6	1.762,8
fabbisogno agosto	242,1
fabbisogno settembre	269,6
anticipi per la copertura del fabbisogno al 30.9 (versamento al 31.8)	<u>2.274,5</u>

Il fabbisogno dell'ultimo trimestre per raggiungere l'importo della suddetta stima sarebbe quindi di 1.190 milioni di UC, pari ad una spesa media per i mesi di ottobre, novembre e dicembre di circa 400 milioni di UC.

ORIENTAMENTO

a) Aspetto di tesoreria

I pagamenti della sezione Orientamento riguardano:

- periodi precedenti al 1971, per i quali gli Stati membri versano alla Commissione contributi "ad hoc" richiesti al di fuori del sistema instaurato dagli articoli 31-37 del regolamento finanziario;
- periodi successivi al 1971, per i quali il finanziamento è compreso nel sistema delle risorse proprie.

Per i periodi successivi al 1971, sono stati presi unicamente sui riporti (impegni esistenti) 20,8 milioni di UC.

b) Aspetto di bilancio

Attualmente non è stato speso né impegnato alcun importo sugli stanziamenti dell'esercizio.

c) Previsioni

Per il secondo semestre si prevedono le seguenti spese:

	Periodi precedenti al 1971	Periodi successivi al 1971
- Progetti individuali	80 milioni di UC	14 milioni di UC
- Misure particolari	—	24,4 milioni di UC
- Azioni comuni	—	31,4 milioni di UC
	80 milioni di UC	69,8 milioni di UC

4. AIUTI ALIMENTARI

a) Aspetto di tesoreria

I pagamenti per le operazioni relative agli aiuti alimentari ammontano a 58,95 milioni di UC al 30.6.1974, mentre alla stessa data le previsioni del fabbisogno di tesoreria davano una spesa di 67,5 milioni di UC. Gli anticipi per il mese di luglio sono stati di 6,5 milioni di UC invece dei 15 milioni di UC previsti.

b) Aspetto di bilancio

Analogamente al F.E.A.O.G. - Garanzia, gli stanziamenti dell'esercizio sono impegnati man mano che vengono concessi gli anticipi agli Stati membri e vengono regolarizzati e definitivamente imputati solo in un secondo tempo. I servizi competenti della Direzione generale dell'Agricoltura procedono a tali imputazioni utilizzando in priorità gli stanziamenti più vecchi (riporti); dalla tabella di pag. 13 risulta che i riporti sono ora esauriti.

All'attuale stadio si prevede un'insufficienza degli stanziamenti per gli aiuti alimentari; a tal fine è stata recentemente trasmessa

al Consiglio una proposta di storno destinata ad aumentare di 20 milioni di UC gli stanziamenti per gli aiuti alimentari.

c) Previsioni

Durante i prossimi mesi il ritmo dei pagamenti relativi agli aiuti alimentari dovrebbe rimanere sostenuto; le decisioni in materia vengono infatti prese con regolarità e vengono ormai attuate in brevissimo tempo.

5. RIMBORSO FORFETTARIO DEL 10% DELLE RISORSE PROPRIE

a) Aspetto di tesoreria

Questi pagamenti sono connessi con il livello della riscossione delle risorse proprie; valgono le stesse considerazioni, in particolare per quanto riguarda le previsioni.

b) Aspetto di bilancio

Dato il ritardo nel versamento delle risorse proprie e quello supplementare per il pagamento del 10% agli Stati membri (da 15 giorni a un mese), le spese imputate durante il primo semestre sugli stanziamenti dell'esercizio ammontano a 59,86 UC; esse riguardano gli accertamenti del primo trimestre, fra le quali quelle di marzo sono state versate solo il 15 maggio. Una somma di 58,9 milioni di UC è stata spesa sui riporti del 1973.

Come è stato precisato sub a), queste spese sono intimamente connesse con la riscossione delle risorse proprie; pertanto, se le previsioni di entrate (cfr. punto A.1. c)) sono effettivamente superiori alle previsioni iniziali, ne risulterà un supero degli stanziamenti per quanto riguarda il capitolo 29.

1. Spese amministrative ed operazionali della Commissione
a) Titoli 1-4 e capitoli 98 e 99 (capitoli 29 e 33 esclusi)

b) Altre istituzioni

2. Spese di ricerca e d'investimento (capitolo 33)

3. Fondo sociale europeo

4. F.E.A.O.G.

a) Garanzia

b) Orientamento

5. Aiuti alimentari

6. 10% risorse proprie (capitolo 29)

Totale finanziamento sistema risorse proprie

Spese finanziate mediante contributi "ad hoc":

- saldo Garanzia periodo 1966/67

- lavoratori miniere di zolfo

T o t a l e generale

STANZIAMENTI		IMPEGNI		PAGAMENTI		Percentuale d'esecuzione	
dell'esercizio	riporti(1)	esercizio	riporti (2)	esercizio	riporti	e /a	f/b
a	b	c	d	e	f	g	h
318.190.013	22.451.406	207.154.722	21.039.855	109.990.301	11.359.389	34,57%	50,60%
79.833.320	5.675.423	- (3)	- (3)	38.010.386	- (3)	44,45%(4)	-
85.823.819	9.147.595	- (3)	- (3)	40.805.546	2.463.338	47,55%	26,93%
327.800.000	261.976.321	66.416.476	221.263.989	1.410.902	48.682.938	0,43%	13,50%
3.510.100.000	684.849.734	1.744.800.000	684.849.734	1.744.780.000	(684.849.734)(5)	49,71%(5)	100,00%
325.000.000	178.002.465	- (3)	168.349.004	- (3)(7)	20.843.898	-	6,42%
(146.532.813)(6)							
135.000.000	8.098.687	59.338.933	8.098.687	50.851.313	8.098.687	37,67%	100%
294.368.771	62.203.454	59.855.217	62.203.454	59.855.217	58.854.622	20,33%	11,42%
5.076.115.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		
3.000.000	-	-	-	-	-		
350.000	-	-	-	-	-		
5.079.465.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		

- (1) Comprende i riporti non automatici
(2) Unicamente riporti automatici
(3) Dati non disponibili attualmente
(4) Percentuale calcolata sugli stanziamenti dell'esercizio e sui riporti

- (5) I riporti F.E.A.O.G.-Garanzia della colonna 6 corrispondono agli anticipi concessi agli organismi entro il 1973 e non liquidati; il loro valore nella rubrica "pagamenti", colonna "f" non corrisponde a pagamenti dell'esercizio e non è riportato nel totale della colonna

- (6) La somma fra parentesi rappresenta i riporti Orientamento del 1972

- (7) I pagamenti riguardano sia i riporti del 1972 sia quelli del 1973

SITUAZIONE DELLE ENTRATE DELL'ESERCIZIO 1974

(al 30.6.1974)

in UC

1. Entrate varie:

- connesse con le attività della CEEA
- altre

2. Prelievi C.E.C.A.

3. Contributi C.E.E.A. (programmi complementari)

4. Versamenti degli Stati membri:

- Risorse proprie 1973 (ottobre/dicembre)
- anticipi di tesoreria (dicembre/febbraio) 415.781.520
- marzo: anticipi di tesoreria 94.189.117.-
- risorse proprie gennaio 245.439.583.-
- aprile: anticipi di tesoreria 96.467.645.-
- risorse proprie febbraio 226.709.060.-
- maggio: anticipi di tesoreria 98.345.800.-
- risorse proprie marzo 246.959.756.-
- giugno: anticipi di tesoreria 0
- risorse proprie aprile 232.387.151.-

Contributi

Anticipi di tesoreria

Risorse proprie

Entrate previste	Riscossioni	% di riscossione
a	b	c
5.366.000	2.158.295 (1)	40,22 %
25.703.830	11.780.802 (2)	45,83 %
18.000.000	9.000.000	50 %
9.929.610	5.803.723	58,45 %
	621.361.109	
2.073.428.771		
	704.784.082	33,99 %
2.943.687.712	951.495.550	32,32 % (3)
5.076.115.923	2.306.383.561	
	2.196.007.537	
	110.376.024	

T o t a l e spese (pag. - colonna d+e)

Differenza al 30 giugno 1974

(1) Non tiene conto delle entrate varie del C.C.R.

(2) Non tiene conto delle entrate varie delle altre istituzioni

(3) La bassa percentuale è dovuta al ritardo con il quale sono versate le risorse proprie; viceversa, le attuali tendenze fanno prevedere un superamento delle previsioni iniziali.

DETTAGLIO DELLE SPESE AMMINISTRATIVE DELLA COMMISSIONE

Situazione al 30.6.1974

	Stanziamenti dell'esercizio	Impegni	% b/a	Pagamenti	% c/a
	a	b		c	d
Titolo 1 <u>Spese concernenti le persone facenti parte dell'istituzione (1)</u>	160.278.400	134.347.629	83,82 %	72.449.199	45,20 %
Titolo 2 <u>Immobili, materiale e spese varie di funzionamento (capitolo 29 escluso)</u>	55.437.213	30.924.423	55,78 %	15.926.543	28,73 %
Titolo 3 <u>Spese risultanti dall'esercizio da parte dell'istituzione di missioni specifiche (capitolo 33 escluso) (2)</u>	32.100.500	2.261.294	7,04 %	805.104	2,51 %
Titolo 4 <u>Aiuti, sovvenzioni e partecipazioni</u>	43.231.000	42.068.881	87,22 %	20.810.019	43,15 %
T o t a l e dei titoli 1-4	296.047.113	209.602.227	70,80 %	109.990.865	37,15 %

- (1) La percentuale degli impegni rispetto agli stanziamenti dell'esercizio dipende dagli impegni provvisori.
- (2) Il titolo 3 comprende uno stanziamento di 25 milioni di U.C. per i progetti comunitari nel settore della esplorazione degli idrocarburi; senza questo importo, che non è ancora stato impegnato, le percentuali indicate al titolo 3 diventano rispettivamente 31,85% e 11,34%.

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

SEC(74) 3271 def.

Brussel, 11 september 1974

VERSLAG OVER DE UITVOERING VAN DE BEGROTING ZOALS

BEDOELD IN ARTIKEL 35 VAN HET FINANCIËEL

REGLEMENT VAN 25.4.1973

ALGEMEENE TOESTAND VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN

PER 30 JUNI 1974

VERSLAG OVER DE UITVOERING VAN DE BEGROTING ZOALS
BEDOELD IN ARTIKEL 35 VAN HET FINANCIËEL
REGLEMENT VAN 25.4.1973

ALGEMENE TOESTAND VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
PER 30 JUNI 1974

Het onderhavige document, dat betrekking heeft op het eerste halfjaar van het begrotingsjaar 1974, is gebaseerd op de bepalingen van artikel 35 van het financieel reglement. Het is dus geen document van budgettaire aard, want het hoofddoel is een volledig beeld te geven van de uitvoering van de begroting (uitgaven en ontvangsten) in de loop van een begrotingsjaar.

In dit verband zij erop gewezen dat het gedeelte "a) Kasaspect" van elke rubriek van dit verslag meer in het bijzonder betrekking heeft op het in de artikelen 31 tot en met 37 van het financieel reglement omschreven stelsel tot dekking van de kasbehoeften van de Gemeenschappen; in dit gedeelte worden de maandelijkse ramingen waarop de Commissie zich baseerde voor het afroepen van stortingen, vergeleken met de daadwerkelijke resultaten van het beheer.

Tevens wordt getracht voor zover mogelijk voor elke hoofdcategorie uitgaven een beeld te schetsen van :

- de begrotingssituatie, door middel van een onderzoek van het gebruik van de kredieten van het begrotingsjaar en van de van het vorige begrotingsjaar overgedragen kredieten (gedeelte b) van elke rubriek);
- de te verwachten ontwikkeling van de uitgaven en ontvangsten, in verband met de in de begroting opgenomen bedragen met het tempo waarin de verschillende kredieten worden gebruikt en de ontvangsten worden geïnd (gedeelte c) van elke rubriek).

Op bladzijden 13, 14 en 15 treft men tabellen aan betreffende respectievelijk :

- de stand van de uitgaven van het begrotingsjaar 1974 per 30 juni 1974;
- de stand van de ontvangsten van het begrotingsjaar 1974 per 30 juni 1974;
- nader gespecificeerd de administratieve uitgaven van de Commissie - stand per 30 juni 1974.

A. ONTVANGSTEN

1. EIGEN MIDDELEN

a) Kasaspect

De dekking van de uitgaven van een begrotingsjaar geschiedt voor wat het kasaspect betreft gedeeltelijk met de eigen middelen welke worden vastgesteld van oktober van het voorgaande begrotingsjaar (aan de Commissie overgemaakt in december) tot september van het lopende begrotingsjaar (aan de Commissie overgemaakt in november). Voor 1974 is een bedrag van 621,4 miljoen r.e. gestort uit hoofde van de eigen middelen voor de periode oktober/december 1973 en van 951,5 miljoen r.e. uit hoofde van die van de periode januari/april 1974, dat is 1.572,9 miljoen r.e. in totaal. In de raming van 25 april 1974 van de kasbehoeften van de Gemeenschappen tot eind juni 1974 staat voor de geïnde eigen middelen het bedrag van 1.093,5 miljoen r.e. vermeld; in dit bedrag konden dus niet zijn begrepen de in maart (247 miljoen r.e.) en april (232,4 miljoen r.e.) vastgestelde eigen middelen, die respectievelijk op 15.5 en 15.6.1974 zijn gestort.

b) Begrotingsaspect

Krachtens de geldende regeling worden de eigen middelen pas enige tijd na hun vaststelling overgemaakt; bij de opstelling van dit verslag hadden de diensten van de Commissie nog slechts de gegevens betreffende de vaststellingen tot en met april ontvangen.

.../...

De resultaten over deze periode zijn als volgt :

	Ramingen over het begrotingsjaar	Resultaten (vastgesteld op 30.4.1974)
Geïnde douanerechten (1)	9545 miljoen r.e.	3604,4 miljoen r.e.
Overgemaakte douanerechten	2489,5 miljoen r.e.	843,5 miljoen r.e.
Landbouwheffingen	301,9 miljoen r.e.	75,9 miljoen r.e.
Bijdragen suiker	152,3 miljoen r.e.	32,1 miljoen r.e.
	2943,7 miljoen r.e.	951,5 miljoen r.e. (2)

Voor wat betreft het begrotingsaspect dient te worden vastgesteld dat de belangrijke toeneming van de douane-inningen voor bepaalde lid-staten tot gevolg kan hebben, dat een groter bedrag aan eigen middelen wordt geïnd dan hun aandeel belooft.

Zouls werd vermeld in het verslag per 31.3.1974, is dit reeds het geval voor het Verenigd Koninkrijk en Ierland; dit is het gevolg van het zeer hoge niveau van de geïnde douanerechten die ook rechten van fiscale aard omvatten. Het financieel reglement bepaalt dat de maandelijksse stortingen van deze lid-staten beperkt dienen te blijven tot hun aandeel in de voor de maand in kwestie geraamde totale uitgaven. Er zij voorts aan herinnerd dat de drie nieuwe lid-staten in 1974 in elk geval slechts 56 % van de geïnde eigen middelen verschuldigd zijn.

- c) De ontvangsten van de eerste vier maanden van het begrotingsjaar geven vrij aanzienlijke verschillen met de ramingen te zien.

.../...

- (1) De door de lid-staten geïnde douanerechten worden niet integraal overgemaakt.
- (2) Dit bedrag gevoegd bij de van het begrotingsjaar 1973 afkomstige 621,4 miljoen r.e. (gestort voor de financiering van 1974) vormt de in punt A.1.a) genoemde som van 1.572,9 miljoen r.e.

Als men de maandelijkse vaststellingen van de twee voorgaande jaren als referentiebasis neemt, ziet men dat de meeste lid-staten een hoger bedrag aan douanerechten innen dan geraamd; afgezien van het Verenigd Koninkrijk en Ierland waarvan de stortingen niet in verband staan met de geïnde douanerechten, vormen de gemiddelde vaststellingen $\pm 115\%$ van de ramingen. Deze toeneming dient hoofdzakelijk te worden toegeschreven aan de huidige inflatie en aan de groei van de consumptie in bepaalde landen. Het is zelfs te verwachten dat het bedrag van de geïnde douanerechten in de loop van het begrotingsjaar nog meer zal stijgen, want de gevolgen van de energiecrisis van eind 1973 lijken in de eerste maanden van het begrotingsjaar nog niet volledig in de goederenprijzen te hebben doorgewerkt.

Voor de landbouwheffingen daarentegen leverden de eerste vier maanden van het jaar volkomen tegengestelde resultaten op. Over het geheel genomen daalt het aan landbouwheffingen geïnde bedrag (76% van de op de begroting geraamde bedragen herleid tot dezelfde periode) en de mate waarin de geïnde bedragen afwijken van de geraamde bedragen verschilt aanzienlijk van land tot land. De in de eerste alinea hierboven aangegeven referentiebasis kan echter niet worden gebruikt voor maandelijkse ramingen op het gebied van de landbouw, waar de repercussies van de schommelingen van de wereldmarktprijzen, de produktie en zelfs de monetaire situatie zo belangrijk zijn dat zij reeds bij jaarramingen sterk van invloed zijn. De diensten van de Commissie zijn echter van mening dat er in het tweede halfjaar een stijging van de landbouwheffingen kan worden verwacht, de relatieve situatie van elke lid-staat afzonderlijk niet in aanmerking genomen.

.../...

Verwacht wordt dat de bijdragen uit hoofde van de suikerproductie wegens het huidige tekort slechts 25 % van de ramingen zullen belopen.

Samenvattend luidt de verwachting dus dat er ongeveer 15 % meer aan douanerechten zal worden geïnd, de landbouwheffingen slechts 80/85 % van de ramingen zullen belopen en de suikerbijdragen 60/65 % van de ramingen.

Als men de lid-staten die eigen middelen storten tot een bedrag van ten hoogste hun aandeel in de uitgaven niet meerekent, kan men voor de zeven andere lid-staten verwachten dat er in totaal + 150 miljoen r.e. meer aan eigen middelen zullen worden gestort dan was geraamd.

2. BIJDRAGEN

Zoals reeds vermeld in het verslag van 31.3.1974, worden de financiële bijdragen van de lid-staten maandelijks gestort in de vorm van kasvoorschotten ter aanvulling van de eigen middelen, zulks volgens de regeling voor de dekking van de kasbehoeften van de Europese Gemeenschappen zoals bedoeld in de artikelen 31 tot en met 37 van het financieel reglement van 25.4.1974.

De in de voorafgaande aangegeven factoren inzake het hoge niveau van de inningen en het lage tempo van de uitgaven verklaren waarom slechts in zo geringe mate een beroep behoefde te worden gedaan op bijdragen; op 30 juni 1974 (dekking van de behoeften per 31.7.1974) beliepen de door de lid-staten verrichte stortingen namelijk slechts + 704 miljoen r.e., tegen de voor het begrotingsjaar geraamde 2.073 miljoen. Bovendien heeft het genoemde bedrag tevens gediend ter dekking van de uitgaven uit hoofde van overgedragen kredieten die + 150 miljoen r.e. belopen.

.../...

ANDERE ONTVANGSTEN

Aangezien het hier om bescheiden bedragen gaat en het zeker is dat de volgens bijzondere sleutels gestorte bijdragen ook inderdaad zullen worden geïnd, is het niet nodig om de desbetreffende ramingen nog eens na te gaan.

Het voor de communautaire begroting bestemde gedeelte van de EGKS-heffing is voor 100 % geïnd (9 miljoen r.e. - 1e halfjaar, 18 miljoen r.e. voor het gehele jaar).

De bijdragen van de lid-staten aan de aanvullende onderzoek- en investeringsprogramma's zijn voor 7/12 van het begrotingsjaar gestort op 30.6.1974 (5,8 miljoen r.e.). Eén lid-staat heeft zijn bijdrage nog niet gestort en zal overeenkomstig artikel 34 van het financieel reglement wegens deze vertraging een rente moeten betalen; deze bepaling is voor 1974 trouwens reeds toegepast op andere lid-staten die hun aandeel eerst na het verstrijken van de gestelde termijn betaalden.

De diverse ontvangsten van de Commissie bedroegen op 30.6.1974 13,94 miljoen r.e., waarvan 2,16 miljoen werd gevormd door de ontvangsten in verband met de werkzaamheden van de EGA.

B. UITGAVEN

1. ADMINISTRATIEVE EN OPERATIONELE UITGAVEN

a) Kasaspect

De betalingen van de Commissie per 30.6.1974 voor de titels tot 1 en met 4 van de begroting liggen in de orde van 110 miljoen r.e. uit hoofde van de kredieten van het begrotingsjaar en 11,4 miljoen r.e. uit hoofde van de overgedragen kredieten; in april werden de behoeften per 30.6.1974 door de Commissie geraamd op 116,3 miljoen r.e. voor het geheel van uitgaven; de toentertijds op 38,8 miljoen r.e. geraamde voorschotten aan andere instellingen zijn verstrekt tot een bedrag van 38,1 miljoen r.e. Het is dus zeer nuttig gebleken om voor deze ramingen en voor dit soort uitgaven een extra maand in te calculeren, want ondanks deze methode waren de effectieve behoeften iets hoger dan de ramingen.

.../...

b) Begrotingsaspect

De kredieten van het begrotingsjaar voor de titels 1 tot en met 4 belopen, enkele verrichte stortingen in aanmerking genomen en voor wat de Commissie betreft, 296 miljoen r.e.; dit bedrag omvat niet de hoofdstukken 29 en 33 en evenmin de niet toegewezen kredieten en de reservekredieten (hoofdstukken 98 en 99), dat is 22,3 miljoen r.e. De betalingsverplichtingen per 30.6.1974 belopen 209,6 miljoen r.e. Wat betreft de betalingen per 30.6.1974 is het hoogste coëfficiënt voor het gebruik van de kredieten dat ooit werd geregistreerd, dat van titel 1 "uitgaven betreffende aan de instelling verbonden personen" en van titel 4 "steunverlening, subsidies en deelnemingen" (zie tabel blz. 15).

Voor de uitgaven betreffende hoofdstuk 33 wijkt de raming van april voor de dekking van de kasbehoeften per 30.6.1974 niet veel af van de werkelijkheid (respectievelijk 40,2 en 40,8 miljoen r.e.); het beginsel van een extra maand is ook in dit geval goed bruikbaar.

c) Ramingen

Van de kredieten van titel 1 is in het eerste halfjaar 45,20 % voor betalingen gebruikt, en aangezien er in het tweede halfjaar nieuw personeel zal worden aangesteld en de bezoldigingen zullen worden herzien, kan worden verwacht dat de kredieten voor vrijwel 100 % zullen worden gebruikt; voor de titels 2 en 3 is het tempo van de uitgaven, dat in het algemeen laag ligt aan het begin van het begrotingsjaar, in het tweede kwartaal versneld (zie voetnoot 2 bij de tabel op blz. 15); men vermoedt dat deze tendens zich in het tweede halfjaar zal voortzetten, hoewel het onmogelijk is ramingen op te stellen inzake de kredieten voor de communautaire projecten in de sector koolwaterstoffen,

die + 80 % van de toewijzingen van titel 3 vormen. Met betrekking tot titel 4 tenslotte zijn van de kredieten ten bedrage van 48 miljoen r.e. er 35,6 miljoen uitgetrokken voor steunverlening aan slachtoffers van rampen; uit dien hoofde waren per 30.6. betalingsverplichtingen aangegeven ten bedrage van 33,6 miljoen r.e. en waren 13,6 miljoen r.e. uitgegeven; van de resterende kredieten is 9 miljoen bestemd voor de Europese Scholen, welk bedrag per 30.6. voor de helft was uitgegeven. Over het algemeen kan worden gezegd dat het gebruik van deze kredieten voor het ogenblik normaal is.

2. UITGAVEN VAN HET EUROPEES SOCIAAL FONDS

a) Kasaspect

De uitgaven van het Europees Sociaal Fonds per 30.6. waren geraamd op 100 miljoen r.e.; de verrichte betalingen belopen + 50 miljoen r.e.; er zijn dus geen wijzigingen opgetreden in de loop van het tweede kwartaal. De voor dit tijdvak geplande betaling van een bedrag van + 27 miljoen r.e. wordt nog gecontroleerd; de betaling van een nieuwe tranche van ongeveer 20 miljoen r.e. zal de komende dagen worden verricht. Deze beide betalingen, die vóór eind juni hadden moeten worden verricht, zijn opnieuw vertraagd doordat de betrokkenen hun aanvragen zo laat indienen bij het directoraat-generaal Sociale zaken.

b) Begrotingsaspect

De betalingen van het eerste halfjaar zijn als volgt verdeeld :
1,41 miljoen r.e. uit hoofde van de kredieten van het begrotingsjaar,
48,68 miljoen r.e. uit hoofde van overgedragen kredieten.

c) Ramingen

Het is de bedoeling de overgedragen kredieten zoveel mogelijk te gebruiken voor de betalingen voor de rest van het begrotingsjaar. In hoeverre dit kan worden bereikt, hangt slechts af van de snelheid waarmee de betalingsaanvragen worden ingediend; de betrokken diensten van het

directoraat-generaal Sociale zaken hebben de lid-staten opnieuw verzocht alle noodzakelijke maatregelen te nemen om het gebruik van het merendeel van de overgedragen kredieten mogelijk te maken.

3. EOGFL

GARANTIE

a) Kasaspect

De tot en met 30.6.1974 gestorte voorschotten ten bedrage van 1.744,8 miljoen r.e. dekken ook de behoeften van de maand juli van de betalingsdiensten en -organen van het EOGFL. Voor hetzelfde tijdvak hadden de diensten van de Commissie de behoeften geraamd op 1.735,5 miljoen r.e.; ook op dit gebied komen de betalingen vrijwel overeen met de ramingen en dus met de kasmogelijkheden.

b) Begrotingsaspect

Volgens de bestaande regeling worden uit hoofde van de kredieten van het begrotingsjaar, namelijk 3.510,1 miljoen r.e. (1), betalingsverplichtingen aangegaan voor een bedrag van ten hoogste de per 30.6.1974 ter goede rekening verstrekte gelden. In tegenstelling tot wat het afgelopen begrotingsjaar was vastgesteld, zullen de betalingsorganen van het EOGFL eind 1973 wel geen aanzienlijke bedragen in kas hebben gehad. Dat betekent dat de in 1974 ter goede rekening verstrekte gelden moeten overeenkomen met de uitgaven die in de loop van hetzelfde begrotingsjaar worden geboekt. De definitieve aanwijzingen betreffende een bepaald begrotingsjaar worden tot en met 31 maart van het volgende jaar verricht op basis van de door de lid-staten verstrekte gegevens. Bedragen die niet vóór de genoemde datum kunnen worden aangewezen, worden beschouwd als overgedragen kredieten en in het volgende begrotingsjaar gereguleerd.

.../...

- (1) In dit bedrag zijn niet begrepen de volgens een bijzondere sleutel te financieren opnieuw op de begroting opgenomen kredieten en evenmin een storting van 20 miljoen r.e. voor de voedselhulp.

c) Ramingen

Zoals vermeld onder de punten a) en b) van blz. 9, beliepen de per 30.6 ter goede rekening verstrekte gelden, die tevens de uitgaven van juli dekken, $\pm$ 1.745 miljoen r.e., waarbij dan, voor wat betreft de door de bevoegde organen verrichte betalingen, nog ongeveer 17,8 miljoen r.e. komen die deze organen aan het eind van het begrotingsjaar 1973 in kas hadden.

Op de vergadering van het comité van het EOGFL van 17 juli 1974 hebben de lid-staten hun behoeften voor augustus en september aanstaande medegedeeld (respectievelijk 242,1 miljoen r.e. en 269,6 miljoen r.e.).

Een recente raming van de diensten van de Commissie waarin rekening wordt gehouden met de gevolgen van de besluiten betreffende de rundvleessector, vermeldt voor de behoeften van de afdeling Garantie van het EOGFL voor 1974 een bedrag van 3.465 miljoen r.e., zodat de in de begroting opgenomen kredieten niet worden overschreden. Hieruit volgt :

ter goede rekening verstrekte gelden per 30.6 (1.745 + 17,8)	1.762,8
behoeften augustus	242,1
behoeften september	269,6
gelden ter goede rekening ter dekking van de behoeften per 30.9 (storting op 31.8)	2.274,5

Om het bedrag van voornoemde raming te bereiken zouden de behoeften van het laatste kwartaal dus 1.190 miljoen r.e. belopen, hetgeen zou overeenkomen met een gemiddeld uitgavenbedrag voor de maanden oktober, november en december in de orde van 400 miljoen r.e.

ORIENTATIE

a) Kasaspect

De betalingen van de afdeling Oriëntatie hebben betrekking op :

- periodes vóór 1971, waarvoor de lid-staten aan de Commissie bijdragen "ad hoc" overmaken, die worden afgeroepen buiten de bij de artikelen 31 tot en met 37 van het financieel reglement ingestelde regeling om;
- periodes na 1971, waarvoor de financiering is begrepen in het stelsel van de eigen middelen.

Voor de periodes vóór 1971 verrichten de lid-staten periodiek en op verzoek van de Commissie stortingen die in mindering worden gebracht op de vroegere verschuldigde bijdragen. De laatste van deze stortingen, ten bedrage van 50 miljoen r.e., heeft eind 1973 plaatsgevonden; vóór eind juli

.../...

zal ten tweede male een zelfde bedrag worden afgeroepen. In het eerste halfjaar van 1974 is een bedrag van 21,4 miljoen r.e. uitgegeven uit dezen hoofde; de globale situatie per 30.6.1974 is als volgt :

gestorte bijdragen	525,24 miljoen r.e.
verrichte uitgaven	495,78 miljoen r.e.
beschikbaar	29,46 miljoen r.e.

Voor de periodes na 1971 zijn 20,8 miljoen r.e. uitgegeven uitsluitend uit hoofde van de overgedragen kredieten (bestaande betalingsverplichtingen).

b) Begrotingsaspect

Momenteel is geen enkel bedrag uitgegeven en zijn geen betalingsverplichtingen aangegaan uit hoofde van de kredieten van het begrotingsjaar.

c) Ramingen

Voor het tweede halfjaar worden de volgende uitgaven geraamd :

	Periodes vóór 1971	Periodes na 1971
- individuele projecten	80 miljoen r.e.	14 miljoen r.e.
- bijzondere maatregelen	-	24,4 miljoen r.e.
- gemeenschappelijke acties	-	31,4 miljoen r.e.
	80 miljoen r.e.	69,8 miljoen r.e.

4. VOEDSELHULP

a) Kasaspect

De betalingen voor de voedselhulp belopen per 30.6.1974 58,95 miljoen r.e., terwijl de ramingen voor de kasbehoeften op dit tijdstip uitgaven ten bedrage van 67,5 miljoen r.e. vermeldde. De voorschotten voor juli beliepen 6,5 miljoen r.e. in plaats van de geplande 15 miljoen r.e.

b) Begrotingsaspect

Evenals voor het EOGFL Garantie worden uit hoofde van de kredieten van het begrotingsjaar betalingsverplichtingen aangegaan naarmate de lid-staten gelden ter goede rekening worden verstrekt; de definitieve regularisatie en aanwijzing van deze gelden geschiedt later. De bevoegde diensten van het directoraat-generaal Landbouw gebruiken voor deze aanwijzingen in de eerste plaats de oudste kredieten (overgedragen); uit de tabel op blz. 13 blijkt dat de overgedragen kredieten thans zijn uitgeput.

Momenteel wordt verwacht dat de kredieten voor de voedselhulp ontoereikend zullen zijn; derhalve is onlangs een voorstel bij de Raad ingediend tot overmaking van 20 miljoen r.e. door de lid-staten om de kredieten voor de voedselhulp te verhogen.

.../...

c) Ramingen

De betalingen voor voedselhulp zullen elkaar naar verwachting de komende maanden snel blijven opvolgen; er worden namelijk regelmatig besluiten ter zake genomen, die tegenwoordig op zeer korte termijn in werking treden.

5. FORFAITAIRE VERGOEDING 10 % EIGEN MIDDELEN

a) Kasaspect

Deze betalingen zijn afhankelijk van het bedrag van de geïnde eigen middelen; wat voor het een geldt, geldt ook voor het ander, met name voor wat betreft de ramingen.

b) Begrotingsaspect

Doordat er enige tijd verstrijkt tussen de vaststelling en de storting van de eigen middelen en vervolgens tussen de storting en de betaling van de 10 % aan de lid-staten (15 dagen tot een maand), belopen de in het eerste halfjaar op de kredieten van het begrotingsjaar aangewezen uitgaven 59,86 miljoen r.e.; zij hebben betrekking op de vaststellingen van het eerste kwartaal, waarvan die van maart eerst op 15 mei zijn gestort. Een bedrag van 58,9 miljoen r.e. werd uitgegeven uit hoofde van de van 1973 overgedragen kredieten.

Zoals vermeld onder a), staan deze uitgaven nauw in verband met de inning van de eigen middelen; als de ontvangstenramingen (zie punt A.1.c) dus inderdaad hoger zijn dan de oorspronkelijke ramingen, volgt daar uit dat de kredieten van hoofdstuk 29 zullen worden overschreden.

.../...

	KREDIETEN		ESTABILINGSVERPLICHTINGEN		BETALINGEN		Uitvoerings- percentage	
	van het be- grotingsjaar	overgedragen (1)	begrotings- jaar	overgedragen (2)	begrotings- jaar	overgedragen	e/a	f/b
	a	b	c	d	e	f	g	h
1. Administratieve en opera- tionele uitgaven Commissie								
a) Titels lt/m 4 en hoofdstukken 98 en 99 (uitgezonderd hoofd- stukken 29 en 33)	318.190.013	22.451.406	207.154.722	21.089.855	109.990.301	11.359.389	34,57 %	50,60 %
b) Overige instellingen	79.833.320	5.675.423	- (3)	- (3)	38.010.386	- (3)	44,45 % (4)	-
2. Uitgaven voor onderzoek en investeringen (hoofd- stuk 33)	85.823.819	9.147.595	- (3)	- (3)	40.806.546	2.463.338	47,55 %	26,93 %
3. Europees Sociaal Fonds	327.800.000	261.976.321	66.416.476	221.263.989	1.410.902	48.682.938	0,43 %	18,60 %
4. EOGFL								
a) Garantie	3.510.100.000	684.849.734	1.744.800.000	684.849.734	1.744.780.000	(684.849.734 (5)	49,71 % (5)	100,- %
b) Oriëntatie	325.000.000	178.002.465 (146.532.813) (6)	- (3)	168.349.004	- (3) (7)	20.843.898	-	6,42 %
5. Voedselhulp	135.000.000	8.098.687	59.338.933	8.098.687	50.851.313	8.098.687	37,67 %	100,- %
6. 10 % eigen middelen (hoofdstuk 29)	294.368.771	62.203.454	59.855.217	62.203.454	59.855.217	58.854.622	20,33 %	94,62 %
Totaal financiering stelsel eigen middelen	5.076.115.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		
Uitgaven gefinancierd door bijdragen "ad hoc":								
- saldo Garantie	3.000.000	-	-	-	-	-		
- werknemers zwavelmijnen	350.000	-	-	-	-	-		
TOTAAL-GENERAAL	5.079.465.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		

- (1) Omvat de niet-automatische overdrachten
 (2) Uitsluitend automatische overdrachten
 (3) Gegevens momenteel niet beschikbaar
 (4) Percentage berekend over de kredieten van
 het begrotingsjaar en de overgedragen kredieten

- (5) De overgedragen kredieten EOGFL - Garantie van kolom 6 worden gevormd door de vóór eind 1973 aan de organen verstrekte en niet aangezuiverde gelden ter goede rekening; hun waarde in de rubriek "betalingen", kolom "f" komt niet overeen met betalingen van het begrotingsjaar en is niet in het totaal van de kolom opgenomen.
 (6) Het bedrag tussen haakjes staat voor de overgedragen kredieten Oriëntatie van 1972.
 (7) De betalingen hebben zowel betrekking op de overgedragen kredieten van 1972 als op die van 1973.

STAND VAN DE ONTVANGSTEN VAN HET BEGROTINGSJAAR 1974

per 30.6.1974

(in r.e.)

	Geraamde ontvangsten	Geïnd	Inningspercentage
	a	b	c
1. Diverse ontvangsten :			
- in verband met de werkzaamheden van de EGA	5.366.000	2.158.295 (1)	40,22 %
- andere	25.703.830	11.780.802 (2)	45,83 %
2. EGKS-heffingen	18.000.000	9.000.000	50 %
3. EGA-bijdragen (aanvullende programma's)	9.929.610	5.803.723	58,45 %
4. Stortingen van de lid-staten :			
- eigen middelen 1973 (oktober/december)		621.361.109	
- kasvoorschotten (december/februari)	415.781.520		
- maart : kasvoorschotten	94.189.117		
eigen middelen januari	245.439.583		
- april : kasvoorschotten	96.467.645		
eigen middelen februari	226.709.060		
- mei : kasvoorschotten	98.345.800		
eigen middelen maart	246.959.756		
- juni : kasvoorschotten	0		
eigen middelen april	232.387.151		
Bijdragen	2.073.428.771		
Kasvoorschotten		704.784.082	33,99 %
Eigen middelen	2.943.687.712	951.495.550	32,32 % (3)
	5.076.115.923	2.306.383.561	
Uitgaven totaal (blz. - kolom d + e)		2.196.007.537	
Verschil per 30 juni 1974		110.376.024	

(1) De diverse ontvangsten van het GCO niet inbegrepen

(2) De diverse ontvangsten van de andere instellingen niet inbegrepen

(3) Het lage percentage moet worden toegeschreven aan het feit dat de eigen middelen met vertraging worden gestort; de huidige tendensen wijzen intogendeel op een overschrijding van de oorspronkelijke ramingen.

SPECIFICATIE VAN DE ADMINISTRatieve UITGAVEN VAN DE COMMISSIE

Stand per 30.6.1974

(in r.e.)

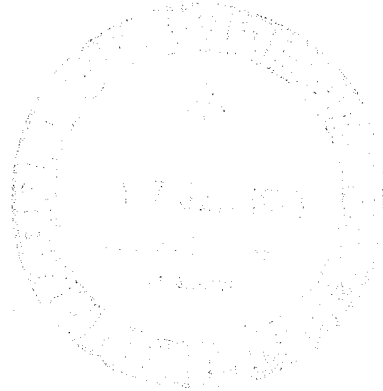
	Kredieten van het begrotingsjaar	Betalingsverplichtingen	% b/a	Betalingen	% c/a
	a	b		c	d
Titel 1 <u>Uitgaven betreffende aan de instelling verbonden personen (1)</u>	160.278.400	134.347.629	83,82 %	72.449.199	45,20 %
Titel 2 <u>Gebouwen, materieel en diverse huishoudelijke uitgaven (zonder hoofdstuk 29)</u>	55.437.213	30.924.423	55,78 %	15.926.543	28,73 %
Titel 3 <u>Uitgaven voortvloeiende uit specifieke taken van de instelling (zonder hoofdstuk 33) (2)</u>	32.100.500	2.261.294	7,04 %	805.104	2,51 %
Titel 4 <u>Steunverlening, subsidies en deelnemingen</u>	48.231.000	42.068.881	87,22 %	20.810.019	43,15 %
Totaal titels 1 tot en met 4	296.047.113	209.602.227	70,80 %	109.990.865	37,15 %

- (1) Het percentage van de betalingsverplichtingen ten opzichte van de kredieten van het begrotingsjaar hangt af van de voorlopige betalingsverplichtingen.
- (2) Titel 3 omvat een krediet van 25 miljoen r.e. voor de communautaire projecten in de sector exploitatie van koolwaterstoffen; zonder dit bedrag, waarvoor nog geen betalingsverplichting is aangegaan, worden de bij titel 3 vermelde percentages respectievelijk 31,85 en 11,34.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

SEC(74) 3271 final

Brussels, 11 September 1974



REPORT ON THE IMPLEMENTATION OF THE BUDGET PURSUANT TO
ARTICLE 35 OF THE FINANCIAL REGULATION OF 25 APRIL 1973

GENERAL STATEMENT OF REVENUE AND EXPENDITURE
AS AT 30 JUNE 1974

Historical Archives of the European Commission

REPORT ON THE IMPLEMENTATION OF THE BUDGET PURSUANT TO ARTICLE 35
OF THE FINANCIAL REGULATION OF 25 APRIL 1973

GENERAL STATEMENT OF REVENUE AND EXPENDITURE
AS AT 30 JUNE 1974

This document, which covers the first half of the financial year 1974, was drafted pursuant to Article 35 of the Financial Regulation. It is therefore not a budgetary document, as its principal aim is to give an overall picture of expenditure and revenue during one financial year.

It must be pointed out in this connection that Part (a), Cash aspect, of each section of this report relates more particularly to the system of covering the Communities' cash requirements set out in Articles 31 to 37 of the Financial Regulation; in that Part, the monthly estimates presented by the Commission as the basis for its calls for funds are compared with the actual outturn.

However, the present system seeks to make a distinction, whenever possible, in each of the large blocks of expenditure, between matters relating to:

- (i) the budget situation, by analysing the use of the appropriations for the current financial year and of the sums carried forward from the previous financial year (Part (b) of each section); and
- (ii) likely trends in expenditure and revenue, assessed on the basis of the amounts entered in the budget and the rate at which appropriations are utilized or revenue is collected (Part (c) of each section).

On pages 14, 15 and 16 are tables giving:

- (i) the statement regarding the implementation of the budget for the financial year 1974 as at 30 June 1974
- (ii) the statement of revenue for the financial year 1974 as at 30 June 1974
- (iii) the breakdown of the Commission's administrative expenditure as at 30 June 1974.

A. REVENUE

1. OWN RESOURCES

(a) Cash aspect

The cash element of the expenditure for a financial year is covered in part out of own resources recorded as from October of the previous financial year (paid to the Commission in December) up to September of the current financial year (paid to the Commission in November). For 1974 the sum of 621.4 M u.a. has been paid in own resources for the period October/December 1973 and 951.5 M u.a. for the period January/April 1974, i.e., a total of 1 572.9 M u.a. The estimates for the Communities' cash requirements until the end of June 1974 as established on 25 April 1974, showed revenue from own resources to the amount of 1 093.5 M u.a. This sum therefore does not include the own resources recorded in March (247 M u.a.) and April (232.4 M u.a.), which were paid in on 15 May and 15 June 1974 respectively.

(b) Budgetary aspect

As provided for in the existing regulations, the Community's own resources are paid to the Commission some time after they have been recorded; when this report was being drafted, the departments of the Commission had only received information on own resources recorded up to and including April. The results for that period are as follows:

	Estimates for the financial year	Results (recorded on 30 April 1974)
Customs duties levied ¹	9 545 M u.a.	3 604.4 M u.a.
Customs duties paid to the Commission	2 489.5 M u.a.	843.5 M u.a.
Agricultural levies	301.9 M u.a.	75.9 M u.a.
Sugar levies	152.3 M u.a.	32.1 M u.a.
	2 943.7 M u.a.	951.5 M u.a. ²

When considering the budgetary aspect it must be noted that the great increase in the amount of customs duties levied in certain Member States could mean that those States will gather own resources to a sum greater than their relative share.

As indicated in the report of 31 March 1974, this is already the situation in the United Kingdom and Ireland; it is the result of the very large amount of customs duties levied, which also include duties of a fiscal nature. The Financial Regulation provides that the monthly payments made by these Member States should be no greater than their theoretical relative share of the total expenditure for the month concerned. It should be remembered, furthermore, that only 56% of the own resources levied by each of the three new Member States must be paid to the Commission in 1974.

- (c) The revenue for the first four months of the financial year reveals quite considerable differences between forecasts and outturn.

¹Not all of the customs duties levied by the Member States are paid to the Commission.

²This amount plus the 621.4 M u.a. from the financial year 1973 (paid for financing expenditure in 1974) together make up the sum of 1 572.9 M u.a. referred to under point A.1.(a).

If the trend in monthly recordings of own resources during the previous two years is taken as a basis for reference, it will be observed that most of the Member States are obtaining more revenue from levies than forecast; leaving aside the United Kingdom and Ireland, whose payments are not related to the amount of levies collected, the average results are +115% of the forecasts. This increase can be attributed mainly to current inflationary pressure and to the increase in consumption in certain countries. The sums collected can even be expected to increase more sharply during the course of the financial year, as it would seem that in the first few months the energy crisis which arose at the end of 1973 was not reflected fully in the price of goods.

In the case of agricultural levies, on the other hand, the results of the first four months of the year show quite the opposite trend. The total revenue from agricultural levies is declining (76% of the forecasts entered in the budget for the same period) and the differences between the States are considerably greater than forecast. The basis for reference suggested in the preceding paragraph would not, however, apply for the monthly forecasts in agricultural levies, where the impact of the fluctuations in world market prices, in the level of production itself and even in the monetary situation is so great that even the annual forecasts are heavily affected. However, the Commission staff consider that, irrespective of the relative situation in each Member State, the income from agricultural levies should increase during the second half of the year.

In the case of the sugar levies, production levies are not expected to exceed 25% of the forecasts because of the current shortage.

In conclusion, it is currently expected that the amount of customs duties collected will exceed the estimates by approximately 15%, and that agricultural levies will amount to no more than 80 to 85% and sugar levies to only 60 to 65% of the estimates.

Disregarding those Member States which pay the Commission own resources to a sum corresponding to their relative share of expenditure, the total payments of own resources from the other seven Member States will exceed the forecasts by +150 M u.a.

2. CONTRIBUTIONS

As indicated in the report of 31 March 1974, the financial contributions from the Member States are paid every month in the form of advances supplementary to the payment of own resources under the system for covering the European Communities' cash requirements provided for in Articles 31 to 37 of the Financial Regulation of 25 April 1973.

The remarks made above concerning the large amounts collected and the slow rate of expenditure explain the very low rate of use of the contributions; as at 30 June 1974 (covering of requirements at 31 July 1974), the payments made by the Member States amounted to only +704 M u.a. compared with the 2 073 M u.a. forecast for the financial year. Furthermore, the amount quoted was also used to cover expenditure from appropriations carried forward which amounted to +150 M u.a.

OTHER REVENUE

As the amounts concerned are very small and as the contributions due in accordance with special scales, are sure to be paid in, forecasts of such revenue need not be revised.

The entire amount of the ECSC levy applied to the Community Budget was collected (9 M u.a. for the first half of the year, 18 M u.a. for the whole year).

Of the contributions from the Member States for the supplementary research and investment programmes, 5.8 M u.a. (7/12ths of the amount for the entire financial year) were paid on 30 June 1974. One Member State has not yet paid its contribution; and will be penalized under Article 34 of the Financial Regulation, by an interest charge for delay; this measure has already been applied for the year 1974 to other Member States who failed to pay their contributions by the deadlines set.

The total sundry revenue of the Commission as at 30 June 1974 stands at 13.94 M u.a., including 2.16 M u.a. in connection with Euratom activities.

B. EXPENDITURE

1. ADMINISTRATIVE AND OPERATING EXPENDITURE

(a) Cash aspect

On 30 June 1974 the Commission's payments under Titles 1 to 4 of the Budget amounted to approximately 110 M u.a. against the appropriations for the current financial year and 11.4 M u.a. against appropriations carried forward; cash requirements as at 30 June 1974 were estimated by the Commission in April at 116.3 M u.a. to cover all expenditure; advances to the other institutions, which, in April, were estimated at 38.8 M u.a., actually amounted to 38.1 M u.a.

This shows that the practice of taking into account an additional monthly payment when forecasting such expenditure can be very useful as the actual needs nevertheless exceeded the estimates to a small extent.

(b) Budgetary aspect

Taking into account certain transfers which have been made, the Commission's appropriations for Titles 1 to 4 amount to 296 M u.a.; this amount does not include the appropriations allocated under Chapters 29 and 44, or the provisional appropriations not allocated or the expenditure not specifically provided for (Chapters 98 and 99), i.e., 22.3 M u.a. Commitments as at 30 June 1974 amounted to 209.6 M u.a. In the case of payments as at 30 June 1974, the highest utilization coefficient, as in the past, was that for Title 1, "Expenditure in respect of persons working for the Institution" and Title 4, "Aids, subsidies and financial contributions" (see table on page 16).

In the case of expenditure under Chapter 33, the forecast (40.2 M u.a.) made in April of the cash requirements which would be covered as at 30 June 1974 was much the same as the amount actually required (40.8 M u.a.); the principle of a supplementary monthly payment applies in this case too.

(c) Estimates

For Title 1, 45.20% of the appropriations were paid out in the first half of the year, which means that, taking into account the new staff to be recruited during the second half of the year and salary adjustments, a utilization rate of almost 100% can be forecast; in the case of Titles 2 and 3, the rate of expenditure, which is generally slow at the beginning of the financial year, speeded up during the second quarter (see footnote 2 of the table on page 16; this trend will probably continue during the second half of the year, but it is not possible to make any forecasts with regard

to the appropriations for Community projects in the hydrocarbons sector, which represent $\pm 80\%$ of the appropriations under Title 3. Finally, in the case of Title 4, the 48 M u.a. of appropriations include 35.6 M u.a. which are reserved for aid to disaster victims, of which 33.6 M u.a. had been committed and 13.6 M u.a. spent by 30 June 1974; the remainder includes 9 M u.a. for the European Schools, 50% of which had already been spent by 30 June 1974. The utilization rate for these appropriations, taken as a whole, can be considered normal up to now.

2. EXPENDITURE ON THE EUROPEAN SOCIAL FUND

(a) Cash aspect

The requirements of the European Social Fund up to 30 June 1974 were estimated at 100 M u.a.; however, payments actually made amount to ± 50 M u.a., and therefore no change was recorded in the second quarter. The question of the payment of ± 27 M u.a. forecast for this period is still in the checking stage: a further instalment of approximately 20 M u.a. will be paid during the next few days. These operations, which should have been effected before the end of June, were again delayed because the persons concerned are very slow in submitting their applications to the Directorate-General for Social Affairs.

(b) Budgetary aspect

The payments made during the first half of the year can be broken down as follows: 1.41 M u.a. against the appropriations for the current financial year, 46.48 M u.a. against appropriations carried forward.

(c) Estimates

Payments for the remainder of the financial year are to be made, as far as possible, from appropriations carried forward. The rate at which these appropriations are used depends entirely on the promptness with which the applications for

payment are submitted; the departments concerned in the Directorate-General for Social Affairs have sent a further request to the Member States that they make all the necessary arrangements to enable the majority of the carry-overs to be used.

3. EAGGF

GUARANTEE SECTION

(a) Cash aspect

The advances paid up to 30 June 1974, i.e. 1 744.8 M u.a., also cover the requirements for July of the departments and bodies responsible for payments from the EAGGF. The departments of the Commission had estimated requirements at 1 735.5 M u.a. for the same period; here too, the payments actually made were almost identical to the forecasts and therefore to the amount of cash available.

(b) Budgetary aspect

Pursuant to the rules in force, the appropriations for the current financial year, i.e., 3 510.1 M u.a.¹, were committed up to the amount of the advances granted as at 30 June 1974. Contrary to what had been observed in the previous financial year, the bodies responsible for payments from the EAGGF cannot have had large amounts in their exchequer at the end of 1973. This means that the advances granted in 1974 must correspond to the expenditure which will be put through the books during the same financial year. Final charging-up relating to a given financial year can be carried out on the basis of information supplied by the Member States, up to 31 March of the following year. The amounts which cannot be charged up by that date are regarded as carry-overs and regularized during the following financial year.

¹Excluding re-entries to be financed according to a special scale and a transfer of 20 M u.a. for expenditure on food aid.

(c) Estimates

As indicated under points (a) and (b) on page 9, the advances granted as at 30 June 1974 to cover the expenditure incurred in July amounted to $\pm 1\,745$ M u.a., to which must be added, as payments effected by the authorized bodies, approximately 17.8 M u.a. held by those bodies at the end of the financial year 1973.

At the meeting of the EAGGF Committee on 17 July 1974, the Member States presented statements of their requirements for August and September 1974, which amount to 242.1 M u.a. and 269.6 M u.a. respectively.

A recent estimate made by Commission staff, which takes into account the effects of the decisions relating to beef and veal, suggests that the requirements of the Guarantee Section of the EAGGF for 1974 will amount to 3 465 M u.a.; this amount does not exceed the appropriations entered in the budget. This can be broken down as follows:

advances granted (1 745 + 17.8)	1 762.8
as at 30 June	
requirements for August	242.1
requirements for September	269.6
advances to cover requirements	2 274.5
as at 30 September (payment on 31 August)	

Taking the amount given above as a basis, the requirements for the final quarter will be 1 190 M u.a., or an average monthly expenditure of 400 M u.a. for October, November and December.

GUIDANCE SECTION

(a) Cash aspect

Payments from the Guidance Section relate to:

- periods before 1971, in respect of which the Member States make "ad hoc" contributions to the Commission outside the system introduced by Articles 31 to 37 of the Financial Regulation;

periods after 1971, the financing of which is included in the system of own resources.

For the pre-1971 periods, the Member States make periodic payments, at the Commission's request, which are set against former contributions due. The last of such payments, amounting to 50 M u.a., was effected at the end of 1973; a second request for the same amount will be made before the end of July. During the first half of 1974, expenditure from this source amounted to 21.4 M u.a.; the general situation as at 30 June 1974 is as follows:

Contributions paid	525.24 M u.a.
Expenditure effected	495.78 M u.a.
Balance in hand	29.46 M u.a.

For the post-1971 periods, 20.8 M u.a. have been spent solely against carry-overs (existing commitments).

(b) Budgetary aspect

So far no expenditure or commitments have been made against the appropriations for the current financial year.

(c) Estimates

The estimated expenditure for the second half of the year is as follows:

	Periods before 1971	Periods after 1971
Individual projects	80 M u.a.	14 M u.a.
Special measures	-	24.4 M u.a.
Joint projects	-	31.4 M u.a.
	80 M u.a.	69.8 M u.a.

4. FOOD AID

(a) Cash aspect

Payments for food aid as at 30 June 1974 amount to 58.95 M u.a., whereas the estimates of cash requirements as at the same date amounted to 67.5 M u.a. The advances for July amounted to 6.5 M u.a. instead of the 15 M u.a. which had been estimated.

(b) Budgetary aspect

As in the case of the Guarantee Section of the EAGGF, the appropriations for the current financial year are committed in step with the advances granted to the Member States, and are regularized and finally charged up later. When charging up these sums, the departments in the Directorate-General for Agriculture first of all use the earliest appropriations (carry-overs); from the table on page 14 it appears that the carry-overs have now been exhausted.

According to current forecasts the appropriations for food aid will be insufficient; a proposal for a transfer to increase the appropriations for food aid by 20 M u.a. has just been transmitted to the Council.

(c) Estimates

The rate of food aid payments should remain steady during the coming months; decisions in this connection are made regularly and are then implemented very rapidly.

5. FLAT-RATE REPAYMENT OF 10% OF OWN RESOURCES

(a) Cash aspect

These payments are linked to the amount of own resources collected; considerations relating to the one also apply to the other, particularly as regards the estimates.

(b) Budgetary aspect

Because of the time which elapses before own resources are paid to the Commission and also before the 10% flat-rate payment is made to the Member States (two weeks to one month), the expenditure charged up during the first half of the year against the appropriations for the current financial year amounts to 59.86 M u.a.; the expenditure relates to own resources recorded during the first quarter, including those for March which were not paid until 15 May. The sum of 58.9 M u.a. has been expended against carry-overs from 1973.

As stated under (a), such expenditure is very closely tied to the own resources actually received; consequently, if the estimated revenue (see point A.1.(c)) is actually higher than the initial estimates, the appropriations for Chapter 29 will be exceeded.

Statement of expenditure as at 30 June 1974

in u.a.

	Appropriations		Commitments		Payments		Percentage used	
	for the financial year	carry-overs ¹	financial year	carry-overs ²	financial year	carry-overs	e/a	f/b
	a	b	c	d	e	f	g	h
1. Commission administrative and operating expenditure								
(a) Titles 1-4 and Chapters 98 and 99 (except Chapters 29 and 33)	318 190 013	22 451 406	207 154 722	21 089 855	109 990 301	11 359 389	34.57%	50.00%
(b) Other Institutions	79 833 320	5 675 423	- (3)	- (3)	38 010 386	- (3)	44.45%	(4)-
2. Research and investment expenditure (Chapter 33)	85 823 819	9 147 595	- (3)	- (3)	40 806 546	2 463 338	47.55%	26.93%
3. European Social Fund	327 800 000	261 976 321	66 416 476	221 263 989	1 410 902	48 682 938	0.43%	18.60%
4. EAGGF								
(a) Guarantee Section	3 510 100 000	684 849 734	1 744 800 000	684 849 734	1 744 780 000	(684 849 734)	(5)49.71%	(5)100%
(b) Guidance Section	325 000 000	178 002 465	- (3)	168 349 004	- (3)(7)	20 843 898	-	6.42%
		(146 532 813)(6)						
5. Food aid	135 000 000	8 098 687	59 338 933	8 098 687	50 851 313	8 098 687	37.67%	100%
6. 10% own resources (Chapter 29)	294 368 771	62 203 454	59 855 217	62 203 454	59 855 217	58 854 622	20.33%	94.62%
Total - own resources system	5 076 115 923	1 232 405 085	2 137 565 348	1 165 854 723	2 045 704 665	150 302 872		
Expenditure financed by "ad hoc" contributions:								
- Balance-Guarantee period 1966/67	3 000 000	-	-	-	-	-		
- Sulphur-mine workers	350 000	-	-	-	-	-		
General total	5 079 465 923	1 232 405 085	2 137 565 348	1 165 854 723	2 045 704 665	150 302 872		

¹Includes non-automatic carry-overs.²Only automatic carry-overs.³Statistics not yet available.⁴Percentage calculated on the appropriations for the current financial year on the carry-overs.⁵The carry-overs for the Guarantee Section of the EAGGF correspond to the advances granted to the paying bodies before the end of 1973 the accounts for which have not been finally discharged; the value indicated in column "f" under "payments" does not correspond to the payments made during the financial year and is not included in the total for the column.⁶The figure in brackets shows the carry-overs from 1972 for the Guidance Section.⁷The payments involve carry-overs from both 1972 and 1973.

(as at 30 June 1974)

in u.a.

1. Sundry revenue	
- connected with Euratom activities	
- other	
2. ECSC levies	
3. Euratom contributions (supplementary programmes)	
4. Payments by the Member States:	
- own resources 1973 (October/December)	
- cash advances (December/February)	415 781 520
- March: cash advances	94 189 117
own resources January	245 439 583
- April: cash advances	96 467 645
own resources February	226 709 060
- May : cash advances	98 345 800
own resources March	246 959 756
- June : cash advances	0
own resources April	232 387 151
Contributions	
Cash advances	
Own resources	

Estimated revenue	Collection	Percentage collection
a	b	c
5 366 000	2 158 295 ¹	40.22%
25 703 830	11 780 802 ²	45.83%
18 000 000	9 000 000	50 %
9 929 610	5 803 723	58.45%
	621 361 109	
2 073 428 771		
	704 784 082	33.99%
2 943 687 712	951 495 550	32.32% ³
5 076 115 923	2 306 383 561	
	2 196 007 537	
	110 376 024	

Total expenditure (page - columns d+c)

Difference as at 30 June 1974

¹Excluding sundry revenue from the JRC.²Excluding sundry revenue from the other institutions.³The low percentage is due to the time interval in the payment of own resources to the Commission; the present contrary trend would indicate that the initial estimates will be exceeded.

Breakdown of the Commission's administrative expenditure

Situation as at 30 June 1974

	Appropriations for the financial year	Commitments	% b/a	Payments	% c/a
	a	b		c	d
Title 1 Expenditure in respect of persons working with the Institution ¹	160 278 400	134 347 629	83.82%	72 449 199	45.20%
Title 2 Buildings, equipment and miscellaneous operating expenditure (excluding Chapter 29)	55 437 213	30 924 423	55.78%	15 926 543	28.73%
Title 3 Expenditure resulting from the Institution carrying out special functions (excluding Chapter 33) ²	32 100 500	2 261 294	7.04%	805 104	2.51%
Title 4 Aids, subsidies and financial contributions	48 231 000	42 068 881	87.22%	20 810 019	43.15%
Total for Titles 1-4	296 047 113	209 602 227	70.80%	109 990 865	37.15%

¹The percentage of commitments in the appropriations for the current financial year depends on the amount of provisional commitments.

²Title 3 includes an appropriation of 25 M u.a. for Community projects in the hydrocarbons operations sector; without this amount, which has not yet been committed, the percentages given in Title 3 amount to approximately 31.85 and 11.34.

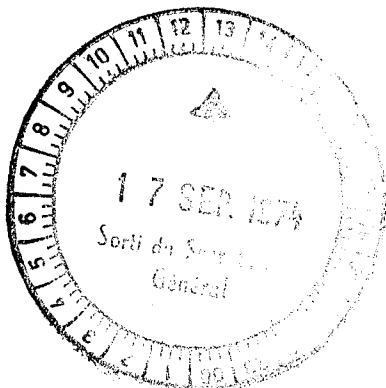
KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

SEC(74) 3271 endelig udg.

Bruxelles, den 11. september 1974

BERETNING OM GENNEMFØRELSEN AF BUDGETTET, SOM FASTSAT
I ARTIKEL 35 I FINANSFORORDNINGEN
AF 25.4.1973

ALMINDELIG OVERSIGT OVER INDTÆGTER OG UDGIFTER
PR. 30. JUNI 1974



BERETNING OM GENNEMFØRELSEN AF BUDGETTET, SOM FASTSAT I ARTIKEL 35 I FINANS-
FORORDNINGEN AF 25.4.1973

ALMINDELIG OVERSIGT OVER INDTÆGTER OG UDGIFTER PR. 30. JUNI 1974

Dette dokument, som omhandler første halvår af regnskabsåret 1974, er udarbejdet på grundlag af de i artikel 35 i finansforordningen fastsatte bestemmelser. Det drejer sig således ikke om et dokument af budgetmæssig karakter, idet hensigten med det er at give et samlet overblik over gennemførelsen af de indtægter og udgifter, der er afholdt i løbet af regnskabsåret.

Det synes hensigtsmæssigt i denne forbindelse at understrege, at afdelingen "a) Finansielt aspekt" i hvert af afsnittene i denne beretning, navnlig henviser til den ordning om dækning af Fællesskabernes finansielle behov, der er fastsat i artikel 31-37 i finansforordningen; i denne afdeling gives der en sammenligning mellem de månedlige skøn, der opstilles af Kommissionen til støtte for indkaldelsen af indbetalinger, og de faktiske forvaltningsresultater.

Med den nuværende opbygning tilstræbes det så vidt muligt for hver af de store udgiftsgrupper at foretage en sontring mellem problemerne vedrørende:

- budgetsituationen ved en analyse af anvendelsen af regnskabsårets bevil-
linger og af overførslerne fra det foregående regnskabsår (afdeling b) i
i hvert afsnit);
- den mulige udvikling i udgifterne og indtægterne under hensyntagen til de i
budgettet opførte beløb og tempoet for anvendelsen af de forskellige bevil-
linger eller for opkrævningen af indtægterne (afdeling c) i hvert afsnit).

Tabellerne på side 13, 14 og 15 gengiver henholdsvis:

- situationen vedrørende gennemførelsen af regnskabsåret 1974 pr. 30. juni 1974
- indtægtssituationen i regnskabsåret 1974 pr. 30. juni 1974
- detaljeret opstilling af Kommissionens administrationsudgifter - situationen
pr. 30. juni 1974.

A. INDTÆGTER

1. EGNE INDTÆGTER

a) Finansielt aspekt

Regnskabsårets udgifter dækkes for så vidt angår finanserne delvis af de egne indtægter, der er fastlagt fra oktober i det foregående regnskabsår (og som indbetales til Kommissionen i december) til september i det indeværende regnskabsår, (og som indbetales til Kommissionen i november). For 1974 blev der indbetalt et beløb på 621,4 mio RE som egne indtægter for tidsrummet oktober/december 1973 og 951,5 mio RE som egne indtægter for tidsrummet januar/april 1974, eller 1.572,9 mio RE i alt. Da der den 25. april 1974 blev opstillet et overslag over Fællesskabets finansielle behov indtil udgangen af juni 1974, blev de på dette tidspunkt indgåede egne indtægter optaget med 1.093,5 mio RE; dette beløb indeholdt således ikke de fastlagte egne indtægter for marts (247 mio RE) og for april (232,4 mio RE), som blev indbetalt henholdsvis den 15.5 og den 15.6.1974.

b) Budgetmæssigt aspekt

Som fastsat i gældende forordninger sker indbetalingen af de egne indtægter med en vis tidsforskydning i forhold til fastlæggelsen; da denne rapport blev udarbejdet, havde Kommissionens tjenestegrene kun modtaget oplysninger vedrørende fastlæggelsen indtil april. Resultaterne i dette tidsrum er følgende:

	Overslag over regnskabsåret	Resultater (Fastlæggelse pr. 30.6.1974)
Opkrævning af told ¹⁾	Mio RE 9545	Mio RE 3604,4
Indbetalt told	Mio RE 2489,5	Mio RE 843,5
Landbrugsafgifter	Mio RE 301,9	Mio RE 75,9
Sukkerafgifter	Mio RE 152,3	Mio RE 32,1
	Mio RE 2943,7	Mio RE 951,5 ²⁾

Fra et budgetmæssigt synspunkt skal det bemærkes, at den kraftige stigning i toldopkrævningerne i visse medlemsstater vil kunne give anledning til, at der i disse stater opkræves egne indtægter, hvis beløb overstiger deres andel.

Som nævnt i beretningen af 31.3.1974 består denne situation allerede i Det forenede Kongerige og Irland; den er opstået som følge af de meget store toldopkrævninger, som også omfatter finanstold. Finansforordningen fastsætter, at disse medlemsstaters månedlige indbetalinger skal begrænses til et beløb, der beregnes på grundlag af staternes andel af den udgiftsmængde, der er fastsat for den pågældende måned. Der mindes endvidere om, at der i 1974 kun opkræves indtil 56% i egne indtægter i alle tilfælde i de tre nye medlemsstater.

- c) Indtægterne for de fire første måneder af regnskabsåret gør det muligt at fastslå, at der består en ret stor forskel mellem overslagene og de faktisk indgåede beløb.

1) Den i medlemsstaterne opkrævede told indbetales ikke i sin helhed.

2) Dette beløb, sammen med de 621,4 mio RE fra regnskabsåret 1973 (der er indbetalt til finansiering af 1974) udgør det under pkt. A. 1.a) nævnte beløb på 1572,9 mio RE.

Såfremt man som sammenligningsgrundlag tager tempoet for de månedlige fastlæggelser i de to foregående år, bemærker man, at de fleste af medlemsstaterne går i retning af større opkrævninger end beregnet; hvis man ser bort fra Det forenede Kongerige og Irland, hvis indbetalinger ikke står i forbindelse med opkrævningen, når de faktiske beløb op på $\pm$ 115% af overslagene. Denne forøgelse skyldes navnlig den kraftige inflation, som vi i øjeblikket oplever og det stigende forbrug i visse lande. Det kan endog forventes, at der fortsat vil ske en forøgelse af opkrævningerne i løbet af regnskabsåret, da eftervirkningerne af energikrisen ved udgangen af 1973 tilsyneladende endnu ikke har haft sin fulde indflydelse på varepriserne i regnskabsårets første måneder.

For så vidt angår landbrugsafgifterne er billedet for de første fire måneder netop omvendt. Der er en nedgang i de samlede opkrævninger af landbrugsafgifter (76% af de nævnte overslag i budgettet for samme tidsrum), og der er betydelige forskelle mellem staterne i forhold til den angivne sats. Det i ovennævnte afsnit omhandlede sammenligningsgrundlag kan dog ikke anvendes i forbindelse med månedlige overslag inden for landbrugsområdet, hvor eftervirkningerne af svingningerne i verdensmarkedspriserne, i produktionen og selv i valutasituationen er så kraftige, at de allerede får en kraftig indflydelse på de årlige overslag. Kommissionens tjenestegrene skønner dog, at der til trods for den særlige situation i hver enkelt medlemsstat vil kunne noteres en forøgelse af de opkrævede landbrugsafgifter.

For så vidt angår sukke­rafgifterne forventes produktionsafgifterne ikke at vil­le nå 25% af overslagene som følge af den øjeblikkelige knaphed.

Alt i alt kan man på nuværende tidspunkt skønne, at toldopkrævningerne vil ligge ca. 15% højere, landbrugsafgifterne vil kun blive opkrævet med 80-85% af over­slagene og sukke­rafgifterne med 60-65% af overslagene.

Da de medlemsstater, der indbetaler de egne indtægter med indtil deres andel af udgifterne ikke tages i betragtning, kan det for så vidt angår de syv øvrige med­lemsstater forventes, at de samlede indbetalinger af egne indtægter vil oversti­ge overslagene med $\pm$ 150 mio RE.

2. BIDRAG

Som nævnt i beretningen af 31.3.1974 indbetales medlemsstaternes finansielle bidrag månedligt i form af finansielle forskud som supplement til indbetalingen af de egne indtægter i medfør af den ordning om dækning af De europæiske Fæl­lesskabers finansielle behov, der er fastsat i artikel 31-37 i finansforordningen af 25.4.1974.

De ovenfor anførte betragtninger med hensyn til de forøgede opkrævninger og det langsomme tempo, i hvilket udgifterne afholdes, forklarer, hvorfor bidragene kun finder begrænset anvendelse; pr. 30. juni 1974 (dækning af behovene til 31.7.1974) beløb de af medlemsstaterne foretagne indbetalinger sig kun til $\pm$ 704 mio RE mod de fastsatte 2.073 for regnskabsåret. Endvidere er det nævnte beløb ligeledes blevet anvendt til dækning af udgifter i henhold til overførsler, i alt $\pm$ 150 mio RE.

ANDRE INDTÆGTER

Under henvisning til de beskudne summer, det drejer sig om, samt til den sikrede indbetaling af de bidrag, som foretages efter særlige fordelingsnøgler, er der ikke grund til at foretage overslag på dette område.

Den del af EKSF-bidraget, som vedrører Fællesskabets budget, er blevet dækket med 100% (9 mio RE - 1. halvår, 18 mio RE for hele året).

Hvad angår medlemsstaternes bidrag til supplerende forsknings- og investeringsprogrammer er der blevet indbetalt 5,8 mio RE pr. 30. juni 1974 som de 7/12 for regnskabsåret. En medlemsstat har endnu ikke indbetalt sit bidrag og vil i henhold til artikel 34 i finansforordningen blive pålagt at betale en forhalingsrente; denne bestemmelse er i øvrigt allerede blevet bragt i anvendelse i 1974 over for visse medlemsstater, som har indbetalt deres andel efter de fastsatte frister.

De beløb, der udgør Kommissionens forskellige indtægter pr. 30. juni 1974, er på 13,94 mio RE, hvoraf 2,16 fra Euratoms virksomhed.

B. UDGIFTER

1. ADMINISTRATIONS- OG DRIFTSUDGIFTER

a) Finansielt aspekt

Kommissionens udbetalinger pr. 30. juni 1974 for afsnit 1-4 i budgettet er af størrelsesordenen 110 mio RE i henhold til bevillinger for regnskabsåret og 11,4 mio RE for bevillinger overført fra foregående regnskabsår; de af Kommissionen i april fastsatte behov pr. 30. juni 1974 var på 116,3 mio RE for så vidt angår de samlede udgifter; der blev kun udbetalt 38,1 mio RE i forskud til de andre institutioner i forhold til de ligeledes i april skønsmæssigt fastsatte 38,8 mio RE. Det burde fremgå, at fremgangsmåden med fastsættelse af en supplerende månedlig betaling ved opstillingen af disse skøn og for denne form for udgifter har vist sig nyttig til trods for, at de faktiske behov har oversteget overslagene en smule.

b) Budgetmæssigt aspekt

Regnskabsårets bevillinger beløber sig for Kommissionens vedkommende til 296 mio RE, heri medregnet visse overførsler; dette beløb omfatter ikke kapitel 29 og 33, ej heller formålsbestemte reserver og ikke-formålsbestemte reserver, (kapitel 98 og 99), i alt 22,3 mio RE. Forpligtelserne pr. 30. juni 1974 udgør 209,6 mio RE. Hvad angår betalingerne pr. 30. juni 1974 nås den hidtil højeste anvendelsesgrad i afsnit 1 "udgifter vedrørende personer med tilknytning til institutionen" og i afsnit 4 "Støtte, tilskud og deltagelse i udgifter" (se tabel side 15).

For så vidt angår udgifter i forbindelse med kapitel 33 er overslagene for april til dækning af finansielle behov pr. 30. juni 1974 næsten lig (40,2 mio RE) de faktiske beløb (40,8 mio RE). Princippet om en supplerende månedlig betaling gælder også i dette tilfælde.

c) Overslag

For så vidt angår afsnit 1 beløber udnyttelsesgraden vedrørende betalinger sig til 45,20% for 1. halvår; på baggrund af dette vil man under hensyntagen til de nyansættelser, som vil finde sted i løbet af 2. halvår, og til revisionen af lønningerne, kunne forvente en udnyttelsessats meget nær 100%; for så vidt angår afsnit 2 og 3 er udgiftstempoet, som normalt er langsomt i begyndelsen af regnskabsåret, steget i løbet af 2. kvartal (se fodnote 2 til tabellen side 15); denne udvikling burde fortsætte i 2. halvår, selv om det ikke er muligt at opstille overslag over bevillinger til fællesskabsprojekter inden for kulbrintesektoren, som tegner sig for $\pm$ 30% af bevillingerne i afsnit 3. Endelig hvad angår afsnit 4 er 35,6 mio RE af 48 mio RE bevillinger forbeholdt støtte til katastroferamte befolkninger; for 33,6 er der indgået forpligtelser, og 13,6

er blevet anvendt pr. 30. juni. De resterende 9 mio RE er bestemt til Europa-skolerne, og 50% er blevet anvendt pr. 30. juni. Alt i alt skønner man, at disse bevillinger på indeværende tidspunkt er blevet anvendt på normal måde.

2. DEN EUROPÆISKE SOCIALFONDS UDGIFTER

a) Finansielt aspekt

I overslagene over udgifter pr. 30. juni blev Den europæiske Socialfonds behov anslået til 100 mio RE; de foretagne betalinger beløber sig imidlertid til $\pm$ 50 mio RE, og der er således ikke sket nogen udvikling i løbet af 2. halvår. Betaling af et beløb på $\pm$ 27 mio RE i dette tidsrum er stadig genstand for kontrolundersøgelser; betaling af endnu en rate på ca. 20 mio RE vil blive foretaget i de kommende dage. Den forventede gennemførelse af disse sidste transaktioner før udgangen af juni er endnu engang blevet forsinket på grund af den langsomhed, med hvilken de interesserede parter indsender deres anmodninger til generaldirektoratet for sociale anliggender.

b) Budgetmæssigt aspekt

De foretagne betalinger i løbet af 1. halvår fordeles på følgende måde: 1,41 mio RE i henhold til regnskabsårets bevillinger, 48,68 mio RE i henhold til overførsler.

c) Overslag

For så vidt angår omfanget af betalingerne i resten af regnskabsåret er det blevet fastsat, i videst mulige udstrækning at anvende de overførte bevillinger. Deres anvendelse afhænger helt af hvor hurtigt anmodningerne om betaling indkommer; de kompetente tjenestegrene i generaldirektoratet for so-

cialle anliggender har endnu engang rettet en henstilling til medlemsstaterne om, at der træffes alle nødvendige foranstaltninger for anvendelse af størstedelen af de overførte bevillinger.

3. EUGFL

GARANTISEKTIONEN

a) Finansielt aspekt

De forskud på 1.744,8 mio RE, som er udbetalt indtil 30. juni 1974, dækker også april måneds behov hos EUGFL's udbetalende kontorer og organer. Kommissionens tjenestegrene havde anslået behovene til 1.735,5 mio RE for samme periode; også på dette område svarer betalingerne næsten til overslagene, og dermed til de finansielle midler.

b) Budgetmæssigt aspekt

I henhold til gældende bestemmelser er regnskabsårets bevillinger på 3.510,1 mio RE¹⁾ blevet anvendt i et omfang svarende til de ydede forskud pr. 30. juni 1974. I modsætning til hvad der er blevet konstateret i det forløbne regnskabsår, skulle EUGFL's udbetalende organer altså ikke have større summer i deres kasse ved udgangen af 1973. Dette betyder, at de bevilgede forskud i 1974 skal svare til de udgifter, som skal bogføres i løbet af samme regnskabsår. Der foretages endelige konteringer i forbindelse med et givet regnskabsår indtil 31. marts i det følgende år på grundlag af oplysninger, der indgives af medlemsstaterne. De beløb, som ikke kan konteres inden denne dato, betragtes som overførsler og reguleres i løbet af det følgende regnskabsår.

1) Ikke medregnet de genopførelser, som skal finansieres efter en særlig fordelingsnøgle, ej heller en overførsel på 20 mio RE til fordel for fødevarehjælpen.

c) Overslag

Som angivet under pkt. a) og b) på side 9 beløber de ydede forskud pr. 30. juni, og som også dækker udgifter i juli måned, sig til $\pm$ 1.745 mio RE, til hvilke føjes som betalinger afholdt af de bemyndigede organer ca. 17,8 mio RE, som er oppebåret af disse ved udgangen af 1973.

I anledning af mødet i komiteen for EUGFL den 17. juli 1974 har medlemsstaterne forelagt deres behov for august og september, og disse beløber sig til henholdsvis 242,1 mio RE og 269,6 mio RE.

Et nyligt skøn, foretaget af Kommissionens tjenestegrene, over eftervirkningerne af afgørelserne om oksekød bringer EUGFL's garantisektions behov op på 3.465 mio RE for regnskabsåret 1974, et beløb som stadig er indeholdt i de i budgettet opførte bevillinger. Af ovenstående fremgår følgende:

ydede forskud (1.745 + 17,8) pr. 30.6	1.762,8
behov august	242,1
behov september	<u>269,6</u>
forskud til dækning af behovene pr. 30.9 (udbetaling den 31.8)	2.274,5

Behovene for sidste kvartal skulle således være 1.190 mio RE for at nå frem til de i ovennævnte skøn fastsatte beløb, hvilket vil svare til en gennemsnitlig udgift for månederne oktober, november og december på 400 mio RE.;

UDVIKLINGSSEKTIONEN

a) Finansielt aspekt

Udviklingssektionens betalinger vedrører:

- perioder før 1971, for hvilke medlemsstaterne til Kommissionen indbetaler "ad hoc"-bidrag udover den i artikel 31-37 i finans-

forordningen fastsatte ordning;

- perioder efter 1971, for hvilke finansieringen omfattes af ordningen med egne indtagter.

For så vidt angår perioderne før 1971 foretager medlemsstaterne regelmæssigt på anmodning af Kommissionen indbetalinger, der gælder for de gamle skyldige bidrag. Den sidste af disse indbetalinger på 50 mio RE indgik ved udgangen af 1973; der vil blive foretaget endnu en opkrævning af et tilsvarende beløb inden udgangen af juli. I løbet af 1. halvår 1974 blev der brugt 21,4 mio RE i henhold hertil; den samlede situation pr. 30. juni 1974 er følgende:

Indbetalte bidrag	525,24 mio RE
Afholdte udgifter	495,78 mio RE
Disponibelt restbeløb	29,46 mio RE

For perioderne efter 1971 er der blevet brugt 20,8 mio RE udelukkende i henhold til overførsler fra tidligere regnskabsår (eksisterende forpligtelser).

b) Budgetmæssigt aspekt

Hidtil er der ikke blevet brugt eller indgået forpligtelser for noget beløb i henhold til regnskabsårets bevillinger.

c) Overslag

For 2. halvår er overslagene over udgifter følgende:

	Perioder før 1971	Perioder efter 1971
- Individuelle projekter	80 mio RE	14 mio RE
- Særlige foranstaltninger	-	24,4 mio RE
- Fællesaktioner	-	<u>31,4 mio RE</u>
	<u>80 mio RE</u>	69,8 mio RE

4. FØDEVAREHJÆLP

a) Finansielt aspekt

Udbetalingerne til fødevarehjælpeaktioner pr. 30. juni 1974 andrager 58,95 mio RE mod de 67,5 mio RE, der er fastsat i overslagene over de finansielle behov. Der blev udbetalt 6,5 mio RE i forskud for juli måned mod de forventede 15 mio RE.

b) Budgetmæssigt aspekt

Som for EUGFL - Garantisektionen anvendes regnskabsårets bevillinger i takt med udbetalingen af forskud til medlemsstaterne, og den endelige regulering og kontering finder sted senere. De kompetente kontorer i Generaldirektoratet for landbruget konterer disse beløb, idet de først og fremmest anvender de ældste bevillinger (overførte bevillinger); det fremgår af tabellen på side 13, at disse overførte bevillinger nu er opbrugte.

På nuværende tidspunkt forventes det, at bevillingerne til fødevarehjælp vil være utilstrækkelige; derfor er et forslag om overførsler af bevillinger,

der skal forøge bevillingerne til fødevarehjælp med 20 mio RE, netop blevet forelagt Rådet.

c) Overslag

Udbetalingerne til fødevarehjælp bør holdes på deres nuværende niveau i de følgende måneder; der træffes faktisk regelmæssigt beslutninger på dette område, og de gennemføres meget hurtigt efter at de er truffet.

5. FAST TILBAGEBETALING - 10% AF EGNE INDTÆGTER

a) Finansielt aspekt

Disse udbetalinger er afhængige af niveauet for opkrævningen af de egne indtægter; de betragtninger, som er anstillet for opkrævningen, gælder også for tilbagebetalingen, især hvad angår de finansielle overslag.

b) Budgetmæssigt aspekt

På grund af den tidsmæssige forskydning, mellem indbetalingsfristen for de egne indtægter og den indbetalingsfrist, der gælder for tilbagebetalingen af 10% til medlemsstaterne (14 dage til 1 måned), beløber de udgifter i 1. halvår, der er konteret regnskabsårets bevillinger, sig til 59,86 mio RE; de vedrører fastlæggelsen for 1. kvartal, af hvilke beløbene for marts måned først blev indbetalt den 15. maj. Der er blevet anvendt et beløb på 58,9 mio RE i henhold til overførsler fra 1973.

Som nævnt under pkt. a) er disse udgifter tæt knyttet til opkrævningen af de egne indtægter; såfremt overslagene over indtægter (se pkt. A.1.c)) således kommer til at overstige de oprindelige overslag, vil det medføre en overskridelse af bevillingerne for så vidt angår kapitel 29.

Oversigt over udgifterne pr. 30.6.1974

side 13

(i RE)

	BEVILLINGER		FORPLIGTELSE		BETALINGER		Gennemførelse i%	
	for regnskabs- året	overførsler 1)	for regnskabs- året	overførsler	for regnskabs- året	over- førsler	e/a	f/b
	a	b	c	d	e	f	g	h
1. Kommissionens drifts- og administrationsudgifter								
a) Afsnit 1-4 og kapitel 98 og 99 (undtagen kap. 29 og 33)	318.190.013	22.451.406	207.154.722	21.089.855	109.990.301	11.359.389	34,57%	50,60%
b) Andre institutioner	79.833.320	5.675.423	- 3)	- 3)	38.010.386	- 3)	44,45%	-
2. Forsknings- og investeringsudgifter (kap. 33)	85.823.819	9.147.595	- 3)	- 3)	40.806.546	2.463.338	47,55%	26,93%
3. Den europæiske Socialfond	327.800.000	261.976.321	66.416.476	221.263.989	1.410.902	48.682.938	0,43%	18,60%
4. EUGFL								
a) Garantisektionen	3.510.100.000	684.849.734	1.744.800.000	684.849.734	1.744.780.000	(684.849.734) ⁵⁾	49,71%	100,-%
b) Udviklingssektionen	325.000.000	178.002.465 (146.532.813) ⁶⁾	- 3)	168.349.004	- 3) 7)	20.843.898	-	6,42%
5. Fødevarerhjælp	135.000.000	8.098.687	59.338.933	8.098.687	50.851.313	8.098.687	37,67%	100,-%
6. 10% af egne indtægter (kap. 29)	294.368.771	62.203.454	59.855.217	62.203.454	59.855.217	58.854.622	20,33%	94,62%
Finansiering i alt efter ordningen med egne indtægter	5.076.115.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		
Udgifter, som finansieres gennem "ad hoc"-bidrag:								
- Garantisek. saldo for 1966/67	3.000.000	-	-	-	-	-		
- Svovlminearbejdere	350.000	-	-	-	-	-		
Samlet beløb	5.079.465.923	1.232.405.085	2.137.565.348	1.165.854.723	2.045.704.665	150.302.872		

- 1) Omfatter ikke-automatiske overførsler.
- 2) Udelukkende automatiske overførsler.
- 3) Oplysninger endnu ikke disponible.
- 4) Beregnet procentsats i henhold til regnskabsårets bevillinger og overførsler.

- 5) Overførslerne EUGFL-garantisektionen i kolonne 6 svarer til de forskud, der er ydet organerne før udgangen af 1973, og som endnu ikke er endeligt bogført; værdien i rubrikken "betalinger", kolonne "f" svarer ikke til betalinger for regnskabsåret og er ikke medtaget i det samlede beløb af kolonnen.
- 6) Beløbet i parentes udgør overførsler fra Udviklingssektionen for 1972.
- 7) Betalingerne vedrører overførsler fra både 1972 og 1973.

1. Forskellige indtægter:

- i forbindelse med EURATOMs aktiviteter
- andre

2. EKSF-bidrag

3. EURATOM-bidrag (tillægsprogrammer)

4. Medlemsstaternes indbetalinger:

Egne indtægter 1973 (oktober/december)	
Finansielle forskud (december/februar)	415.781.520
Marts : finansielle forskud	94.189.117,-
egne indtægter	245.439.583,-
Januar	
April : finansielle forskud	96.467.645,-
egne indtægter	
februar	226.709.060,-
Maj : finansielle forskud	98.345.800,-
egne indtægter	
marts	246.959.756,-
Juni : finansielle forskud	0,-
egne indtægter	
april	232.387.151,-

- Bidrag
- Finansielle forskud
- Egne indtægter

Udgifter i alt (side - kolonne d + e)

Tilgodehavende den 30.6.1974

Forventede indtægter	Indbetalinger	Indbetaling i %
a	b	c
5.366.000	2.158.295 ¹⁾	40,22%
25.703.830	11.780.802 ²⁾	45,83%
18.000.000	9.000.000	50 %
9.929.610	5.803.723	58,45%
	621.361.109	
2.073.428.771		
2.943.687.712	704.784.082	33,99%
	951.495.550	32,32% ³⁾
5.076.115.923	2.306.383.561	
	2.196.007.537	
	110.376.024	

1) Tager ikke hensyn til FFCs forskellige indtægter.

2) Tager ikke hensyn til de øvrige institutioners forskellige indtægter.

3) Den lave procentsats skyldes forskydningen i indbetalingerne af de egne indtægter; med de øjeblikkelige tendenser forventes der imidlertid en overskridelse af de oprindelige overslag.

DETALJERET OPSTILLING AF KOMMISSIONENS ADMINISTRATIONSUDGIFTER

Situationen den 30.6.1974

side 15

i RE

	Regnskabsårets bevillinger	Forpligtelser	% b/a	Betalinger	% o/a
	a	b		c	d
Afsnit 1 <u>Udgifter vedrørende personer med tilknytning til institutionen (1)</u>	160.278.400	134.347.629	83,82%	72.449.199	45,20%
Afsnit 2 <u>Ejendomme, materiel og forskellige driftsudgifter (bortset fra kap. 29)</u>	55.437.213	30.924.423	55,78%	15.926.543	28,73%
Afsnit 3 <u>Udgifter i forbindelse med institutionens udførelse af særlige opgaver (bortset fra kap. 33) (2)</u>	32.100.500	2.261.294	7,04%	805.104	2,51%
Afsnit 4 <u>Støtte, tilskud og deltagelse i udgifter</u>	48.231.000	42.068.881	87,22%	20.810.019	43,15%
Afsnit 1 - 4 i alt	296.047.113	209.602.227	70,80%	109.990.865	37,15%

- (1) Forpligtelsernes høje procentsats i forhold til regnskabsårets bevillinger skyldes de foreløbige forpligtelser.
- (2) Afsnit 3 omfatter en bevilling på 25 mio RE til fællesskabsprojekter inden for kulbrinte-forskningen; uden dette beløb, for hvilket der endnu ikke er indgået forpligtelser, ville den i afsnit 3 angivne procentsats være henholdsvis 31,85% og 11,34%.